

DOSSIERS

BREVETS

1985. II

Conditions de brevetabilité... nouveauté... antériorité de toutes pièces.....
combinaison..... emploi nouveau...
activité inventive.....avis documentaire..... restauration..... certificat d'utilité cession.....
combinaison de moyens connus.
licence obligatoire..... taxes
contrefaçon action.....
saisie-contrefaçon.... divulgation..
action en revendication.... possession personnelle..... nullité.....



LE DROIT ALLEMAND
DES BREVETS
ET
DES MODELES D'UTILITE

Invention d'employé l'homme du métier...
l'office européen des brevets.... procédure
d'examen contenu de la demande
de brevet européen.... rôle des examinateurs..... représentation devant
l'O.E.B..... le brevet communautaire émanation du Traité C.E.E.....
P.C.T..... sous-licence..... contrat
de communication de savoir-faire.....
compétence..... arbitrage

LE DROIT ALLEMAND
DES BREVETS
ET
DES MODELES D ' UTILITE

par

ROMUALD SINGER

Doctor juris (Munich)
Doctor en derecho (Madrid)
Ancien Abteilungspräsident
auprès de l'Office allemand
des brevets (Munich)
Président de la Grande Chambre
de recours et de la Chambre de
recours juridique de l'Office
européen des brevets (Munich)

MISE A JOUR : NOVEMBRE 1984

1985

OFFICE EUROPEEN DES BREVETS

<u>Table des matières</u>	<u>Page</u>
A. EVOLUTION HISTORIQUE DU DROIT DES BREVETS EN ALLEMAGNE.....	1
1. L'évolution jusqu'à la promulgation de la première loi allemande sur les brevets.....	1
2. L'évolution récente.....	1
B. TACHES ET ORGANISATION DE L'OFFICE ALLEMAND DES BREVETS....	3
1. Tâches.....	3
2. Organisation.....	4
3. Organisation de l'Office en ce qui concerne la procédure de délivrance.....	6
C. DROIT DES BREVETS.....	6
I. Les inventions brevetables.....	7
II. Les exceptions à la brevetabilité.....	11
1. Exploitation contraire à l'ordre public et aux bonnes moeurs.....	11
2. Variétés végétales et races animales.....	11
3. Usurpation.....	12
III. Les conditions de la brevetabilité.....	12
1. La nouveauté.....	12
2. Activité inventive (Erfinderische Tätigkeit, Erfindungshöhe).....	15
3. Application industrielle.....	26
4. La question du progrès technique.....	27
IV. Naissance, modification et déchéance du brevet.....	28
1. Naissance.....	28
2. Protection.....	28
3. Licences contractuelles.....	29
4. Licences obligatoires.....	30
5. Durée et déchéance.....	30
6. Nullité du brevet.....	31

V. Contenu du brevet.....	31
1. Droit exclusif.....	31
2. Limitation territoriale.....	32
3. Utilisation antérieure.....	32
4. Conséquences civiles de la contrefaçon.....	32
5. Conséquences pénales de la contrefaçon.....	33
D. PROCEDURE DE DELIVRANCE DE BREVETS.....	33
I. Exigences relatives à la procédure de délivrance de brevets.....	33
1. Demande.....	33
2. Détails de la demande.....	34
3. Unité d'invention.....	34
4. Représentation.....	34
5. Taxes.....	34
II. Procédure devant l'Office des brevets.....	35
1. Principes généraux.....	35
2. L'examen quant aux défauts évidents.....	36
3. La Publication de la demande de brevet originale (Offenlegungsschrift).....	36
4. La Procédure de l'examen et de l'opposition.....	37
a) La requête en examen et la requête en recherche isolée.....	37
b) L'opposition.....	39
c) L'ancien système.....	39
d) Les expériences faites avec l'examen différé.....	40
e) Les expériences de l'Office allemand des brevets faites avec la procédure d'opposition.....	40
E. LES VOIES DE RECOURS AU TRIBUNAL FEDERAL DES BREVETS (BUNDESPATENTGERICHT = BPatG) ET A LA COUR FEDERALE DE JUSTICE (BUNDESGERICHTSHOF = BGH).....	41
1. Généralités.....	41
2. Dépôt des recours.....	42

3. La révision préjudicielle.....	42
4. Les chambres de recours.....	43
5. La procédure de recours.....	43
6. Frais.....	43
7. Le recours devant la Cour fédérale de justice.....	43
8. Représentation.....	44
F. LA LOI ALLEMANDE SUR LES MODELES D'UTILITE.....	44
1. Généralités.....	44
2. Objet des conditions de la protection des modèles d'utilité.....	45
3. La demande de modèle d'utilité.....	47
4. Demande de brevet et demande de modèle d'utilité.....	48
5. Les effets de la protection des modèles d'utilité.....	48
A N N E X E S.....	50

A - EVOLUTION HISTORIQUE DU DROIT DES BREVETS EN ALLEMAGNE

1. L'évolution jusqu'à la promulgation de la première loi allemande sur les brevets

Le territoire de la République fédérale d'Allemagne telle qu'il se présente aujourd'hui se trouvait, avant 1871, réparti entre de nombreux Etats souverains et, de ce fait, un droit des brevets uniforme ne pouvait se développer. La protection des inventions a adopté, dans les divers Etats allemands, la forme de privilèges accordés par le souverain. Tandis qu'en France la loi du 7 janvier 1791 reconnaissait déjà la propriété industrielle comme droit naturel, des Etats particuliers allemands tels que la Bavière, le Wurtemberg, la Saxe, le Hanovre et la Hesse n'ont promulgué des lois sur les brevets que dans la première moitié du XIXème siècle. Dans nombre d'Etats, particulièrement en Prusse, l'octroi d'un privilège était toujours soumis à la grâce et à l'équité du souverain. Aucun sujet ne pouvait prétendre à un privilège. L'antécédent le plus important de la loi sur les brevets du Reich fut la loi bavaroise sur les brevets du 10 février 1842, qui contenait déjà toute une série d'éléments du droit ultérieur.

A partir de la deuxième moitié du XIXème siècle l'institution d'une protection véritable et uniforme des brevets pour l'ensemble de l'Allemagne devenait de plus en plus pressante. Il y avait une Convention de l'Union Douanière Allemande (Deutscher Zollverein) sur la délivrance des brevets, d'invention et des privilèges du 21 septembre 1842 mais qui était restée sans effet. Le Zollverein était un des précédents de la CEE.

C'était surtout l'Union des ingénieurs allemande et l'Union allemande pour la protection des brevets (Deutscher Patentschutzverein) qui soulignèrent l'effet stimulant qu'aurait la protection des inventions sur l'activité inventive et les avantages qui en résulteraient pour l'industrie. L'Union allemande pour la protection des brevets a été fondée en 1873 sous les auspices de Werner von Siemens. La "Freihandelsschule" (Ecole du libre commerce) s'opposa à l'introduction d'une protection des brevets en se réclamant de la liberté du commerce et de l'industrie, considérant que la protection des brevets constituerait une limitation de l'économie monopolisante et donc désavantageuse.

C'était la crise économique de 1873 qui limita l'influence de l'Ecole du libre commerce. Un projet de l'Union des ingénieurs allemands et de l'Union allemande pour la protection des brevets aboutit à la première loi du Reich qui entra en vigueur le 1er janvier 1877. Cette loi réalisa le principe de la priorité du déposant, en vertu duquel le brevet n'est pas accordé au premier inventeur mais au premier déposant. Il soumet la délivrance de brevets à un examen préalable. L'Office des brevets impérial à Berlin devint l'autorité centrale pour l'ensemble du territoire du Reich.

2. L'évolution récente

Après la première guerre mondiale, l'Office des brevets impérial fut transformé en Office des brevets du Reich (RPA) ayant son siège également à Berlin.

En avril 1945, l'Office des brevets du Reich fut fermé. Pendant une période de plus de 3 années, le dépôt d'inventions était impossible en Allemagne. Ce ne fut qu'à partir du premier octobre 1948 que des demandes de brevet purent de nouveau être déposées en Allemagne de l'Ouest, auprès des bureaux pour le dépôt, créés à Berlin et à Darmstadt. Un an plus tard, l'Office allemand des brevets fut ouvert à Munich, et en 1950 une succursale fut créée à Berlin.

Le droit des brevets fut adapté à la nouvelle situation créée dans le domaine de la protection industrielle par 6 lois de transition et d'autres. La première loi de transition avait provisoirement suspendu l'examen de nouveauté, car, à la suite de la guerre et de la période d'après-guerre, il y eut un grand nombre de demandes, alors que l'Office n'était pas encore complètement établi. Quelques années plus tard, la 6ème loi de transition sépara les chambres de recours de l'Office des brevets pour des raisons de droit constitutionnel et institua le Tribunal fédéral des brevets. Le Tribunal est indépendant et existe depuis le 1er juillet 1961. La création du Tribunal des brevets permit d'éviter la voie judiciaire auprès des tribunaux administratifs qui était préalablement ouverte et qui avait abouti à 5 instances au cours de la procédure de délivrance de brevets.

Une autre loi modifiant considérablement la loi sur les brevets est entrée en vigueur en partie le 1er janvier et en totalité le 1er octobre 1968. Les changements les plus importants étaient les suivants :

- a) Le principe de la procédure d'examen préalable, établi depuis les débuts (soit depuis 1877) dans le droit allemand des brevets, a été remplacé par le principe dit d'"examen différé" (verschobene Prüfung) ; les demandes de brevets ne sont examinées que sur requête ;
- b) les annuités doivent être payées déjà pour les demandes de brevet (à partir de la 3ème année) ;
- c) toutes les demandes de brevets sont mises à la disposition du public à partir d'un délai de 18 mois après la date de priorité ;
- d) la possibilité de modifier les documents présentés est très limitée ;
- e) la défense de la protection des produits chimiques et pharmaceutiques ainsi que des produits alimentaires et de consommation a été supprimée, c'est-à-dire que de tels produits peuvent désormais être protégés.

Une autre modification plus récente de la loi allemande sur les brevets a été introduite par la loi relative aux conventions internationales en matière de brevets, du 21 juin 1976.

Cette loi assure la pleine harmonisation du droit allemand des brevets avec les dispositions pertinentes de la Convention sur le brevet européen et, en même temps, avec celles de la Convention de Strasbourg. Cette loi contient aussi la ratification de la Convention de Strasbourg du 27 novembre 1963 sur l'unification de certains éléments du droit des brevets d'invention (ci-après dénommée "Convention de Strasbourg"), celle du Traité de coopération en matière de brevets du 19 juin 1970 (ci-après dénommée "PCT") et celle de la Convention du 5 octobre 1973 sur la

délivrance de brevets européens (ci-après dénommée "Convention sur le brevet européen" = "CBE"). L'Allemagne est parmi les premiers Etats contractants de la CBE, du PCT et de la Convention de Strasbourg, c'est-à-dire depuis le 7 octobre 1977, le 24 janvier 1978 et le 1er août 1980.

Une partie des modifications de cette loi est entrée en vigueur le 1er octobre 1976, une deuxième partie le 1er janvier 1978 et une autre partie le 1er juillet 1980.

Le parlement allemand a, en outre, promulgué deux autres lois qui, toutes les deux, portent la date du 26 juillet 1979 : l'une comporte la ratification de la Convention sur le brevet communautaire (La Convention du Luxembourg), destinée à grouper le brevet européen en un brevet unitaire supranational à l'égard des Etats membres du Marché Commun. Mais les instruments de ratification ne seront déposés qu'au moment où les gouvernements des autres Etats contractants déposeront leurs instruments de ratification. Ce ne sera pas le cas avant quelques années. L'autre loi, la loi sur le brevet communautaire (Gemeinschaftspatentgesetz) avait pour but d'harmoniser la loi nationale avec la Convention de Luxembourg et aussi, sous quelques aspects, avec la Convention de Munich. Cette loi a considérablement modifié la loi allemande à partir du 1er janvier 1981 et elle l'a modifiée dans quelques aspects mineurs à partir du 4 août 1979. Les changements les plus importants étaient l'harmonisation de l'effet du brevet allemand avec celui du brevet communautaire, le remplacement de l'opposition avant délivrance par une opposition après délivrance et l'introduction de la possibilité de revendiquer, pour une demande de brevet allemand, dans les 12 mois, la priorité d'une autre demande allemande.

A partir du 1er janvier 1981 il y a une nouvelle rédaction de la loi sur les brevets qui est plus compréhensible que l'ancienne. Cette nouvelle loi a 146 articles au lieu de l'ancienne numérotation de 1 à 55 avec beaucoup de sous-articles. D'un autre côté, en droit allemand on donne aux articles le nom de paragraphes (§). Une traduction française de la loi sur les brevets, y inclus les modifications citées (Texte du 16 décembre 1980), est publiée dans "La Propriété industrielle" (Texte 2-002).

Le 25 février 1982 une ordonnance sur la délivrance de renseignements concernant l'état de la technique est entrée en vigueur.

B - TACHES ET ORGANISATION DE L'OFFICE ALLEMAND DES BREVETS

Par la suite, je parlerai brièvement des tâches et de l'organisation de l'Office allemand des brevets que vous allez bientôt visiter :

1. Tâches

L'Office allemand des brevets est compétent pour la délivrance de titres de protection industrielle : il est compétent pour la délivrance de brevet et l'enregistrement de modèles d'utilité et de marques. Depuis août 1979 l'Office donne aussi des avis sur l'état de la technique en dehors de demandes de brevets.

Cette activité a été étendue à tous les secteurs techniques dès

le 25 février 1982 contre paiement de DM 850 (Blatt für Patent-, Muster- und Zeichenwesen 1982 page 117 ss. - voir aussi annexe 10, "Merkblatt über die Erteilung zum Stand der Technik"). Il lui incombe l'enregistrement des dessins et modèles pour les déposants étrangers. En ce qui concerne l'enregistrement des dessins et modèles de déposants allemands c'est aux tribunaux qu'incombe leur enregistrement.

Pour illustrer les tâches de l'Office voici les chiffres de 1983, en 1983 l'Office a reçu 47 103 demandes de brevet, 35 701 demandes de modèles d'utilité (dont 23 426 demandes dites "auxiliaires"). En 1983 l'Office a reçu 22 554 demandes de marques et 5 092 demandes d'enregistrement international de marques étrangères (sans compter les renouvellements des marques internationales).

Comme d'autres pays, la République fédérale d'Allemagne, de 1972 à 1975, a enregistré une diminution continue de dépôts de demandes de brevet, suivie d'une nouvelle régression à la suite de l'entrée en vigueur de la CBE.

En 1972 :	67 354 dépôts
En 1973 :	66 223 dépôts
En 1974 :	65 545 dépôts
En 1975 :	60 095 dépôts
En 1976 :	61 705 dépôts
En 1977 :	60 401 dépôts
En 1978 :	58 657 dépôts
En 1979 :	55 184 dépôts
En 1980 :	51 345 dépôts
En 1981 :	49 002 dépôts
En 1982 :	47 826 dépôts
En 1983 :	47 103 dépôts

La dernière régression à partir de 1978 est due avant tout à l'utilisation du brevet européen par les déposants étrangers. De 1972 à 1977 la répartition entre déposants étrangers et nationaux s'élevait toujours approximativement à 50%. En 1983 les demandes allemandes d'origine étrangère sont descendues à 35%.

Quant au domaine des brevets qui nous intéresse en premier lieu, l'Office des brevets est certes saisi de la délivrance des brevets et de l'administration des brevets délivrés, mais non pas de leur exploitation et du traitement des contrefaçons. On ne peut faire valoir les droits découlant du brevet délivré que devant les tribunaux civils (Landgericht = LG, Oberlandesgericht = OLG, Bundesgerichtshof = BGH).

2. Organisation

Un bref aperçu -à Munich on vous l'expliquera en détail. L'Office allemand des brevets est divisé en quatre services principaux et un bureau à Berlin :

1) Division principale "Brevets"

Elle comprend les 25 divisions des brevets, la division d'examen des formalités, etc..., ainsi que la division d'administration des brevets (à qui on doit payer les annuités).

2) Division principale "Information"

Elle se compose de la bibliothèque avec les sections "Acquisition de littérature", "Catalogue" et "Utilisation de la bibliothèque" ; de la division "Classification", avec les sections "Questions fondamentales de la classification", "Fond documentaire" et "Classification internationale" ; et de la division "Documentation" avec les sections "Recherche et développement en documentation", "Analyses et recherches" et "Documentation internationale".

3) Division principale "Affaires juridiques"

Elle groupe la division du droit d'auteur, la section des modèles d'utilité, les deux divisions des modèles d'utilité ainsi que la division des marques et la section des marques internationales.

4) Division principale "Administration générale"

Elle comprend la division "Administration" avec les sections "Personnel", "Budget", "Affaires internes" et "Agents de brevets et autres représentants", et la division "Organisation et planification" avec les sections "planification et développement", "Organisation" et "Informatique".

5) "Succursale de Berlin"

Elle administre principalement une bibliothèque et organise la distribution des publications du DPA.

Pour l'instant je propose de nous concentrer sur tout ce qui se réfère aux brevets.

C'est avant tout la division principale "Brevets" (Hauptabteilung Patentwesen) qui s'occupe de la procédure de délivrance et du maintien des brevets. Les tâches incombant aux divisions des brevets seront traitées en détail plus loin. A côté des divisions des brevets il existe une division particulière d'administration des brevets à laquelle incombe l'administration des titres de protection délivrés, et qui s'occupe des tâches telles que le recouvrement des annuités et l'enregistrement de mesures juridiques relatives au brevet (cession, saisie du brevet, etc..).

3. Organisation de l'Office en ce qui concerne la procédure de délivrance

La délivrance des brevets est assurée en premier lieu par les 25 divisions des brevets (Patentabteilungen) qui comprennent chacune de 20 à 25 examinateurs ayant une formation technique. Pour ce qui est de l'examen des demandes de brevet et de la délivrance des brevets, chacune de ces divisions comprend une série de sections d'examen (Prüfungsstellen) qui se composent chacune d'un membre technique de la division des brevets, c'est-à-dire dudit examinateur. Cet examinateur est un spécialiste dans le domaine technique qui a été attribué à sa section d'examen. Il décide de façon indépendante du rejet de la demande ou de la délivrance du brevet. Devant l'OEB la décision est prise par 3 examinateurs.

A la suite de la loi de 1968, une nouvelle division particulière a été créée dont les tâches se distinguent de celles des autres divisions. Cette division, dite "division d'examen des formalités" (Vorprüfungsabteilung), se compose également de 25 examinateurs qui examinent toute demande immédiatement après son dépôt quant à la présence éventuelle de défauts évidents.

Pour sa part, la procédure d'opposition relève de la compétence de la "division des brevets" et non pas de l'examineur individuel. Certes ce ne sont pas les 20 ou 25 examinateurs et le directeur qui s'occupent de la procédure d'opposition. Au cours de cette procédure on comprend plutôt par "Patentabteilung" un collège de trois examinateurs, y compris le directeur de la division des brevets, auquel appartient l'examineur individuel compétent en tant que premier rapporteur. Dans le cas de difficultés juridiques particulières il est prévu qu'un juriste de la division juridique soit convoqué comme 4ème membre.

Pour décharger l'examineur, un certain nombre de tâches se rapportant à la procédure de délivrance, mais ayant un caractère plus simple, comme p.ex. l'examen des formalités de la demande, ont été transférées à des fonctionnaires subalternes. Ceci permet à l'examineur de se concentrer sur l'essentiel du travail d'examination.

C - DROIT DES BREVETS

Maintenant je traiterai du droit des brevets au sens étroit du terme (matériel) et je m'en tiendrai d'abord aux conditions de la brevetabilité.

Dans ce contexte, il convient d'étudier non seulement les nouvelles dispositions, mais aussi l'ancienne loi. Les nouvelles dispositions concernant le droit matériel ne s'appliquent qu'aux demandes présentées après leur entrée en vigueur. Les demandes de brevets et les brevets qui ont été déposés ou délivrés avant cette date restent soumis aux anciennes dispositions. Ce n'est pas le cas en ce qui concerne les changements dans la procédure.

Dans la mesure du possible je comparerai le droit allemand avec

- 1) le droit français,
- 2) la Convention sur l'unification de certains éléments du droit des brevets d'invention signée à Strasbourg le 27 novembre 1963 et entrée en vigueur le 1er août 1980 ;
- 3) la Convention sur la délivrance de brevets européens signée à Munich le 5 octobre 1973 et entrée en vigueur le 7 octobre 1977 ;
- 4) la Convention relative au brevet communautaire signée à Luxembourg le 15 décembre 1975 ;
- 5) le Traité de Coopération en matière de brevets (PCT), signé à Washington le 19 juin 1970 et entré en vigueur le 24 janvier 1978.

I - Les inventions brevetables

La nouvelle loi allemande sur les brevets a verbalement repris, dans son article 1, l'article 52, alinéas 1 à 3, de la Convention sur le brevet européen. Cet article stipule comme suit :

"§ 1

(1) Les brevets sont délivrés pour les inventions nouvelles impliquant une activité inventive et susceptibles d'application industrielle.

(2) Ne sont pas considérés comme des inventions au sens du paragraphe 1 notamment :

1. Les découvertes ainsi que les théories scientifiques et les méthodes mathématiques ;
2. Les créations esthétiques ;
3. Les plans, principes et méthodes dans l'exercice d'activités intellectuelles, en matière de jeu ou dans le domaine des activités économiques, ainsi que les programmes d'ordinateurs ;
4. Les présentations d'informations.

(3) Les dispositions du paragraphe 2 n'excluent la brevetabilité que dans la mesure où la protection n'est demandée que pour un de ces éléments, considéré en tant que tel".

Ceci établit expressément les conditions "de la nouveauté, de l'activité inventive et de l'application industrielle" comme étant les critères de la brevetabilité.

L'ancien article 1 de la loi allemande stipulait de façon générale : "Les brevets sont délivrés pour les inventions nouvelles susceptibles d'une exploitation industrielle". Outre les trois conditions de l'invention, de la nouveauté et de l'exploitation industrielle, la jurisprudence allemande exigeait le niveau inventif (Erfindungshöhe) et le progrès technique (technischer Fortschritt).

Ni la nouvelle ni l'ancienne loi allemande ne contiennent une définition de la notion d'invention. La jurisprudence allemande n'est pas la seule à ne pas avoir réussi jusqu'ici à développer une conception de l'invention qui ait l'avantage d'être universellement reconnue.

La Convention sur le brevet européen ne contient aucune explication de cette notion parce qu'il a été impossible d'en trouver une définition généralement valable.

En Allemagne les caractéristiques d'une invention ne font pourtant guère l'objet de divergences d'opinion.

La Cour suprême fédérale (BGH) a, dans son arrêt de principe "Rote Taube" du 27 mars 1969 (BlfPMZ 70, 21 ; GRUR 69, 672) défini l'invention comme suit :

"Enseignement portant sur une activité méthodique mettant en jeu des forces naturelles que l'on peut dominer en vue d'arriver à un succès causal prévu". Par la suite, la Cour suprême (BGH) a complété et commenté cette définition comme suit :

- Il doit s'agir de forces naturelles que l'intelligence humaine peut dominer ; l'intelligence humaine elle-même ne fait pas partie des forces naturelles susceptibles d'être dominées (BGH "Dispositionsprogramm" BlfPMZ 77, 20 ; GRUR 77, 96).

- Enfin le résultat (le succès) doit se produire sans intervention d'une activité intellectuelle (immédiate) (BGH "Kennungsscheibe" BlfPMZ 77, 144 ; GRUR 77, 122).

Sur la base de ces décisions Bruchhausen (1981) a défini l'invention technique comme suit :

Il convient de comprendre sous les termes "invention technique" l'utilisation méthodique de forces naturelles que l'on peut dominer hors de toute activité intellectuelle en vue d'arriver directement à un succès causal prévu. Une telle invention doit être l'objet de la véritable solution du problème. Si l'on pénètre dans le domaine technique seulement après la solution de l'invention et si des moyens techniques sont utilisés en dehors du coeur de l'invention, par exemple comme condition d'emploi dans un cas particulier, on ne se trouve pas en présence d'une invention brevetable (il n'y a pas alors d'invention brevetable).

Seule une activité intellectuelle destinée à créer quelque chose de nouveau est considérée comme acte créateur. La seule compréhension de phénomènes naturels est une découverte, la constatation d'une chose déjà existante, non pas une invention. La limite ne se laisse certes pas déterminer de façon absolue. L'application d'un phénomène naturel pour un but déterminé peut être inventive, donc être une invention dite de fonction. L'inventeur doit avoir reconnu le lien de causalité qui existe entre les moyens appliqués et l'effet réalisé. Il ne lui est pas nécessaire de reconnaître de manière scientifique le fondement réel de son travail. Il n'est pas nécessaire non plus que le succès ait été le but envisagé dès le début. Même l'invention accidentelle est une véritable invention.

J'ai constaté que le droit français des brevets ne contient pas d'interprétation divergente. Selon le droit français, les découvertes purement scientifiques et les idées abstraites sans indication

d'exploitation industrielle de ces idées ne sont pas brevetables. L'article 7 de la loi française donne des éclaircissements à cet effet.

Comme vous le savez peut-être, l'URSS et d'autres pays de l'Est reconnaissent aussi la brevetabilité des découvertes scientifiques. Chez nous cela poserait des problèmes assez délicats en ce qui concerne d'autres inventions ayant pour objet l'exploitation industrielle de cette découverte.

Mais de tels problèmes n'existent pas si l'on délivre des certificats d'auteurs, ce qui est le cas normal de ces pays. A l'OMPI on a élaboré un "Traité de Genève sur l'enregistrement international des découvertes scientifiques" qui a été adopté le 3 mars 1978 ("La Propriété industrielle" 1978, texte 1 - 003, page 001 - 008) ; il n'est pas encore entré en vigueur.

Si ce problème vous intéresse et si vous savez lire l'allemand consultez

- Beier, F.K./Straus, J. "Der Schutz wissenschaftlicher Forschungsergebnisse". Zugleich eine Würdigung des Genfer Vertrages über die internationale Eintragung wissenschaftlicher Entdeckungen. Verlag Chemie, Weinheim 1982, VIII, 116 S., DM 48,- -.

Un compte rendu par Professor Troller (CH) se trouve en GRUR Int. 1982, p.482,483.

Ne sont susceptibles d'être brevetées que des créations dans le domaine des forces naturelles, non pas des instructions et des méthodes de procédés destinées à produire une certaine activité intellectuelle telle que l'enseignement, l'organisation du travail, le commerce, la comptabilité, le calcul. Des instructions et des systèmes purement théoriques ne provoquent qu'une activité purement intellectuelle, non pas des effets techniques. Il s'ensuit qu'une idée purement spéculative qui ne peut être mise en pratique n'est pas une invention. Ceci est conforme à l'ancienne jurisprudence allemande et correspond en principe à l'énumération, à titre d'exemples, des objets et activités considérées comme n'étant pas des inventions au sens de l'article 1 de la nouvelle loi allemande et de l'article 52, alinéa 2, de la Convention sur le brevet européen.

Toutes ces dispositions correspondent dans leurs grandes lignes au règlement d'exécution du traité de coopération en matière de brevets (PCT).

Mais un tel catalogue des inventions exclues de la brevetabilité ne résout point les différents problèmes surgissant dans ce contexte. Un de ces problèmes qui a été discuté aussi ici lors d'un Colloque du Centre, il y a plusieurs années, est la protection des programmes d'ordinateurs (computer). Conformément à l'article 1, alinéa 2, n°3, de la nouvelle loi allemande (= article 52, alinéa 3, litt.c, de la Convention sur le brevet européen), de tels programmes ne sont pas considérés comme étant des inventions, du moins dans la mesure où il s'agit de programmes "per se". Selon les expériences de l'Office allemand il s'agit, dans la plupart des cas, d'appareils ou de procédés qui forment l'objet d'une demande de

brevet et qui sont tellement compliqués qu'il est parfois difficile de reconnaître le vrai contenu de la demande.

Aux Etats-Unis une "Presidential Commission" avait plaidé pour la non-brevetabilité. Toutefois les tribunaux ont, par la suite, obligé le "Patent Office" à reconnaître en principe la brevetabilité des programmes d'ordinateurs. Mais, en 1972, la "Supreme Court" a arrêté une décision (No. 71-485, dans l'affaire de *Gottschalk c. Benson/Tabboz*) concernant la brevetabilité d'un programme d'ordinateur permettant à n'importe quel type de calculateur digital universel de transformer des chiffres décimaux codés binaires en chiffres binaires purs. D'un commun accord avec le "Patent Office", et contrairement à la décision prise par la cour d'appel, la "Supreme Court" a constaté que ce programme, tel qu'il était décrit dans la demande, n'était pas brevetable.

En République fédérale aussi, le dépôt allemand de cette demande américaine a fait l'objet d'une décision du Tribunal fédéral des brevets (décision prise le 28 mai 1973 par la 17ème Chambre et publiée dans "Mitteilungen der deutschen Patentanwälte", 1973, p.171 ss.) ; cf. aussi Bardehle "Die praktische Bedeutung der Patentfähigkeit von Rechner der deutschen Patentanwälte", 1973, p.141 ss.) A l'opposé de la Supreme Court américaine, le Tribunal fédéral des brevets approuva la brevetabilité de l'objet de la demande, tout en précisant qu'il n'avait pas lieu de prendre une position de principe sur la question de la brevetabilité des programmes d'ordinateurs ni même de s'occuper du jugement de la Supreme Court. La Cour fédérale de justice à Karlsruhe a statué dans sa décision "Dispositionsprogramm" du 22 juin 1976 (GRUR 1977, p.96 ss.) que des programmes d'organisation et de calcul pour dispositifs de traitement électronique des informations ne sont, en principe pas brevetables. Dans d'autres décisions "Prüfverfahren" (Bl.f.PMZ 1977, p.341 ss.), "Straken" (GRUR 1977, p.657 ss.), "Fehlerortung" (GRUR 1978, p.420 ss.) et "Antiblockiersystem" (GRUR 1980, p.849 ss.) cette cour a affirmé et développé cette opinion.

Après cette petite excursion dans le domaine des ordinateurs, revenons à la question de la définition d'une invention ; D'après la jurisprudence de notre Cour suprême une invention est une activité intellectuelle et créatrice contenant un enseignement à une activité dans le domaine des forces naturelles dont le but est d'aboutir à la création de quelque chose de tout à fait nouveau. Il faut séparer les notions d'invention simple et d'invention brevetable.

Depuis le 1er janvier 1968, les produits alimentaires et de consommation, ainsi que les médicaments et produits chimiques sont aussi susceptibles d'être brevetés. Avant cette date, la protection de ces produits ne pouvait être réalisée dans certaines conditions que par l'intermédiaire d'un procédé nouveau pour la fabrication de ces produits. Les problèmes de l'introduction de la protection des produits chimiques ont entretemps pu être résolus à la suite d'arrêts prononcés en la matière par la Cour fédérale de Justice. Cette dernière a, entre autres, constaté que la protection conférée aux dits produits avait caractère absolu et n'était pas liée à un usage déterminé (*Kein zweckgebundener Stoffschutz*). La Cour suprême a répondu dans l'affirmative à la question de savoir si les produits intermédiaires étaient brevetables et si les revendications dites de "product by process" étaient admissibles dans certaines conditions.

II - Les exceptions à la brevetabilité

La nouvelle loi allemande a repris, presque mot par mot, les exceptions à la brevetabilité fixées à l'article 53 de la Convention sur le brevet européen et les a incorporées dans son nouvel article 2.

1. Exploitation contraire à l'ordre public et aux bonnes moeurs

Le nouveau régime allemand est entièrement conforme au droit européen.

Conformément à l'ancien texte de la loi sur les brevets, ces derniers ne sont pas délivrés pour des inventions dont l'exploitation serait contraire aux lois ou aux bonnes moeurs. L'interdiction n'était donc pas basée sur l'ordre public, mais uniquement sur le fait que l'exploitation de l'invention était contraire aux lois.

Selon l'ancienne jurisprudence allemande se trouvent parmi les inventions dont l'exploitation serait contraire à la loi p.ex. les procédés pour falsifier des aliments ou les outils spécialement conçus pour le cambriolage. De telles inventions sont, cependant, brevetables si leur destination n'est pas de servir à commettre un acte illégal, mais s'il y a uniquement le danger que l'exploitation de cette invention puisse être contraire à la loi. C'est pourquoi les armes, les explosifs et les poisons sont, en principe, brevetables. Il importe d'ajouter que seules les lois fédérales, et non les lois promulguées par les Länder, sont compétentes pour interdire la brevetabilité.

En Allemagne, le droit des produits alimentaires a soulevé certaines difficultés. Ces dispositions énumèrent en général les additifs chimiques dont l'utilisation dans des produits alimentaires est défendue. Selon la pratique de l'Office allemand une telle défense n'excluait pas la brevetabilité. Dans les cas rares où la production d'une substance et non seulement son utilisation est défendue par la loi, la possibilité de faire breveter la substance ou sa production a été également exclue. Si les dispositions légales pertinentes permettaient la production de ces produits en vue de leur exportation, l'interdiction de principe de la production ne s'opposait pas à la brevetabilité.

2. Variétés végétales et races animales

La nouvelle loi allemande sur les brevets a, à cet égard aussi, repris le règlement de l'article 53 a) de la Convention sur le brevet européen. Mais elle ne va pas aussi loin que le droit européen quant à l'exclusion de variétés végétales et de procédés d'obtention. Sont exclus de la brevetabilité allemande uniquement ceux parmi les variétés végétales et les procédés d'obtention qui sont susceptibles de bénéficier de la protection spéciale conférée par la loi sur la protection des variétés végétales. Les autres variétés ainsi que les procédés de leur obtention peuvent être protégés par brevet. Ce règlement est conforme à celui de l'ancienne loi allemande. Les races animales dont la protection n'était pas expressément interdite sous le régime des brevets ont été exclues de la protection par la jurisprudence.

3. Usurpation

Enfin, le déposant n'a pas le droit au brevet si le contenu essentiel de sa demande est emprunté sans droit aux descriptions d'un tiers, ou à un procédé employé par celui-ci, sans son consentement, et que l'intéressé fasse opposition de ce chef (art.21 § 1).

La Convention sur le brevet européen ne règle que les cas où un jugement passé en force de chose jugée a reconnu le droit de brevet européen à une autre personne (art.59) ; un protocole annexé à la Convention prévoit la reconnaissance mutuelle de décisions portant sur le droit à l'obtention d'un brevet européen. Mais l'usurpation ne saurait constituer une raison d'opposition.

III - Les conditions de la brevetabilité

La nouvelle loi allemande détermine, dans son article 1, les critères de la brevetabilité, déjà mentionnés, qui sont, conformément à la Convention sur le brevet européen, la nouveauté, l'activité inventive et l'application industrielle. Ces critères sont ensuite définis de façon plus détaillée aux articles 3, 4 et 5.

1. La nouveauté

a) La nouveauté en général

L'article 3 de la loi sur les brevets introduit le concept de la nouveauté absolue dans le droit allemand des brevets. Il suit ainsi l'exemple de la Convention de Strasbourg et de la Convention sur le brevet européen. Le droit français des brevets s'est toujours basé sur la nouveauté absolue sans limitation temporaire ni territoriale. S'inspirant étroitement du droit européen des brevets, le nouveau droit allemand se sert de la notion de "l'état de la technique". Celui-ci comprend l'ensemble des connaissances qui ont été rendues accessibles au public avant la date de dépôt ou de priorité.

Avant, le concept allemand de la nouveauté connaissait certaines limitations.

Selon l'article 2 de l'ancienne loi allemande sur les brevets, l'invention n'est pas nouvelle si, au moment du dépôt de la demande elle a déjà été décrite au cours des cent dernières années dans des publications imprimées (au sens large) ou utilisée dans le pays d'une manière si notoire que son utilisation par des hommes du métier paraisse possible. Deux faits étaient donc seuls considérés comme destructifs de la nouveauté : les publications et l'utilisation antérieure manifeste.

Les deux modalités d'antériorité étaient limitées. Des publications n'étaient considérées comme destructives de la nouveauté que si elles avaient moins de 100 ans. L'utilisation antérieure manifeste n'était considérée comme destructive de la nouveauté que si elle a lieu dans le pays même ; le terme "pays"

comprend aujourd'hui aussi la République Démocratique Allemande, mais il n'y a aucune décision judiciaire à ce sujet.

En raison de ces deux limitations on désignait la notion allemande de nouveauté comme notion de "nouveauté relative".

Le PCT, il faut le dire, ne règle pas le droit matériel ; il a un but tout à fait autre. Néanmoins il donne -il doit donner- des règles concernant les faits qui doivent être pris en considération lors de la recherche et du rapport d'examen préliminaire. Vu les difficultés pratiques -et avant tout les conceptions divergentes du système américain des brevets- on a convenu qu'un fait qui n'a pas été décrit plus tard ne sera pas pris en considération. Mais s'il y a divulgation ultérieure p.ex. d'un usage antérieur, les faits et les deux dates seront indiqués (disposition 33.1 et 64.2 du Règlement d'exécution).

On dira donc en conclusion que la notion de nouveauté telle qu'elle a été définie par l'ancien droit allemand était relative. Les limitations étaient d'ordre qualitatif (p.ex. seulement des publications), d'ordre temporaire (100 ans) et d'ordre territorial (utilisation antérieure dans le pays seulement).

b) Les droits antérieurs

Le traitement des droits antérieurs a également été repris de la Convention sur le brevet européen. Il s'agit là de savoir comment traiter une demande ayant le même objet qu'une demande antérieure et qui est déposée après la demande antérieure, mais avant la publication de celle-ci ; le déposant de la seconde demande ne savait rien de la première. Il s'agit donc du problème de l'invention simultanée, qui n'est pas si rare que ça.

Selon le nouveau droit allemand, et conformément à la Convention sur le brevet européen, toutes les demandes nationales sont considérées comme faisant partie de l'état de la technique à partir de leur date de dépôt, à condition qu'elles aient été publiées. Ceci est expressément fixé au nouvel article 3, alinéa 2 (whole contents approach). Il n'est que logique que les demandes de brevets européens et les demandes internationales soient également comprises dans l'état de la technique dans les mêmes conditions. Il convient cependant de mentionner, dans ce contexte, que cette incorporation des droits antérieurs à l'état de la technique ne vaut que pour l'appréciation de la nouveauté et non pour celle de l'activité inventive.

L'ancien règlement allemand reposait sur le principe de l'examen d'identité (Identitätsprüfung, jetzt auch "prior claim approach"). L'article 4, alinéa 2, 1ère phrase, stipulait qu'aucun brevet ne pouvait être délivré pour une invention qui a fait l'objet d'un brevet délivré en vertu d'une demande antérieure. Cela signifie qu'il fallait examiner s'il y avait identité de l'objet de ces deux inventions. Les règles relatives à la priorité en général s'appliquaient aussi à l'appréciation de l'antériorité de l'une des deux inventions. Cependant, la demande

antérieure ne produisait ses effets que si elle avait abouti à un brevet ; il ne suffisait pas que la demande ait été examinée ou même publiée après l'examen. C'est pourquoi l'examen quant aux droits antérieurs pouvait retarder de beaucoup l'examen des demandes ultérieures dont l'objet était présumé être entièrement ou partiellement identique à celui de la demande antérieure.

Le nouveau droit français correspond de nouveau au droit européen et allemand.

La Convention de Strasbourg laisse les Etats membres libres d'incorporer les droits dits antérieurs dans l'état de la technique ou de les soumettre à un règlement spécial.

Dans le cadre de négociations relatives au Traité de coopération en matière de brevets, on est tombé sur une particularité du droit américain qui a causé des discussions considérables avec la délégation américaine : en principe, le droit américain considère les droits antérieurs comme faisant partie, après leur délivrance, de l'état de la technique à partir de la date de priorité. Cela vaut pour le cas d'objets d'invention non identiques, cependant, seulement à partir de la date à laquelle la demande a été effectivement déposée aux Etats-Unis.

Ce règlement peut avoir pour conséquence que, dans le cas de revendication d'une priorité étrangère, un brevet est délivré aussi à un américain ayant déposé, dans le délai de priorité, une demande pour un objet semblable.

c) Divulcation non opposable

C'est le moment du dépôt qui est en principe décisif pour la nouveauté ou, dans le cas d'une priorité dûment revendiquée en vertu d'un premier dépôt antérieur, le jour de cette priorité. Un tel premier dépôt peut être une demande de brevet étranger, une demande de brevet européen ou, aussi, une demande internationale en vertu du PCT et depuis le 1er janvier 1981 une demande nationale de brevet ou de modèle d'utilité.

Conformément à la Convention sur le brevet européen (article 55) et à la Convention de Strasbourg, la nouvelle loi allemande a adopté deux exceptions où un événement normalement opposable n'est pas pris en considération. L'article 3, alinéa 4, prévoit les deux cas suivants :

D'une part, le cas où la divulgation de l'invention résulte d'un abus évident au détriment du demandeur ou de son prédécesseur en droit et que la demande de brevet relative à cette invention est déposée dans les six mois suivant la divulgation.

D'autre part, le cas où le demandeur ou son prédécesseur en droit a exposé l'objet de la demande dans une exposition officielle ou officiellement reconnue au sens de la Convention sur les expositions internationales, signée à Paris le 22 novembre 1928, et qu'il a déposé une demande de brevet relative à cet objet dans les six mois suivants. Mais cette disposition n'a aucune

importance pratique. De telles expositions ont été très rares jusqu'ici. En 1983 il n'y en avait qu'une ; en 1984 il y en avait deux répondant aux conditions, une à Liverpool et l'autre à New Orléans (USA). Voir pour d'autres expositions Journal Officiel OEB 1984, 51 - annexe 11. L'article 8, alinéa 3, de la loi française tient compte de ces dispositions de la Convention de Strasbourg.

Ces dispositions nouvelles ont considérablement modifié le droit allemand des brevets jusqu'alors en vigueur. Auparavant, aucune description ou utilisation effectuée au cours des six mois précédant le dépôt, n'était prise en considération si elle se basait sur l'invention du demandeur ou de son prédécesseur en droit. Cette modification a soulevé, jusqu'au dernier moment, des discussions acharnées au parlement allemand. Ces dernières portaient également sur la revendication d'une priorité d'exposition, non prévue par la Convention de Strasbourg. Le droit allemand stipulait que, si l'objet de l'invention était exposé dans une des nombreuses expositions nationales et étrangères reconnues en Allemagne, la date de l'exposition pouvait être revendiquée comme déterminant la priorité de la demande, à condition que l'invention fût déposée au plus tard six mois après la date de l'ouverture de l'exposition. Si une telle priorité d'exposition était revendiquée de droit la date à partir de laquelle la nouveauté était exigée n'était pas le jour du dépôt à l'Office allemand des brevets, mais le jour de l'exposition de l'invention à l'occasion d'une exposition.

On a adopté un compromis dans ce sens que les nouvelles dispositions qui correspondent à la loi française ne devaient pas entrer en vigueur le 1er janvier 1978, mais uniquement en combinaison avec l'entrée en vigueur de la Convention de Strasbourg (article 11, paragraphe 3, alinéa 6, de la Loi sur les conventions internationales en matière de brevets, du 21 juin 1976) ; en réalité, ces dispositions sont entrées en vigueur le 1er juillet 1980, c'est-à-dire un mois avant l'entrée en vigueur de la Convention de Strasbourg.

2. Activité inventive (Erfinderische Tätigkeit, Erfindungs-Höhe)

Ce critère, longuement discuté, a été également repris de la Convention de Strasbourg, et notamment de la Convention sur le brevet européen (article 56), pour être verbalement incorporé à l'article 4 de la nouvelle loi allemande. La première phrase contient la définition qui dit : "Une invention est considérée comme impliquant une activité inventive si, pour un homme du métier, elle ne découle pas d'une manière évidente de l'"état de la technique". La deuxième phrase exclut les documents des demandes antérieures de l'état de la technique pour ce qui est de l'appréciation de l'activité inventive.

Ce règlement est conforme aux dispositions pertinentes de la loi française sur les brevets (article 6, alinéas 2 et 9).

Jusqu'en 1978 on avait utilisé les expressions "niveau inventif", "hauteur inventive", "effort créateur" (Erfindungshöhe), à présent "activité inventive" (erfinderische Tätigkeit). Le terme utilisé est,

en général, sans importance dans l'opinion allemande, car ce qui compte n'est pas la désignation du critère, mais son contenu.

Il est connu que du côté français on avait des doutes à cet égard. Je voudrais citer ici l'extrait suivant des débats menés en 1967 au Sénat français :

"Ce critère, tel qu'il est formulé dans la nouvelle loi française, est différent de la hauteur inventive que connaît le droit allemand. Il est moins restrictif de la brevetabilité parce qu'il exclut, seulement, les suites évidentes des connaissances acquises à la technique alors qu'en droit allemand, par le jeu même des mots, le juge peut exiger une hauteur plus ou moins grande".

Du côté allemand, on estime que la définition légale du terme de l'"activité inventive" n'entraînerait aucune modification fondamentale de la pratique allemande, laquelle se base de la condition de la "hauteur inventive", développée par la jurisprudence allemande.

"Erfindungshöhe" dans la pratique et jurisprudence allemandes

Vu l'importance fondamentale de cette condition j'ai élaboré un aperçu sur la hauteur inventive demandée en Allemagne (pages 16 à 24). Même si cette partie n'est plus importante aujourd'hui en raison de l'élaboration du concept de l'activité inventive en droit français et européen, je ne l'ai pas supprimée dans ce manuscrit. Peut-être, peut-elle être utile.

Cette condition n'était pas contenue dans l'ancienne loi allemande, elle avait été développée par la jurisprudence.

En soumettant la délivrance des brevets à cette exigence, la science et la jurisprudence allemandes sont parties de l'hypothèse qu'un droit exclusif tel que le brevet ne pourrait être accordé qu'à une manifestation d'intelligence susceptible de promouvoir la technique et, par conséquent, la société humaine. Jusqu'à une certaine époque, l'Office des brevets refusait de reconnaître, à côté du critère de progrès, le critère d'activité inventive, mais exigeait en revanche un progrès considérable et surprenant. Par contre, le Reichsgericht (ancienne Cour suprême) avait depuis toujours subordonné la brevetabilité à ce que le progrès ne soit non seulement le fruit d'un "pas" aisé à réaliser, mais d'un apport faisant preuve de force créatrice. Après avoir hésité assez longtemps, l'Office des brevets s'est rangé définitivement à cet avis dans les années 30 ; depuis lors, une jurisprudence constante exige l'activité inventive.

L'activité inventive - un critère objectif

L'activité inventive ne suppose pas qu'il s'agisse d'un apport génial ou que celui-ci repose sur un effort intellectuel particulier de l'inventeur. Il n'est pas nécessaire que l'activité soit "créatrice" au sens attaché par l'usage aux termes créateur et création.

Il convient de souligner tout d'abord que ce n'est pas la contribution subjective de l'inventeur qui est constitutive de

brevetabilité. Bien au contraire, la question essentielle est celle de savoir si -d'un point de vue objectif- il aurait été facile pour les spécialistes d'une certaine branche de réaliser l'apport de l'inventeur, ou si le résultat obtenu aurait eu pour condition un effort particulier de la part de ces spécialistes. Ce qui justifie la brevetabilité c'est uniquement le fait que les spécialistes à considérer, c'est-à-dire les hommes du métier, n'auraient pas pu arriver facilement au "pas" réalisé par l'inventeur en raison de leur connaissance en la matière. Il est établi de la sorte une norme objective et parfaitement indépendante des connaissances qu'un individu peut par hasard posséder. L'activité inventive d'une nouvelle instruction qui s'accompagne d'un progrès dépend, en d'autres termes, de ce que l'invention ne découle pas de façon évidente de l'état de la technique ou, en d'autres termes encore, qu'elle s'écarte de la voie de l'évolution normale de la technique. Le développement normal de la technique par un artisan ou un spécialiste de la matière ne constitue pas une invention brevetable. On parle donc d'activité inventive s'il existe un apport créateur qui dépasse l'enchaînement normal des réflexions que pourrait faire un spécialiste en la matière qui connaît l'état de la technique. L'appréciation de la question de savoir si cela est vrai dans le cas d'espèce peut, bien sûr, poser de sérieux problèmes.

Etant un critère objectif, l'activité inventive peut ressortir des circonstances les plus diverses. Elle peut découler d'un effort intellectuel intense ou provenir d'un planning conscient, mais elle peut également résulter d'une inspiration soudaine ou d'une intuition heureuse ou encore du hasard.

Il n'est pas requis que l'activité inventive se manifeste sur le plan technique, elle peut également résulter du fait qu'un produit a un effet particulier et imprévisible sur les sens (ästhetische Wirkung), comme dans le cas de progrès technique (recette de soupe, porte de garage).

Point de départ - l'état de la technique

L'activité inventive est appréciée au moyen de l'état de la technique conformément à l'article 2 de la loi sur les brevets. Lors de l'examen quant à la nouveauté et au progrès, l'invention est comparée séparément avec chaque antériorité qui fait partie de l'état de la technique. Il en va autrement pour l'examen relatif à l'activité inventive ; ici, l'invention en question est comparée avec l'état de la technique dans son ensemble. Ainsi que l'a formulé le Bundesgerichtshof (Cour suprême fédérale) il y a lieu de créer ex post une synthèse artificielle des brevets antérieurs et autres publications en les assemblant comme une mosaïque.

A quel domaine de la technique doivent alors se rapporter les publications dont se compose la mosaïque ou l'état de la technique ? La réponse ne peut être que la suivante : au domaine technique même auquel l'invention appartient. Dans la pratique, il n'est pas toujours facile de répondre à cette question.

L'homme du métier

La question que nous venons de soulever se trouve en rapport immédiat avec celle de savoir qui doit être considéré comme un homme du métier dit moyen (Durchschnittsfachmann).

Prenons, par exemple, une nouvelle branche spéciale qui n'est connue que d'un nombre très restreint de spécialistes. Il se peut que l'un ou l'autre d'entre eux considère une invention comme découlant de l'état de la technique. Cependant, une activité inventive a été reconnue si le spécialiste du domaine général, auquel se posent des problèmes semblables, ne saurait procéder à une telle invention qu'avec un effort créateur particulier.

A l'inverse, il y a lieu, pour évaluer l'état de la technique d'un domaine spécial donné, de prendre également en considération ce qui correspond au savoir d'un spécialiste moyen dont l'activité se déroule dans le domaine technique général voisin (production de sciure pour panneaux de bois aggloméré - technique de broyage en général). Il peut également être nécessaire de se référer aux résultats obtenus dans des domaines techniques voisins (bâton pour teindre les cils).

Voici quelques exemples tirés de la jurisprudence du Reichsgericht et du Bundesgerichtshof :

Les connaissances que l'on peut présumer chez l'homme du métier dépendent du développement, de l'imbrication et des caractéristiques particulières des domaines techniques donnés dans lesquels se déroule son activité. Construction de redresseurs et installations radiophoniques sont des spécialités séparées (getrennte Sondergebiete).

Pour le spécialiste en aspirateurs, il avait été facile de se renseigner, pour placer le moteur, partout où des moteurs (en particulier des moteurs à suralimentation) doivent être placés de façon antivibratoire.

Si un mécanisme se trouve devant le problème d'actionner électromagnétiquement un mécanisme, l'électrotechnicien sera considéré comme étant l'homme du métier moyen.

Pour apprécier l'activité inventive se manifestant dans des cabines pour le transport de pigeons voyageurs, l'homme du métier à prendre en considération ne sera ni l'éleveur de pigeons ni le colombophile, mais le spécialiste en installations de transport, et en particulier le spécialiste en carrosserie pour moyens de transport.

Indices en faveur de l'activité inventive

Ainsi qu'il a déjà été dit, il est souvent difficile d'évaluer l'activité inventive dans le cas d'espèce. Il n'existe pas de critères définis et généralement applicables en fonction desquels l'existence de l'activité inventive pourrait être affirmée.

L'appréciation de l'activité inventive n'est cependant pas une décision discrétionnaire ; il n'y a qu'une seule solution juste. Selon la conception allemande, l'activité inventive est un concept juridique dit indéfini (unbestimmter Rechtsbegriff). Des concepts juridiques indéfinis existent également en d'autres domaines juridiques, la notion de "coutume

établie dans le commerce" du droit civil et du droit commercial en est un exemple.

Au cours d'une période s'étendant sur plusieurs dizaines d'années, la pratique, la jurisprudence et la doctrine ont cependant établi certains critères particuliers qui permettent, de façon générale ou pour des catégories déterminées d'inventions, une appréciation relativement certaine de l'activité inventive.

a) s'il y a eu, de la part des hommes du métier, un effort soutenu et d'intensité considérable (längeres erhebliches Bemühen), cela peut être considéré comme un indice en faveur de l'existence de l'activité inventive. Cela est vrai dans l'hypothèse où des spécialistes ont cherché en vain, au cours de nombreux essais, à trouver la solution d'un problème (par exemple élimination de défauts), ou si la solution proposée, objet de la demande, n'a pas encore été trouvée malgré de nombreuses solutions connues, et que sa réalisation n'a pas été facilitée par une instruction antérieure. De façon générale, constitue un indice en faveur de l'activité inventive le critère du temps (zeitlicher Gesichtspunkt), c'est-à-dire le fait que les spécialistes n'avaient pas trouvé la solution exposée dans la demande malgré qu'un besoin évident s'en soit manifesté depuis longtemps. Cela présuppose toujours que le besoin ait existé pendant une longue période de temps et que les spécialistes n'aient pas été en mesure d'y satisfaire sans se livrer à des réflexions inventives.

En cas de biens économiques durables et de prix élevés, le fait seul que leur développement par des spécialistes s'étendait sur 20 ans ne constitue pas forcément un indice en faveur de l'activité inventive (pour la décision citée, un brevet antérieur avait, il est vrai, un effet de blocage) ; il s'agissait en l'occurrence d'un brassin.

D'un autre côté, il a été considéré que constituait un indice en faveur de l'activité inventive le fait que, peu avant le dépôt, une autre invention avait été incorporée dans une production déterminée qui ne comportait pas la solution faisant l'objet du brevet demandé, bien que cela aurait eu un effet favorable.

b) Si des difficultés particulières sont surmontées (Überwindung besonderer Schwierigkeiten), cela peut être indépendamment du critère du temps, un indice en faveur de l'activité inventive. En ce cas il ne pourra pas s'agir de difficultés d'ordre purement technique ou de construction (problèmes de la statique, par exemple), qu'un homme du métier possédant des connaissances moyennes pourrait éliminer.

L'activité inventive peut encore résulter du fait que des difficultés imaginaires sont surmontées et des préjugés généralement répandus renversés (Überwindung eingebildeter Schwierigkeiten und allgemeiner Vorurteile) ; cela est admis depuis toujours. La circonstance que l'invention réalise, en dépit d'un préjugé généralement répandu, une possibilité technique en elle-même connue justifie ici la brevetabilité.

Exemples de jurisprudence tirés d'actions en nullité :

Dans un cas où le mode de construction usuel et bien établi avait été abandonné, la Cour a reconnu une activité inventive en considérant que, malgré certains doutes relatifs à la nouvelle construction, celle-ci comportait finalement un avantage décisif.

L'activité inventive a encore été affirmée dans un cas où le préjugé unanime des spécialistes avait été renversé. On avait attribué une importance particulière au fait que l'examinateur lui-même avait expressément souligné, dans la procédure de délivrance les doutes existant depuis toujours.

Selon les décisions rendues jusqu'à ce jour, les préjugés faisant obstacle à une solution doivent être d'ordre technique. La question de savoir si la jurisprudence reconnaîtra à l'avenir peut-être aussi comme critère de l'activité inventive le fait de surmonter des préjugés, par exemple, en ce qui concerne l'exploitation avantageuse d'une invention, reste ouverte.

c) Un progrès considérable (erheblicher Fortschritt) réalisé par rapport à l'état de la technique peut être un autre indice indiquant qu'il y a activité inventive. Dans ce contexte se pose le problème de la relation entre progrès technique et activité inventive. Selon la jurisprudence de l'Office des brevets, le degré d'activité inventive peut être inférieure en présence d'un grand progrès technique, et vice versa. La doctrine et la jurisprudence n'ont pas cessé cependant de souligner que progrès technique et activité inventive sont deux conditions indépendantes de la brevetabilité dont il s'impose par conséquent d'exiger la présence simultanée. Aussi est-il incontesté qu'une invention qui comporte un grand progrès technique mais dont, par ailleurs, l'état de la technique avait rendu la réalisation facile, ne saurait aboutir à un brevet du fait que l'activité inventive fait défaut.

Principes jurisprudentiels :

Un grand progrès technique peut constituer, dans le cas d'espèce, un indice pour apprécier l'étendue de l'apport inventif, mais il ne saurait remplacer l'activité inventive lorsqu'elle fait défaut.

d) Dans la pratique, les difficultés sont fréquentes en cas d'inventions d'application et de transport d'industrie (Anwendungs- und Übertragungs-erfindungen). Il n'est pas toujours facile de tracer une ligne de partage entre l'invention d'application et l'invention de transport d'industrie.

Ainsi il y a invention d'application si des substances ou des procédés sont utilisés d'une façon jusqu'alors inconnue. Les brevets d'application sont surtout important pour l'industrie chimique.

Exemples : utilisation de chaux-azotée comme engrais,
utilisation de poudre de bois pour moules à pâtisseries,
utilisation de matières colorantes synthétiques comme
microbicides.

Il y a transport d'industrie si un problème différent doit être résolu à l'aide d'un moyen connu ou, autrement dit, lorsqu'un dispositif, un instrument ou une méthode de travail sont destinés à être mis en oeuvre dans un autre procédé, une autre machine ou un autre dispositif.

Le transport d'un dispositif d'un domaine connu à un nouveau domaine voisin ne constitue pas une invention.

Exemples de domaines voisins, tirés de la jurisprudence :

- machine à calculer et machine à écrire (en 1930),
- l'application de la baguette de sourcier, connue pour déceler les nappes d'eau, au drainage était facile à réaliser, les deux domaines étant voisins,
- construction en fer armé et construction de foveaux à chaudières,
- l'utilisation des rails de chemin de fer en acier adouci pour recuit comme supports dans l'exploitation minière de fond n'est pas de caractère inventif ; l'utilisation des rails de chemin de fer était connue, le recuit nécessaire des rails de chemin de fer en acier évident pour le spécialiste compétent pour ces matières premières, et aucune objection d'ordre technique ne s'opposait à cette application,
- manque d'activité inventive l'application du procédé connu de soudure aux châssis de locomotive, auparavant assemblés par rainure et languette,
- l'utilisation de boîtes d'essieux à ressorts connues pour les centrifugeuses de filage afin d'assurer la régularité de marche, pour l'insonorisation d'aspirateurs manque d'activité inventive malgré la différence des buts poursuivis, parce que la fixation des essieux est un domaine technologique spécial et l'insonorisation se produit de façon inévitable,
- transport de la construction navale à la construction aéronautique,
- machine à broyer le blé et machine à broyer la terre glaise.

Le transport d'un moyen connu peut, cependant, impliquer une activité inventive

- a) s'il s'agit d'un transport à un domaine lointain,
- b) si un tel transport s'est heurté jusqu'alors à des difficultés ou
- c) si ce transport connaît un succès particulier et imprévisible, s'il apporte p.ex. un progrès technique par l'amélioration des qualités techniques.

Décisions jurisprudentielles où l'activité inventive a été affirmée :

- machines-outils et machines pour l'essai des matériaux,
- procédé scientifique et procédé pour la mise en oeuvre dans la pratique,
- aspirateur à main et appareil de rinçage à gaz,
- application d'un procédé connu pour le cuir de courroies à des semelles en cuir chromé,
- le transport, aux machines pour sonner les cloches, de la liaison directe entre moteur électrique et machine de commande, connue des raboteuses,
- procédé pour traiter du tabac coupé appliqué au tabac brut ; cette application se heurtait à de fortes hésitations ; le résultat du procédé et l'utilisation des machines connues étaient surprenants.

Il faut ici tenir compte de ce que la question de savoir si les domaines techniques en question sont voisins ou éloignés l'un de l'autre ne peut être résolue de façon purement abstraite en raison de critères théoriques, mais qu'il faut se référer à l'évolution telle qu'elle se présente en fait.

D'un autre côté, il est possible d'affirmer qu'il y a activité inventive lorsque, malgré une affinité des domaines en question, il existe des différences techniques particulières ou encore des préjugés traditionnels ou répandus.

Il peut également y avoir un indice en faveur de l'activité inventive si les moyens appliqués ne jouaient, dans le domaine d'origine, qu'un rôle subordonné ou négligeable.

e) Dans ce contexte, il convient d'étudier également la théorie des équivalents (Lehre von den Äquivalenten), théorie qui, à mon avis, est particulièrement, et peut-être même excessivement, développée dans la théorie et la pratique allemande.

Sont désignés comme équivalents deux moyens de valeur identique : un moyen différent agit de la même façon pour résoudre un problème donné, et cela sans qu'une modification importante soit apportée à l'idée de la solution. De tels équivalents manquent en principe d'activité inventive.

Pour les équivalents, c'est l'inverse du transport d'industrie. Dans le cas d'inventions de transport d'industrie, un problème différent est résolu par un moyen connu.

On distingue ici entre équivalents techniques (technische Äquivalente) et équivalents au sens du droit des brevets (patentrechtliche Äquivalente).

Il y a équivalence technique lorsque le moyen connu se trouve remplacé par un autre moyen qui lui est équivalent dans sa fonction principale.

Exemples :

- vis remplaçant le clou dans une planche de bois,
- courroie de transmission remplaçant la roue d'engrenage,
- brasure remplaçant la soudure,

- air comprimé remplaçant le liquide comprimé.

Il y a équivalence au sens du droit des brevets lorsque le moyen utilisé est équivalent uniquement pour les buts d'une invention déterminée, c'est à dire lorsqu'il y a équivalence de l'effet produit sans équivalence technologique.

Exemple :

Le brevet 165 507 décrit une marmite norvégienne comportant des briques de chamotte pour la cuisson de mets. Un récipient en tôle avec poudre de chamotte est un équivalent.

L'appréciation de l'équivalence dépend de l'évolution technique. A une époque où l'on ne connaissait que les horloges à poids, l'invention d'un ressort comme élément moteur du mécanisme constituait sans aucune doute une réalisation inventive, tandis qu'à l'époque actuelle, ressorts et poids constituent des équivalents techniques pour l'industrie horlogère.

Parmi les équivalents techniques doit également être rangée l'inversion dite cinématique (Kinematische Umkehrung) :

Exemples :

- pour produire un brassage, un manchon tournant ne constitue que l'inversion d'une grille tournante,

- enrouler des fils sur une bobine à la place de tourner une bobine elle-même est une inversion dite cinématique et n'est donc pas brevetable.

f) Des problèmes se posent encore en ce qui concerne l'activité inventive des inventions dites de combinaison (Kombinationserfindungen). On entend par là des inventions dans lesquelles des caractéristiques nouvelles, mais également des caractéristiques connues en tout ou en partie sont réunies de sorte à former une combinaison. Les éléments sont de préférence des dispositifs (machines-outils) ou des procédés ; mais des combinaisons sont également possibles pour des substances lorsque celles-ci se présentent sous forme de mélanges, de solutions ou d'alliages obtenues mécaniquement ou par voie physico-chimique.

Pour évaluer la brevetabilité de pareilles inventions de combinaison on appliquait auparavant la théorie de l'addition (sog. Summensatz) : le brevet n'était pas délivré lorsque l'effet total des éléments réunis n'était pas plus grand que l'effet obtenu en additionnant les éléments particuliers. La jurisprudence actuelle, n'appliquant plus cette théorie, attribue une importance décisive à ce qu'il y ait union fonctionnelle (Funktionelle Verschmelzung) des éléments particuliers et résultat final unique ou résultat technique d'ensemble (einheitlicher Endeffekt oder technischer Gesamterfolg).

La brevetabilité peut être reconnue, dans les cas exceptionnels, à l'assemblage lorsque le fait d'ajouter un élément à un autre élément constitue une réalisation inventive et que l'ensemble obtenu comporte un progrès technique.

Exemples de la jurisprudence :

Lorsque, grâce à sa simplicité et son utilité, la nouvelle combinaison d'éléments en eux-mêmes connus a fait ses preuves dans la pratique, cela peut constituer un indice en faveur de l'activité inventive.

L'activité inventive peut être admise lorsque la combinaison constitue une solution indépendante et originale du problème posé. Si tous les éléments étaient connus, la question du contenu inventif doit être examinée de façon particulièrement soigneuse. Mais lorsque, grâce à sa simplicité et son utilité, la combinaison a fait ses preuves pendant plusieurs années, et si la solution revendiquée n'a pas été trouvée avant le dépôt, rien ne justifie la présomption qu'elle ait été facile à réaliser. Il fallait, bien au contraire, procéder à une réalisation inventive pour arriver à la combinaison particulièrement réussie.

La combinaison d'éléments connus réalisée en considérant qu'un effet particulièrement avantageux est obtenu par le concours des éléments donnés, peut comporter un caractère inventif (fenêtres en métal).

Si les difficultés qui s'élevaient opposées à l'introduction de la combinaison, étaient d'ordre économique et commercial et n'avaient pas trait au domaine de la technique, le fait de les surmonter ne saurait témoigner, selon l'opinion dominante, d'une activité inventive. De même ne constitue pas une combinaison brevetable, le fait de réunir des éléments techniques et des éléments non techniques.

g) Il existe une relation entre les inventions de combinaison et les inventions dites d'omission ou de suppression (Fortlassungs- bzw. Auslassungserfindung). De telles inventions partent de l'idée qu'il est possible, pour résoudre un problème technique donné, de réduire le nombre des éléments jusqu'à présent employés. Il n'y a d'activité inventive pour ce genre d'inventions que lorsque des connaissances sortant de l'ordinaire ont rendu possible des progrès particuliers.

Exemples de la jurisprudence :

Le mérite inventif peut consister à reconnaître que l'on peut aussi résoudre un problème avec moins d'éléments de combinaison que l'on ne l'avait fait jusqu'à présent. Des publications postérieures peuvent être des indices importants à ce sujet.

Lorsque l'inventeur reconnaît, pour une machine, non seulement le caractère superflu de certains éléments de construction, c'est-à-dire qu'il n'a pas seulement omis quelque chose, mais a en même temps montré la solution optimale pour une machine entièrement automatique et travaillant de façon rationnelle, cela est brevetable.

Voici encore un rappel historique qui semble propre à mieux faire comprendre la situation actuelle :

L'ancien droit français des brevets ne connaissait pas la notion d'activité inventive. La jurisprudence française respectait le principe selon lequel il n'y avait que deux conditions préalables de la brevetabilité d'une invention : la nouveauté et le résultat industriel. Elle refusait de réclamer l'effort créateur comme condition additionnelle de la brevetabilité.

La loi française actuelle respecte la Convention de Strasbourg en incorporant la condition de l'activité inventive dans son article 6, alinéas 2 et 9. La différence qui existait entre les conceptions allemande et française était théoriquement d'une importance fondamentale, mais elle ne l'était pas en pratique. La jurisprudence française disposait également d'un moyen régulateur pour ne pas être obligée à accorder la protection par un brevet à chaque invention qui, selon l'interprétation allemande serait "nouvelle" et "industriellement applicable". L'étude des décisions arrêtées par des tribunaux français prouve qu'il y a un certain nombre de cas où le tribunal français en question statuait que l'invention manquait de résultat industriel nouveau, tandis qu'en Allemagne la brevetabilité d'une invention pareille serait niée à défaut de l'effort créateur. Il résulte de la jurisprudence française que la substitution d'un élément par un autre ayant la même fonction et étant connu pour avoir les mêmes effets, ne satisfait pas à l'exigence du résultat industriel nouveau. La jurisprudence allemande cite l'existence d'une telle équivalence comme exemple type du manque d'effort créateur. Un autre exemple : l'objet d'une invention consiste en la transmission d'une mesure déjà connue à un nouveau (autre) secteur technique. Dans ce cas-là, la jurisprudence française fait une distinction nette entre l'"emploi nouveau" -non brevetable- et l'"application nouvelle" -brevetable-. Cette dernière est reconnue comme telle si, dans le nouveau secteur, la mesure produit un effet différent de celui obtenu dans l'ancien secteur. Selon la jurisprudence allemande aussi je dirais : il y a effort créateur dans le deuxième cas mais non pas dans le premier, bien qu'il y ait là nouveauté.

Références utiles :

Schulte, Patentgesetz, Taschenkommentar, 2ème édition, 1978, § 2a, p.71-84 ; 3ème édition, 1981, § 4, p.75-91

Benkard, Patentgesetz, Gebrauchsmustergesetz, 7ème édition, 1981, § 4

Klauer-Möhring, Patentrechtskommentar, 3ème édition, 1971, § 1, notes 59-62, p.81-91

Busse, Patentgesetz und Gebrauchsmustergesetz, 4ème édition, 1972, § 1, note 30-46, p.111-123

Pfab, Prüfung und Beurteilung der Patentierbarkeit von Erfindungen, 1968, p.63-85

ainsi que les décisions y citées.

3. Application industrielle

De nouvelles inventions ne sont brevetables que si elles sont susceptibles d'application industrielle.

La nouvelle loi allemande définit cette condition, qui était déjà contenue dans l'ancienne loi, de façon explicite dans son article 5, alinéa 1, conformément à la Convention de Strasbourg et à la Convention sur le brevet européen. Cette définition dit :

"Une invention est considérée comme susceptible d'application industrielle si son objet peut être fabriqué ou utilisé dans tout genre d'industrie, y compris l'agriculture".

Cette disposition est conforme à la disposition pertinente de la loi française.

L'incorporation de la définition de l'application industrielle à la loi allemande sur les brevets ne devrait, en principe, entraîner aucune modification du droit allemand. Je voudrais mentionner quelques mots prononcés par la jurisprudence allemande à ce sujet.

L'application industrielle ne correspond pas à la rentabilité économique. L'invention doit être industriellement utilisable. En d'autres mots, l'invention doit être accomplie, c'est-à-dire qu'elle doit avoir dépassé le stade expérimental. Les experts en la matière doivent être en mesure d'exécuter l'invention et de reproduire cette exécution. Toutefois il peut être exigé certaines expériences afin d'arriver au but de l'invention (BGH "Blinkschaltung" vom 7.2.80 - X ZR 47/77 ; "Bakterienkonzentrat" BGH BlfPMZ 1981, 189 ; GRUR 1981, 263). Elle doit en outre être utilisable du point de vue technique au sens le plus large. Des connaissances théoriques ne seront reconnues que si elles ont atteint un stade qui représente des connaissances concrètes et donne des directives déterminées en vue d'une activité dans le domaine des forces naturelles.

La jurisprudence allemande concevait autrefois l'utilité technique de l'invention en partie comme exigence indépendante à côté de l'exploitation industrielle. A mon avis, cette distinction n'est pas nécessaire, je n'entrerais donc pas dans les détails.

Un deuxième alinéa a été ajouté à la nouvelle disposition, lequel constate, en conformité avec l'article 52, alinéa 4, de la Convention sur le brevet européen, que les méthodes de traitement chirurgical ou thérapeutique du corps humain ou animal et les méthodes de diagnostic ne sont pas considérées comme susceptibles d'application industrielle. Cela signifie que de telles méthodes ne sont pas brevetables. La phrase suivante souligne cependant que les produits pharmaceutiques comme tels ne sont pas soumis à cette disposition.

La question de savoir si, le cas échéant dans quelle mesure, une seconde ou une autre indication médicale est brevetable, ne

ressort pas clairement du texte légal. La jurisprudence allemande vient de répondre à cette question affirmativement. Dans la décision "Hydropyridin" la Cour suprême fédérale (BGH) a décidé, le 20 septembre 1983 (J.O. OEB 1984,26), que l'article 5, alinéa 2 n'excluait pas des revendications protégeant l'utilisation d'un produit chimique ou pharmaceutique pour guérir une certaine maladie. Cette décision est dans la ligne des décisions libérales de la même Cour "Benzolsulfanylharnstoff" (BlfPMZ 77, 198 ; GRUR 77, 652) et "Sitosterylglykoside" (BlfPMZ 82, 300 ; GRUR 82, 548). La question de la brevetabilité de la seconde et des autres indications médicales a joué un grand rôle lors de l'élaboration de la CBE. A cette époque la délégation française notamment, n'était pas en faveur de la brevetabilité de la seconde indication.

Plusieurs recours sur cette question sont pendants devant la chambre de recours compétente pour la chimie. Elle a soumis cette question de droit à la Grande chambre de recours, qui le 5 décembre 1984 a rendu sa décision.

On pourrait définir, en récapitulant, l'exigence de l'application industrielle de la façon suivante : l'objet de l'invention doit être susceptible d'être fabriqué ou appliqué dans une industrie quelconque. La notion d'industrie est conçue dans l'acceptation la plus large, comprenant aussi l'agriculture, la chasse, la pêche, etc. Les traitements thérapeutiques du corps humain ou animal ne sont pas considérés comme des inventions susceptibles d'application industrielle.

4. La question du progrès technique

Le catalogue des conditions de la brevetabilité, contenu à l'article 1, couvre de façon intégrale tous les critères de la brevetabilité, à savoir la nouveauté, l'activité inventive et l'application industrielle. Ceci s'applique notamment au droit européen et au droit français.

Le droit allemand des brevets avait jusqu'ici exigé en outre, en vertu de la jurisprudence, que l'invention devait apporter un progrès technique pour être brevetable. La considération à la base de cette exigence était la suivante : pourquoi protéger par un monopole ce qui ne constituait pas un progrès du point de vue de la technique ? Le droit européen (tout comme la Convention de Strasbourg) n'ont pas adopté cette condition. La nécessité de cette condition n'a pas été reconnue au cours des négociations internationales. On a surtout fait remarquer qu'il était sans intérêt économique pour le demandeur de faire breveter une invention qui n'apportait aucun progrès technique.

Il est cependant un fait que la condition du progrès technique constituait une des conditions de la brevetabilité d'une invention et qu'elle conservera son importance pour les demandes de brevet qui ont été déposées avant le 1er janvier 1978. Il convient donc d'expliquer brièvement la situation juridique en résultant.

L'invention doit montrer une voie conduisant à une action plus avantageuse du point de vue technique et indiquant à l'homme du métier comment y aboutir à l'aide uniquement de ses connaissances antérieures.

On ne comprend plus aujourd'hui le terme "progrès technique" comme signifiant uniquement un progrès dans un domaine technique mais aussi un progrès dans les domaines économique ou esthétique (p.ex. l'amélioration du goût d'une soupe (BGH BlfPMZ 66, 164, GRUR 66, 249) ou de la forme extérieure d'une porte de garage (BGH BlfPMZ 68, 133, GRUR 67, 590). Le progrès doit être mesuré à l'état de la technique existant au moment du dépôt. Bien que le progrès technique soit défini objectivement comme apportant un enrichissement considérable à la technique, il est impossible de donner des directives détaillées pour indiquer le degré nécessaire du progrès.

En jugeant du progrès l'Office des brevets était tenu de prendre en considération toutes les circonstances techniques et économiques. Lorsqu'il s'agit d'un domaine technique encore peu étudié, un progrès minimal peut déjà être important du point de vue technique. Lorsqu'il s'agit d'articles de masse, un progrès minimal peut déjà être important du point de vue économique. Des améliorations tout à fait négligeables ne sont pourtant pas considérées dignes d'être brevetées. Je ne crois cependant pas que la renonciation au progrès technique aboutira à une modification considérable de la brevetabilité d'inventions, étant donné que l'effort créateur nécessaire est en général accompagné aussi du progrès technique nécessaire.

IV. Naissance, modification et déchéance du brevet

1. Naissance

Conformément à la juridiction du Tribunal fédéral des brevets, le brevet prenait naissance au moment de la signification formelle de la décision de délivrance à l'adresse du déposant. La nouvelle loi prévoit que les effets du brevet prendront effet à compter de la publication de la délivrance du brevet ; en même temps le fascicule du brevet est publié (art.58 §1).

2. Protection

La loi allemande prévoit la mise à la disposition du public de toutes les demandes de brevet environ 18 mois après la date de priorité (art.31 §2). Cette mise à la disposition du public s'effectue par la publication de la demande intégrale (Offenlegungsschrift) (art.32). Dès ce moment il y a une protection provisoire, mais limitée (art.33). Le déposant peut demander, dès la mise à la disposition du public de son invention, une indemnité équitable de la part de celui qui a utilisé son invention quoiqu'il sût ou dût savoir que l'invention utilisée par lui faisait l'objet de la demande. Pour être clair : une telle utilisation n'est pas considérée comme la lésion d'un droit.

Mais aussi les vrais effets juridiques du brevet se produisaient autrefois déjà avant la délivrance du brevet, au moment de la publication formelle de la demande de brevet par l'Office des brevets après l'examen préalable. Le déposant acquérait donc au moment de cette publication à titre provisoire la pleine protection pour le brevet. Cette protection produisait ses effets pour l'avenir et non avec effet rétroactif du moment du dépôt de la demande, du dépôt antérieur ou de l'exposition. Lors de la décision sur la délivrance du brevet, il s'agissait donc seulement de constater si cette protection s'éteindrait avec effet rétroactif ou si elle serait accordée définitivement. Evidemment une protection définitive aussi n'excluait pas, dans les conditions qui seront exposées ci-dessous, la possibilité que le brevet soit déclaré nul par le Tribunal des brevets à la suite d'une action en nullité. Mais à partir de 1981, il n'y a plus de publications de demandes examinées sauf pour les demandes qui sont déjà en cours d'examen.

La Convention sur le brevet européen prescrit dans ses articles 64 à 67 les effets du brevet européen et de la demande de brevet européen par renvoi aux effets des brevets nationaux. La demande jouit dès sa publication (après les 18 mois) de la même protection ; mais presque tous les Etats ont limité cette protection à une indemnité raisonnable. La Convention du Luxembourg fixe pour tous les Etats membres du Marché Commun les effets du brevet communautaire et en donne une définition claire (art.29 ss.).

3. Licences contractuelles

Dans la pratique, la limitation la plus importante du brevet est la licence exclusive. Elle accorde au bénéficiaire de la licence le droit d'utiliser le brevet de façon exclusive, à l'exclusion d'autres concurrents. Elle donne un droit absolu au bénéficiaire de la licence que celui-ci peut faire valoir envers tous tiers, même le titulaire de brevet, sauf stipulation contraire dans le contrat de licence ; il s'agit donc d'un droit personnel d'introduire une action en justice, aussi dans le cas d'une contrefaçon de brevet.

Par contre, la juridiction française ne voit pas dans le cas de la licence exclusive un droit absolu ; le titulaire du brevet ne perd jamais le droit d'utiliser l'invention. La nouvelle loi contient une disposition spéciale concernant les licences contractuelles (art.15 §2) qui a été reprise de l'article 43 de la Convention de Luxembourg.

Mais il ne faut pas oublier que la Commission de la CEE à Bruxelles est d'opinion que des licences exclusives ne sont pas permises d'après le Traité de Rome.

Par contre, la licence simple n'accorde au bénéficiaire de la licence qu'un droit d'exploitation, même selon les interprétations allemandes et françaises. Le titulaire du brevet est autorisé à exploiter lui-même le brevet et à accorder d'autres licences. Le bénéficiaire de la licence simple ne peut donc pas poursuivre les contrefaçons de brevets. Ce droit n'appartient qu'au titulaire du brevet.

La Convention sur le brevet européen, qui ne traite en principe que du système de délivrance de brevets, prévoit expressément que la demande

de brevet européen peut faire l'objet de licences. La Convention de Luxembourg contient, dans son article 43, un règlement correspondant pour le brevet communautaire.

L'octroi d'une licence doit tenir compte des limitations parfois assez importantes, prévues par les lois nationales sur la concurrence et par le traité de la CEE.

4. Licences obligatoires

La loi allemande sur les brevets prévoit, dans certaines conditions, l'octroi d'une licence obligatoire si l'intérêt public le commande (art.24). Dans la pratique, la licence obligatoire n'a point d'importance. Mais la disposition légale prévoyant une telle possibilité paraît très utile. L'Office allemand des brevets et le Tribunal fédéral des brevets n'ont accordé aucune licence obligatoire depuis 1949. Il y avait une vingtaine de telles demandes, qui ont été rejetées ou retirées au cours de la procédure.

Le droit français reconnaît en outre la licence obligatoire dans le cas de non exploitation de l'invention, d'insuffisance de l'exploitation, de brevet de perfectionnement, de brevet délivré pour des médicaments ou pour les besoins de la défense nationale, etc.

La Convention de Luxembourg se réfère, dans ses articles 46 à 48, aux prescriptions nationales relatives aux licences obligatoires et les déclare également applicables avec certaines restrictions au brevet communautaire. Une résolution prévoit en outre que cette convention sera complétée par un règlement commun concernant la concession de licences obligatoires du brevet communautaire.

5. Durée et déchéance

Le droit conféré par le brevet déchoit à la fin d'une période qui est portée de 18 à 20 ans et qui commence le jour qui suit le dépôt de la demande, bien qu'à partir de cette date l'invention ne soit protégée qu'à l'égard d'autres demandes et non pas contre la lésion du droit exclusif accordé plus tard au titulaire du brevet.

Il y a une discordance entre la durée du brevet et la durée de la protection conférée par le brevet.

Le brevet français comme le brevet européen ont la même durée de 20 ans.

Le brevet déchoit aussi dans le cas où les annuités ne seraient pas versées à temps. Dans la pratique, ceci est la raison la plus fréquente de la déchéance.

Enfin le brevet déchoit, si son titulaire y renonce, par déclaration écrite adressée à l'Office des brevets. La renonciation au brevet n'a pratiquement pas d'importance : le cas normal est la renonciation tacite par non-paiement des taxes annuelles.

6. Nullité du brevet

Une autre raison de la déchéance du brevet est celle de la nullité du brevet (art.22). Le droit conféré par le brevet s'éteint avec effet rétroactif et "erga omnes" si le brevet a été déclaré nul par le Tribunal des brevets, au cours d'une procédure spéciale. Le recours contre la décision du Tribunal des brevets est recevable auprès du Bundesgerichtshof.

Les raisons de la nullité sont en premier lieu les mêmes que les conditions de la brevetabilité, mais aussi un élargissement de la demande et l'usurpation. L'article 22 réfère aux causes pour la révocation du brevet en cas d'opposition (art.21).

Le nombre des demandes en nullité est relativement petit. Il est toujours d'environ 100 par an. Ce n'est pas beaucoup si l'on met ce chiffre en relation avec les brevets en vigueur (plus de 138 000 en 1981). Une remarque à part : en Grande-Bretagne, par exemple, ces chiffres sont pareils. En France, les procédures en nullité qui ont lieu devant les tribunaux civils sont peu importants, parce que la nullité d'un brevet était généralement constatée "interpartes" au cours d'une procédure en contrefaçon.

Comme dans le droit allemand, la procédure en nullité jouira peut-être d'une importance croissante dans le futur droit européen des Dix. La Convention de Luxembourg prévoit que la question de la nullité sera réglée par l'Office européen des brevets (division et chambres de nullité).

V. Contenu du brevet

1. Droit exclusif

En ce qui concerne les brevets émanants de demandes déposées avant le 1er janvier 1981 le brevet a pour effet de conférer à son titulaire le droit exclusif de fabriquer industriellement l'objet de l'invention, de le mettre dans le commerce, de le vendre et de l'utiliser.

Si le brevet est délivré pour un procédé, son effet s'étend aux produits directs du procédé (art.6 de l'ancienne loi sur les brevets).

Ce dernier effet est aussi prévu dans le droit français et dans la Convention sur le brevet européen (art.64(2)). A partir du 1er janvier 1981, la loi allemande (art.9 ss.) contient les mêmes dispositions que la Convention du Luxembourg en ce qui concerne les effets du brevet. Mais cela ne vaut que pour les demandes déposées à partir de cette date.

Concernant les effets du brevet européen en général la Convention renvoie au droit national. La Convention de Luxembourg contient une disposition très détaillée (art.29 ss.), laquelle fait ressortir plus clairement le caractère de droit exclusif, c'est-à-dire que le titulaire du brevet est avant tout autorisé à interdire l'utilisation de l'invention à autrui.

2. Limitation territoriale

Le brevet n'est valable que dans le champ d'application de la loi sur les brevets, c'est-à-dire dans la République Fédérale d'Allemagne inclusivement Berlin (ouest). Conformément à ce principe de la territorialité, les brevets étrangers n'ont aucun effet juridique dans le pays.

3. Utilisation antérieure

Enfin, le brevet est inopposable au tiers qui, au moment du dépôt de la demande, exploitait l'invention déjà dans le pays ou avait pris des mesures nécessaires pour cette exploitation (art.12 §1, 1ère phrase de la loi sur les brevets). Ce tiers est autorisé à utiliser l'invention pour les besoins de son entreprise, dans ses propres ateliers ou dans ceux d'autrui. Ce droit ne peut être transmis, entre vifs ou par successions, qu'avec l'entreprise ou, le cas échéant, la partie de l'entreprise à laquelle se réfère le droit fondé sur une utilisation antérieure.

La date déterminante pour la naissance et l'étendue du droit fondé sur une utilisation antérieure est en principe la date du dépôt de la demande. Si le déposant se prévaut à bon droit d'une priorité d'union ou d'exposition, la date déterminante n'est pas celle du dépôt de la demande, mais celle de la première demande ou celle de l'exposition.

Je crois que la France et la Belgique sont les seuls pays dans le cadre du Conseil de l'Europe qui aient développé le droit dit de possession personnelle à la place du droit fondé sur une utilisation antérieure. Le droit de possession personnelle ne vise pas à une utilisation antérieure de l'invention et à l'intention sérieuse d'utiliser l'invention prochainement, mais uniquement à la possession de l'invention.

C'est à cause de la formation différente de ces deux institutions juridiques, que l'on n'a pas pu aboutir à une unification de ces concepts pour le Brevet communautaire. La Convention de Luxembourg prévoit donc que le droit fondé sur une utilisation antérieure et le droit de possession personnelle qui seraient opposable à un brevet national, seraient opposables au brevet communautaire dans la même étendue c'est-à-dire dans les limites du territoire national. Une résolution jointe à cette convention prévoit cependant, dans le cadre d'une révision de cette convention, l'unification du droit fondé sur une utilisation antérieure et du droit de possession personnelle.

4. Conséquences civiles de la contrefaçon

Celui qui, sans y avoir droit, utilise une invention, peut être obligé par le lésé de cesser cette utilisation. Si la contrefaçon est exécutée par intention frauduleuse ou par négligence le lésé a droit à la réparation du dommage causé.

Le droit français offre, lui aussi, des possibilités pareilles.

D'après la jurisprudence française, celui qui a été lésé par la contrefaçon peut demander le préjudice qui lui a été causé directement par la contrefaçon, inclusivement le gain dont il a été privé.

La jurisprudence allemande admet en outre deux ou même trois autres possibilités de la réparation du dommage causé.

a) Le lésé peut réclamer le montant qu'il aurait reçu d'un tiers en cas de l'utilisation de l'invention comme taxe de licence appropriée. Cette méthode est la plus utilisée dans les procédures en contrefaçon devant les tribunaux allemands. Elle a entre autres le grand avantage de ne pas obliger le lésé à prouver le gain manqué, ce qui est parfois assez difficile.

b) Le lésé peut réclamer du débiteur le gain que celui-ci a réalisé par la contrefaçon du brevet. Cette méthode de calculer une indemnité est inconnue dans le droit civil allemand. Mais elle est reconnue droit coutumier dans la procédure de contrefaçon de brevet depuis plus de 50 ans.

c) Depuis une décision de la Cour Suprême du 30 novembre 1976 ("Kunststoffhohlprofil" GRUR 1977, p.250 - 255), il semble que le lésé puisse réclamer du débiteur l'enrichissement que celui-ci a obtenu en raison de la contrefaçon (enrichissement sans cause) ; dans tel cas il n'est pas nécessaire d'alléguer ou de prouver une faute du contrefacteur. Mais, cette revendication est limitée par le montant d'une taxe de licence raisonnable ("Kunststoffhohlprofil II" BlfPMZ 1982, p.301-305). Voir aussi la décision "Fersenabstützvorrichtung" (BlfPMZ 1982, p.286-289).

Il paraît que la jurisprudence française admet, dans certaines conditions, des évaluations de réparation de dommage semblables à celles prévues sous a).

Par ailleurs, on est en train d'harmoniser aussi le droit en matière de contrefaçon de brevets dans le cadre des Etats membres du Marché Commun. Le CEIPI s'est penché de près sur les problèmes surgissant dans ce contexte et a préparé des propositions au cours d'un symposium tenu il y a quelques années. Voici une brève remarque adressée aux auditeurs qui s'intéressent aussi au droit des marques. D'après une décision relativement récente de notre Cour suprême, le Bundesgerichtshof, les méthodes de réclamer la réparation du dommage sont valables aussi dans les cas d'une violation de marque.

5. Conséquences pénales de la contrefaçon

L'utilisation intentionnelle d'une invention avec violation du droit conféré par le brevet est passible d'amende ou d'emprisonnement jusqu'à un an. Dans la pratique, cette possibilité n'est d'aucune importance. En droit français on a supprimé de telles dispositions.

D - PROCEDURE DE DELIVRANCE DE BREVETS

I - Exigences relatives à la procédure de délivrance de brevets

1. Demande

La procédure de délivrance de brevets commence par le dépôt d'une demande de brevet par écrit et la divulgation complète de l'objet de l'invention auprès de l'Office des brevets à Munich ou de sa succursale à Berlin. Ces exigences constituent le minimum indispensable sans lequel il n'y a aucune demande valide. Il n'existe par conséquent pas de demande provisoire.

2. Détails de la demande

Les différentes données que doit contenir la demande de brevet sont énoncées en détail dans le décret relatif au dépôt des demandes de brevets du 29 mai 1981.

Les dispositions allemandes relatives au dépôt ressemblent beaucoup aux dispositions pertinentes du Traité de coopération et de la Convention sur le brevet européen.

3. Unité d'invention

Chaque invention doit faire l'objet d'une demande séparée (art.35, §1, 2ème phrase, de la loi sur les brevets). Ceci n'exclut pas la possibilité de grouper plusieurs inventions en une seule demande pour autant qu'il y ait unité d'invention.

Le PCT contient dans la règle 13 de son Règlement d'exécution des règles strictes et des principes directeurs qui se basent d'une part sur les travaux de Bruxelles et de Strasbourg, d'autre part sur le droit de quelques pays importants. Le Règlement d'exécution de la Convention sur le brevet européen contient des règles similaires, mais en partie un peu plus libérales.

4. Représentation

En principe, le déposant n'est pas obligé de se faire représenter au cours de la procédure devant l'Office des brevets. Seul celui qui n'est ni domicilié, ni établi dans le pays ne peut procéder devant l'Office des brevets, dans la procédure de délivrance d'un brevet, que s'il se fait représenter par un agent de brevets ou un avocat du pays (art.25 de la loi sur les brevets). Il peut cependant effectuer lui-même le dépôt ; l'Office des brevets lui fixe alors un délai dans lequel il doit constituer un mandataire.

Des principes semblables s'appliquent à la Convention sur le brevet européen. Le Traité de coopération se réfère dans son article 27, alinéa 7, à la législation nationale.

5. Taxes

La nouvelle "Loi sur les taxes de l'Office et du Tribunal des brevets", du 18 août 1976, est entrée en vigueur le 1er novembre 1976. Elle a apporté une augmentation des taxes de 68% en moyenne. Voir annexe "Kostenmerkblatt".

La première taxe due au cours de la procédure de délivrance est la taxe de dépôt (100, --DM).

La taxe de recherche isolée est de 200, -- DM, la taxe d'examen de 400, -- DM.

Si la taxe de recherche isolée a déjà été payée et qu'une requête en examen soit présentée ultérieurement, la taxe à payer pour cette requête est de 250 DM.

Le déposant doit payer des annuités non seulement pour les brevets mais aussi pour toute demande. Contrairement au système néerlandais, les annuités pour les demandes de brevet sont les mêmes que celles pour les brevets délivrés. Elles montent de 100, -- DM pour la troisième année jusqu'à 3.300, -- DM pour la vingtième année. Les annuités payées pour une demande ne sont pas remboursées si, plus tard, le brevet est refusé.

La loi prévoit la perte du droit dans le cas où les taxes ne sont pas payées dans un délai déterminé ; la demande est alors annulée et le brevet délivré est déchu.

II. Procédure devant l'Office des brevets

1. Principes généraux

La procédure de délivrance des brevets en Allemagne a été modifiée avec effet du 1er octobre 1968 et du 1er janvier 1981. La procédure est décrite en détail dans les "Richtlinien für das Prüfungsverfahren (Prügungsrichtlinien)" du 24 juin 1981 (Blatt f. PMZ 1981, 263 à 275).

L'examen des demandes de brevets, effectué de façon automatique jusqu'à la première date, présuppose dès lors qu'une requête spéciale soit présentée dans les sept ans à compter de la date du dépôt. La délivrance du brevet a cependant pour condition que l'examen quant à la brevetabilité ait été effectué. En outre toute demande de brevet est publiée telle qu'elle a été déposée.

Dans la procédure de délivrance on peut distinguer les étapes suivantes :

a) La demande de brevet allemande est examinée quant à la présence de fautes de forme évidentes ou de défauts évidents quant au fond qui s'opposent à la délivrance du brevet.

Conformément au Traité de coopération et la Convention sur le brevet européen, la demande internationale et la demande de brevet européen sont, à ce stade de la procédure examinées seulement aux formalités.

b) Dix huit mois après la date de priorité la demande est publiée dans sa forme originale.

Cela s'applique aussi à la demande de brevet européen ; la publication de la demande de brevet européen est d'ailleurs, en principe, accompagnée de la publication du rapport de recherche européenne. La demande internationale selon le Traité de coopération est, dans la plupart des cas, également publiée, si possible, avec le rapport de recherche internationale.

c) La délivrance d'un brevet a pour condition l'examen préalable de la demande de brevet quant au fond. Cet examen peut être demandé dans un délai de sept ans à compter de la date du dépôt de la demande. Si la requête en examen n'est pas présentée dans ce délai, la demande est considérée comme retirée.

Pour la demande de brevet européen, l'examen doit être demandé jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la publication du rapport de recherche européenne ; dans la mesure du possible, cette date doit être aussi celle de la publication de la demande européenne.

d) Il y a, en outre, la possibilité de présenter une requête en recherche isolée qui, toutefois, ne peut pas remplacer la requête en examen.

Conformément au Traité de coopération et la Convention sur le brevet européen la recherche est obligatoire.

2. L'examen quant aux défauts évidents

Selon la loi allemande, l'examen de la demande porte sur la question de savoir si la demande répond ou non aux conditions requises (article 44, al.1).

En plus, l'Office des brevets examine s'il y a défaut évident des conditions de la brevetabilité relatives au fond, à savoir si l'objet de la demande ne constitue pas, par sa nature, une invention (mais par exemple, un dessin ou modèle ou encore une oeuvre protégée par le droit d'auteur), si l'invention ne permet pas une application industrielle, si elle n'est pas contraire à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, ou si les conditions d'un brevet d'addition font défaut.

Si les corrections requises concernant des formalités ne sont pas effectuées ou si la demande est maintenue malgré les objections quant au fond l'Office allemand des brevets rejette la demande.

Le nombre d'objections quant à la forme est assez élevé ; environ 50% des demandes déposées donnent lieu à de telles objections. Des défauts évidents quant au fond, par contre, sont rares, le chiffre correspondant étant de 2 à 3%. C'est seulement dans 0,1% des cas que le rejet est fondé sur des défauts évidents quant au fond. Comme il a été déjà mentionné, la demande internationale et la demande de brevet européen ne sont pas, à ce stade, examinées quant aux questions relevant du droit matériel des brevets.

3. La Publication de la demande de brevet originale (Offenlegungsschrift)

A l'expiration de dix huit mois après le dépôt de la demande ou, si une priorité est revendiquée, dix huit mois après la première date de priorité, la demande de brevet est publiée telle qu'elle a été déposée.

Cette publication est maintenant prescrite par la loi des brevets de façon obligatoire (art.32 §1).

L'"OS" a dix huit pages en moyenne, le prix en est de DM 5,50 à partir du 1er janvier 1984. Ces OS sont également reproduites par l'Office sous forme de cartes à fenêtres, à DM 3,10 par OS indépendamment de son volume.

Ainsi qu'il a déjà été mentionné, l'OS ne contient que la demande de brevet telle qu'elle a été déposée, c'est-à-dire, sans les modifications apportées ultérieurement et sans la correspondance y relative. Si vous voulez vous informer du contenu complet du dossier vous pouvez consulter les dossiers ou en demander des photocopies ou des microfilms.

La publication de la demande internationale selon le Traité de coopération, si elle a lieu, comprend, outre la demande elle-même, le rapport de recherche internationale et l'abrégé, ce dernier toujours aussi en langue anglaise. Toute modification apportée ultérieurement aux revendications est également publiée en même temps (Règle 48.2 (f)).

La demande de brevet européen est également publiée après dix huit mois, accompagnée, si possible du rapport de recherche européenne et de l'abrégé. La publication comprend également les modifications de revendications présentées après le dépôt de la demande.

4. La Procédure de l'examen et de l'opposition

Il faut distinguer entre le nouveau système et l'ancien système. En pratique toutes les oppositions qui sont présentées maintenant suivent le nouveau système. Mais tous les deux représentent un vrai examen différé (7 ans). Le nouveau système suit de plus près le système européen, c'est à dire examen sur requête aboutissant soit à la délivrance ou au rejet de la demande et procédure d'opposition s'ajoutant à la délivrance.

L'ancien système comprenait :

- l'examen sur requête aboutissant à la publication de la demande examinée (Auslegeschrift) si les conditions de brevetabilité paraissaient remplies, ou rejet de la demande si cela n'était pas le cas,

- le cas échéant la procédure d'opposition aboutissant soit à la délivrance du brevet ou au rejet de la demande,

- s'il n'y avait pas d'opposition, délivrance du brevet pourvu qu'il ne s'avérât pas d'office que les conditions de la délivrance n'étaient pas remplies.

Je traiterai d'abord le nouveau système.

a) La requête en examen et la requête en recherche isolée

L'examen de la demande de brevet quant à la brevetabilité est effectué seulement lorsqu'une requête en examen séparée a été présentée, qui doit être accompagnée du paiement de la taxe dite d'examen de 400, --DM.

La requête peut être présentée en même temps que le dépôt de la demande ; en ce cas, l'examen et, le cas échéant, la délivrance du brevet se déroulent de la même façon qu'avant l'introduction de l'examen différé en 1968. Mais, conformément au sens de "l'examen différé", la requête peut aussi être présentée plus tard, le délai prévu étant de sept ans à compter de la date du dépôt. Si la requête en examen n'est pas présentée dans ce délai de sept ans, la demande est considérée comme retirée.

Conformément à la Convention sur le brevet européen ce délai est de six mois à compter de la publication du rapport obligatoire de recherche européenne. La requête en examen de la demande de brevet européen peut être déposée en même temps que la demande. Dans ce cas aussi, il est d'abord établi le rapport de recherche européenne avant de procéder à l'examen.

Le déposant peut demander qu'au lieu de l'examen une recherche quant à l'état de la technique soit effectuée (§43). La taxe en est de 200, -- DM qui, d'ailleurs, est loin de couvrir les frais de la recherche. Dans son contenu cette recherche correspond en principe tout à fait à la recherche prévue par la CBE et le PCT.

Le but de cette recherche est de permettre au déposant d'examiner lui-même, moyennant paiement d'une taxe modérée, s'il y a lieu de faire effectuer un examen de la demande par l'Office des brevets ou si, par contre, il serait préférable d'abandonner la demande.

Vous trouverez un exemple de la recherche isolée effectuée par l'Office allemand des brevets en annexe.

Dans l'intérêt de ceux qui utilisent la recherche on s'est efforcé de limiter, dans la mesure du possible, le nombre de publications citées. En moyenne, six documents sont cités dans cette recherche qui importent pour l'appréciation de la brevetabilité. Une autre question : quel est le temps moyen consacré à cette recherche ? En moyenne, un jour environ.

Si après avoir demandé qu'une recherche soit effectuée, le déposant présente plus tard une requête en examen, la taxe de recherche de 200, -- DM qu'il a déjà payée est déduite en partie de la taxe d'examen ; il ne lui reste à payer qu'un moment de 250, -- DM.

La requête en recherche reste sans effet juridique pour la suite de la procédure de délivrance du brevet, c'est-à-dire, même lorsqu'une recherche a été établie, la demande est considérée comme retirée s'il n'est pas présenté de requête en examen dans un délai de sept ans.

La requête en examen et la requête en recherche peuvent être présentées aussi bien par le déposant lui-même que par des tiers. Le tiers qui a présenté une telle requête ne participe cependant pas à la procédure ; toutefois, si la requête en recherche a été présentée par un tiers, l'Office allemand des brevets lui communique aussi le résultat de la recherche (§ 43, al.7).

Selon la Convention sur le brevet européen, la requête en examen ne peut être présentée que par le déposant lui-même. Vu le bref délai de six mois, il n'y avait pas lieu de prévoir, pour les tiers, le droit de présenter une telle requête. Une telle possibilité n'existe qu'au cas où le Conseil d'administration prolongerait le délai de six mois.

L'examen proprement dit suit le cours de la procédure "classique". La demande est examinée du point de vue de la nouveauté, de l'activité inventive et de l'application industrielle.

Si ces conditions et d'autres, d'ordre formel sont remplies, le brevet est délivré (§ 49). La délivrance est publiée au Patentblatt. En même temps les descriptions, et le cas échéant, les dessins à la base desquels le brevet a été délivré, sont imprimés sous forme d'un fascicule ("Patentschrift" - PS) sur papier blanc par l'Office des brevets (annexe) (§ 58).

De même que pour l'Offenlegungsschrift le prix de la Patentschrift est de DM 5,50 et, en cas de cartes à fenêtres de DM 3,10.

b) L'opposition

Tout tiers peut, au cours des trois mois suivant la publication de la délivrance, former opposition contre le brevet (§ 59). L'opposition, qui est gratuite, doit être écrite et motivée. Elle doit alléguer que les conditions relatives au fond de la délivrance du brevet n'existent pas. La nouvelle loi a introduit l'opposition après délivrance, mais ne prévoit pas un délai plus long que trois mois et ne prescrit pas de taxe.

La Convention sur le brevet européen prévoit l'opposition après la délivrance du brevet européen. Le délai pour la présentation d'une opposition est de neuf mois à compter de la publication du brevet. L'opposition donne lieu au paiement d'une taxe.

Dès qu'il y a opposition, la procédure est déferée à la division des brevets. La demande et les oppositions qui ont été faites contre elles sont désormais examinées par le collège de trois membres (Patentabteilung).

Dans le système européen des brevets, déjà l'examen de la demande de brevet européen est effectué par un groupe de trois membres de la division d'examen. L'opposition est examinée par une division d'opposition également composée de trois membres dont deux au moins ne doivent pas avoir participé à l'examen.

Si l'affaire en cause est suffisamment claire, la division des brevets décide le maintien ou la révocation du brevet.

Si au cours de la procédure d'opposition le breveté a limité le brevet et le brevet peut être maintenu tel qu'il a été modifié il y aura une nouvelle "Patentschrift".

c) L'ancien système

Autrefois, l'examen de la demande était commencé et conduit comme maintenant. Mais si le résultat de l'examen était positif la demande avait fait l'objet d'une nouvelle publication (Auslegeschrift = DAS). Les "Auslegeschriften" étaient imprimés en impression typographique sur papier vert (annexe).

Le prix des "Auslegeschriften" est le même que celui des "Offenlegungsschriften", à savoir DM 5,50 par copie ; pour les cartes à fenêtres (annexe), le prix est également de DM 3,10.

En même temps, le nom du déposant, le titre de l'invention ainsi qu'un avis attestant la protection provisoire de l'objet de la demande étaient publiés dans le journal des brevets.

Tout tiers pouvait, au cours des trois mois suivant la publication de la demande examinée, former opposition à la délivrance du brevet.

Si l'affaire en cause était suffisamment claire, la division des brevets décidait la délivrance ou le refus du brevet. Tant qu'aucune opposition n'a été formée, la procédure de délivrance du brevet restait en instance auprès de la section d'examen même après la publication. La section d'examen pouvait décider la délivrance du brevet après l'expiration du délai d'opposition ou -si elle constatait après la publication que des conditions relatives à la forme et au fond de la délivrance du brevet n'étaient pas remplies- refuser la délivrance du brevet. Le cas échéant une "Patentschrift" était publiée.

d) Les expériences faites avec l'examen différé

Les espoirs que le législateur allemand avait liés à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi se sont-ils réalisés, c'est-à-dire, la charge de travail de l'Office allemand des brevets qui avait résulté en une longueur de procédure presque insupportable pour le déposant, a-t-elle pu être normalisée ?

En ce qui concerne les demandes de brevets déposées avant le 1er octobre 1968, c'est-à-dire avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, la période transitoire est terminée depuis le 31 août 1975, aucune requête en examen concernant ces demandes ne pouvait plus être présentée. Pour ces 228 653 demandes 129 258 requêtes en examen ont été présentées, c'est-à-dire 56,8%.

D'après les tendances actuelles on peut conclure que le nombre des demandes de brevets à examiner ne dépassera pas beaucoup 60% des demandes déposées. Le nombre des requêtes en recherche isolée est de 11%.

e) Les expériences de l'Office allemand des brevets faites avec la procédure d'opposition

La procédure d'opposition prend beaucoup de temps. Est-ce qu'il vaut la peine de la garder ou est-ce qu'il vaut mieux la supprimer ? C'était une des questions que nous nous sommes posées lors de nos travaux concernant un brevet européen il y a quelque temps. J'ai fait des recherches sur ces problèmes.

Voilà le résultat :

Nous avons étudié la vie de toutes les demandes de brevet déposées en 1955 :

il y en avait	55 000
en ont été publiées	24 000 = 44%

il y avait	10 500 oppositions
contre	6 700 demandes publiées
c'est à dire contre	28% des demandes publiées
autrement dit	12% des demandes déposées.

Cela veut dire aussi que chaque demande attaquée par des oppositions a été l'objet de 1,6 opposition en moyenne.

Mais quel est le résultat de toutes ces oppositions ? Même pour nous ce résultat était surprenant : seulement environ 10,7% des demandes attaquées par des oppositions n'ont pas été influencées par cette opposition. Elles sont abouti à des brevets sans être modifiées.

89,3% de ces demandes ont été influencées : 46,4% décisivement (retirées ou rejetées) et 42,9% par des modifications plus ou moins importantes.

Dans un passé plus récent le nombre des oppositions a diminué. J'ai étudié la statistique de 1971-1976. Dans cette période il y avait 236 000 demandes publiées dont 46 000 ont été attaquées par des oppositions, c'est-à-dire 20%. Ces demandes ont été attaquées en moyenne par 1,5 opposition.

En Angleterre, il y a aussi une procédure d'opposition (maintenant seulement opposition après délivrance). Mais le nombre d'oppositions dans les deux pays est un peu différent. En 1977 il y avait en Allemagne à peu près 7 200 oppositions et en Grande Bretagne 350. On ne connaît pas les causes de ces différences étonnantes. Une des causes réside dans le fait que les frais pour cette procédure sont assez élevés en Grande Bretagne et peut être aussi parce qu'il y a en Allemagne plus d'entreprises d'ordre moyen qui ne s'accommodent pas si facilement entre elles et qui connaissent bien les possibilités que cette procédure leur offre.

Etat actuel : dans un projet de conciliation du bureau d'arbitrage près le Tribunal fédéral des brevets (DPA), selon la loi sur les inventions d'employés du 7 décembre 1981 (BlfPMZ 1982, p.199), il y a par année, en moyenne, 7 000 oppositions contre un peu plus de 4 600 demandes publiées. Le nombre de délivrances de brevets après opposition s'élève à environ 2 000, le nombre des rejets après opposition est de 1 300 environ et le nombre des retraits, toujours après opposition, d'environ 1 300.

E - LES VOIES DE RECOURS AU TRIBUNAL FEDERAL DES BREVET
(BUNDESPATENTGERICHT = BPatG) ET A LA COUR FEDERALE DE JUSTICE
(BUNDESGERICHTSHOF = BGH)

1. Généralités

La loi allemande sur les brevets prévoit que toutes les décisions de l'Office allemand des brevets peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal fédéral des brevets. Avant 1961, on pouvait former un recours, contre les décisions de la première instance de l'Office allemand des brevets, devant une deuxième instance qui existait au sein dudit Office et qui était constituée par les chambres de recours.

Cependant, en raison de dispositions de la Constitution de la République fédérale d'Allemagne (Loi fondamentale), il a fallu séparer cette seconde instance de l'Office allemand des brevets et en faire un tribunal indépendant.

Le Tribunal fédéral des brevets a été constitué par la 6ème loi de transition de 1961 et a assumé ses fonctions dès le 1er juillet 1961.

Au cours de la procédure de délivrance du brevet, le Tribunal fédéral des brevets assume les tâches d'un tribunal de deuxième instance statuant sur les recours contre les décisions de l'Office des brevets.

En outre, le Tribunal fédéral des brevets est la première instance pour une série de procédures, particulièrement pour les actions en nullité introduites contre des brevets délivrés et pour les actions en délivrance de licences obligatoires sur les brevets allemands ; dans ce cas, le "Bundesgerichtshof" est la deuxième et dernière instance. Il emploie environ trois cent vingt personnes, dont plus de cent juges techniciens et plus de cinquante juges juristes.

2. Dépôt des recours

Toutes les décisions de l'Office allemand des brevets (DPA) comportant un règlement définitif peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal fédéral des brevets.

Les recours doivent être déposés par écrit auprès de l'Office allemand des brevets, dans le délai d'un mois après la signification de la décision.

La taxe de recours doit être acquittée également dans ce délai ; elle se monte actuellement à 200 DM. Elle ne doit être payée que pour les recours relatifs à une décision de rejet de la demande ou à une décision concernant la délivrance du brevet. Si la taxe n'est pas acquittée en temps voulu, le recours est réputé n'avoir pas été déposé.

Dans tous les autres cas, par exemple pour les questions d'inspection publique et les questions analogues, il n'est pas nécessaire de payer une taxe de recours.

Il n'est pas obligatoire de motiver le recours.

3. La révision préjudicielle

Le recours est déféré tout d'abord à l'instance qui a arrêté la décision. Si cette instance considère le recours comme fondé, elle doit y faire droit. Le DPA peut décider de rembourser la taxe de recours. C'est le cas lorsque cela est équitable.

Si d'autres personnes participent à la procédure comme, par exemple, dans le cas des recours visant des décisions prises lors de la procédure d'opposition ou de la procédure d'inspection publique, il est exclu qu'il soit fait droit au recours.

S'il n'est pas fait droit à un recours, il doit être soumis, dans les trois mois suivant sa réception, au Tribunal fédéral des brevets, et ce sans prise de position quant au fond.

4. Les chambres de recours

Les chambres de recours du Tribunal fédéral des brevets comprennent, pour arrêter leurs décisions, de trois à cinq membres.

Lorsqu'il s'agit, par exemple, du cas fréquent de rejet d'une demande de brevet, les chambres de recours comprennent, pour arrêter leurs décisions, trois membres techniciens et un membre juriste, la présidence étant assurée par un membre technicien. Actuellement, il y a vingt-deux chambres techniques.

Pour les recours appartenant à une certaine catégorie juridique, les chambres de recours se composent de trois membres juristes. Par an, en moyenne, plus de deux mille recours de catégorie "technique" et à peu près 100 recours "juridique" sont déposés.

5. La procédure de recours

Pour autant que la loi sur les brevets ne comporte pas de dispositions particulières, la procédure suivie devant le Tribunal fédéral des brevets est déterminée par le code de procédure civil et par la loi sur l'organisation judiciaire.

L'Office allemand des brevets peut, sous certaines conditions, participer à la procédure de recours (art. 76,77).

Le Tribunal des brevets étudie d'office les faits. Il n'est pas lié par les dires ni par les requêtes aux fins d'administrations des preuves des participants.

Les procédures orales ont lieu devant le Tribunal fédéral des brevets si l'un des participants en fait la demande ou si le tribunal les considère comme utiles. Pour le reste, la procédure devant le Tribunal fédéral des brevets est normalement écrite.

Il est statué sur le recours au moyen d'une "décision" (Beschluss). Le Tribunal fédéral des brevets peut soit arrêter lui-même une décision dans l'affaire considérée, soit renvoyer cette affaire au DPA. Dans ce cas, le DPA doit lui aussi fonder sa décision sur l'appréciation juridique ayant servi de base à la décision du tribunal.

6. Frais

Si plusieurs personnes participent à une procédure de recours, le Tribunal fédéral des brevets peut répartir équitablement les frais de la procédure. Il peut également rembourser la taxe de recours (si c'est justifié).

7. Le recours devant la Cour fédérale de justice

Les décisions des chambres de recours du Tribunal fédéral des brevets peuvent faire l'objet d'un pourvoi devant la Cour fédérale de justice (Bundesgerichtshof-BGH) (art.100 de la loi sur les brevets).

C'est la chambre de recours qui, dans sa décision, autorise de faire les recours. Le recours doit être admis dans le cas de questions juridiques d'importance fondamentale ainsi que si c'est nécessaire à l'évolution du droit et pour assurer une jurisprudence unitaire.

Dans certains cas où le requérant constate une violation particulièrement grave des règles de procédures de la part du Tribunal des brevets et s'en plaint, le pourvoi est recevable même sans avoir été préalablement admis (art. 100 §3).

Le pourvoi doit être formé par écrit auprès du BGH, dans un délai d'un mois suivant la signification de la décision prise par le Tribunal fédéral des brevets ; il doit être motivé.

Le BGH se compose de cinq juges pour prendre ses décisions.

8. Représentation

Dans la procédure devant le Tribunal fédéral des brevets, il n'est pas nécessaire de se faire représenter, à condition d'être domicilié ou établi dans le pays. Le requérant auprès du "Bundesgerichtshof" (Cour fédérale de justice), par contre, doit se faire représenter par un avocat.

F - LA LOI ALLEMANDE SUR LES MODELES D'UTILITE

1. Généralités

Le droit allemand des brevets est complété par le droit des modèles d'utilité. On dit souvent que les modèles d'utilité sont de "petits" brevets. C'est exact, à quelques réserves près, et cela permet surtout de comprendre l'essence de la protection des modèles d'utilité. Le modèle d'utilité protège, lui-aussi, des inventions techniques et non pas, comme on le suppose parfois du fait de son appellation, des modes de réalisation artistiques, ceux-ci étant couverts par le droit d'auteur et, dans une certaine mesure, par les lois sur les dessins et modèles.

Bien appliquée, la protection des modèles d'utilité peut avoir une grande valeur sur le plan économique et présenter un grand intérêt. Elle est plus facile à obtenir que la protection conférée par un brevet et, après l'enregistrement du modèle d'utilité, il assure immédiatement la protection qui, autrement, n'est assurée que par un brevet délivré après examen.

Cependant, il est également plus facile de détruire un modèle d'utilité. Sa durée maximale est limitée à six ans, tandis que celle du brevet est de vingt ans. C'est pourquoi les modèles d'utilité conviennent surtout pour protéger rapidement des biens non durables ou des produits qui subissent des modifications rapides.

Dans de nombreux secteurs d'activité, en particulier l'industrie moyenne, on se rend compte de l'importance de la protection des modèles d'utilité. C'est ce que montrent les statistiques d'après lesquelles à peu près quarante mille modèles d'utilité sont déposés chaque année.

A cet égard, il convient d'attirer l'attention sur le fait qu'en Allemagne, la protection de la propriété industrielle prévoit une double protection, à savoir une protection par des brevets et par des modèles d'utilité et, en outre, il est prévu, que en cas de rejet d'une demande de brevet, il est possible d'obtenir un modèle d'utilité pourvu qu'on ait déposé en même temps un tel modèle.

La principale base juridique de la protection des modèles d'utilité est constituée par la loi sur les modèles d'utilité du 2 janvier 1968 (Bundesgesetzblatt - Journal officiel - 1968, I p. 24) et par les règles relatives au dépôt de modèles d'utilité du 30 juillet 1968 (idem, 1968 I, p. 1008) ; des traductions françaises en ont été publiées dans "la propriété industrielle" en 1969, pages 20 et suivantes et 221 et suivantes.

De même que la loi sur les brevets, la loi sur les modèles d'utilité est applicable en République fédérale d'Allemagne et dans le Land de Berlin ; les effets d'un modèle d'utilité enregistré conformément à cette loi s'étendent aux mêmes territoires.

2. Objet des conditions de la protection des modèles d'utilité

Les modèles d'utilité peuvent servir à protéger des instruments de travail et des objets d'usage courant dans la mesure où ils sont destinés à servir au but visé, dans le travail ou dans une autre utilisation, au moyen d'une nouvelle forme, d'une nouvelle disposition ou d'un nouveau dispositif ; ils doivent donc posséder une "forme dans l'espace" (Raumform).

En principe, il doit s'agir d'objets mobiles. Les dimensions ne jouent pas un rôle décisif ; c'est ainsi qu'un bâtiment démontable a été inscrit au registre des modèles d'utilité. Les "procédés" ne sont, bien entendu, ni des instruments de travail, ni des objets d'usage courant, et ils ne sont donc pas accessibles à la protection des modèles d'utilité. Il en est de même pour les matières non solides, comme les liquides, les gaz, les acides, les poudres ainsi que les produits alimentaires, les stimulants et les médicaments. Toutefois, depuis peu, la possibilité d'obtenir une protection est reconnue lorsqu'il s'agit de matières ayant une forme déterminée et que la nouvelle forme qu'on leur donne facilite leur manipulation (par exemple, des tablettes de chocolat).

La forme du produit considéré ne doit pas absolument être à trois dimensions. Il est vrai que les motifs portés sur des surfaces, comme, par exemple, certaines lignes de patrons pour tailleurs, certains bordereaux de pari, etc., ne peuvent être protégés en général, mais cela est dû surtout au fait que, ici, on ne travaille pas avec des moyens techniques, mais seulement avec des "instructions à l'esprit humain".

Les variétés végétales et les espèces animales ne peuvent pas non plus être protégées par des modèles d'utilité. Les conditions auxquelles doit satisfaire un modèle d'utilité pour être efficace, sur le plan du droit matériel, sont analogues, en raison du caractère technique du modèle d'utilité, à celles auxquelles doit satisfaire un brevet. Une certaine différence résulte toutefois du fait que la loi allemande sur les brevets a largement été adaptée, en ce qui concerne le droit

matériel, au système du brevet européen, mais que ce n'est pas le cas de la loi allemande sur les modèles déposés. Dans des cas exceptionnels, il est donc possible d'obtenir une protection par un modèle d'utilité exclue ; l'inverse peut aussi se produire.

Les conditions de la protection qui ne sont pas vérifiées lors de l'inscription sont, essentiellement, la nouveauté, l'activité inventive, la divulgation et la reproductibilité.

La notion de nouveauté est plus étroite dans le domaine du droit des modèles d'utilité que dans le droit allemand des brevets. L'"état de la technique" est constitué par tous les imprimés publics (sans limitation géographique ni de temps) ainsi que par les utilisations antérieures notoires dans le pays. Depuis peu, le droit allemand des brevets considère également comme faisant partie de l'état de la technique des utilisations antérieures notoires à l'étranger ainsi que de simples descriptions orales en Allemagne et à l'étranger.

Dans le droit allemand des modèles d'utilité, il y a une période de six mois pendant laquelle une divulgation aussi faite par l'inventeur n'est pas opposable. Cela signifie qu'une description ou une utilisation de l'invention par l'inventeur ou par son ayant droit n'entre pas en ligne de compte si l'inscription d'un modèle d'utilité est demandée dans les six mois qui suivent. Dans le droit allemand des brevets cette possibilité a été considérablement limitée dès le 1er août 1980 ; elle sera cependant conservée pour le modèle d'utilité allemand.

Le modèle d'utilité doit être fondé sur une activité inventive, c'est-à-dire qu'il ne doit pas résulter, d'une manière qu'il est aisé d'imaginer, de l'état de la technique. Selon la jurisprudence de l'instance suprême et ce qui se fait en pratique à l'Office allemand des brevets, les modèles d'utilité font l'objet d'exigences peut-être moins élevées, en ce qui concerne le "degré d'activité inventive", que les brevets.

Autrefois il était acquis que le modèle d'utilité devait produire un progrès technique, c'est-à-dire qu'il devait enrichir la technique. En vertu de la nouvelle loi allemande sur les brevets, le progrès technique ne peut pas être exigé à titre de condition indépendante pour les brevets. Mais vu le caractère semblable de modèles d'utilité il paraît que la jurisprudence va traiter les modèles d'utilité de la même manière. Par ailleurs, dans la plupart des cas, il semble que cette question ne soit pas d'une grande importance en pratique.

Comme dans les cas couverts par la loi sur les brevets, dans les demandes d'enregistrement de modèles d'utilité, l'invention doit être décrite de telle manière qu'elle puisse être exécutée par d'autres hommes de l'art.

Ces conditions de droit matériel ne font pas l'objet d'une vérification lors de la procédure d'inscription devant l'Office allemand des brevets, mais seulement en cas de litige, donc dans la procédure de contrefaçon.

3. La demande du modèle d'utilité

Pour obtenir la protection conférée par un modèle d'utilité, il faut déposer une demande de modèle d'utilité auprès de l'Office allemand des brevets. Pour l'essentiel, les principes fixés pour les demandes de brevet s'appliquent également à l'établissement de cette demande.

La demande doit être faite sur un formulaire et elle comprend une requête d'inscription au registre des modèles d'utilité, la description, les revendications de protection (qui correspondent aux revendications de brevet définies par la loi sur les brevets) et, le cas échéant, des dessins.

Une particularité du droit des modèles d'utilité est constituée par le fait que le demandeur peut déposer des modèles à la place de dessins.

Il ne semble pas que, lors de l'interprétation de la protection conférée par un modèle d'utilité, les revendications de protection aient la même importance que les revendications de brevet selon le nouveau droit allemand et européen des brevets ; en effet, dans le droit des modèles d'utilité, il n'y a pas de disposition orientant la protection essentiellement sur le contenu des revendications. Les dispositions régissant les demandes de modèles d'utilité et la feuille de renseignement publiée par l'Office allemand des brevets à l'intention des demandeurs de modèles d'utilité donnent des détails sur la manière d'établir une demande de modèles d'utilité. Pour l'établissement des revendications de protection, cette notice donne l'exemple suivant :

1) Lunettes de soleil, caractérisées en ce qu'un ruban, destiné à être passé autour de la tête, est fixé à chacune des branches.

2) Lunettes de soleil selon la revendication (1) caractérisées en ce que les rubans sont en caoutchouc.

3) Lunettes de soleil selon la revendication (1), caractérisées en ce que les extrémités des rubans sont renforcées.

Dans une large mesure, les mêmes règles sont applicables aux demandes de modèle d'utilité et aux demandes de brevet. C'est ainsi qu'elles peuvent être déposées en tant que premières demandes ou demandes ultérieures, en revendiquant la priorité d'une demande étrangère, européenne ou internationale ne remontant pas à plus de douze mois.

Les demandes de modèles d'utilité doivent être déposées auprès de l'Office allemand des brevets, à Munich ou de sa succursale à Berlin. Il est nécessaire que le demandeur se fasse représenter par un avocat ou un Conseil en brevet seulement s'il n'a ni son domicile, ni un établissement en Allemagne.

Une taxe de dépôt de 50 DM doit être acquittée pour chaque demande de modèle d'utilité, dans le délai d'un mois suivant la signification de la demande de paiement émise par l'Office allemand des brevets. Des détails sur les taxes et dépens se trouvent dans la feuille de renseignements destinée aux demandeurs de modèles d'utilité et dans celle concernant les frais et taxes.

L'Office allemand des brevets (le service des modèles d'utilité) vérifie si les conditions relatives à la forme sont remplies et s'il est possible d'accorder la protection que confère le modèle d'utilité (instruments de travail, objets d'usage courant, formes, etc.), mais pas la nouveauté, l'activité inventive, etc.

Si les conditions exigées faisant l'objet d'examens sont remplies, le modèle d'utilité est inscrit au registre. Cette inscription a un effet constitutif.

Dans son bulletin des brevets (Patentblatt) l'Office allemand des brevets rend publics seulement le fait de l'inscription du modèle d'utilité et les données bibliographiques, la première revendication de protection et les dessins.

4. Demande de brevet et demande de modèle d'utilité

Il peut être judicieux de déposer une demande de modèles d'utilité en même temps qu'une demande de brevet allemand. Dans ce cas, deux possibilités sont prévues pour la suite de la procédure d'enregistrement du modèle d'utilité :

- ou bien la procédure d'enregistrement du modèle d'utilité est conduite parallèlement à la procédure de délivrance du brevet,

- ou bien, sur requête du demandeur, la procédure d'enregistrement du modèle d'utilité est engagée seulement lorsque la procédure relative à la demande de brevet est terminée ("demande auxiliaire de modèle d'utilité").

Si le demandeur veut obtenir rapidement une protection aussi forte que possible pour son invention, il ne déposera pas une telle requête visant à reporter l'enregistrement. Du fait même de son enregistrement, le modèle d'utilité produit les mêmes effets qu'un brevet ; s'il s'agit d'une demande de brevet ces effets ne sont obtenus qu'après examen quant au fond qui prend du temps (lors de la publication du fascicule de la demande examinée ou maintenant du brevet).

Le demandeur de ces deux titres de protection fera usage de la possibilité d'obtenir un modèle d'utilité à la place d'un brevet, s'il se révèle que les conditions de fond nécessaires pour qu'un brevet soit délivré ne sont pas remplies (notion de nouveauté variable, faible degré d'activité inventive), mais que la protection conférée par le modèle d'utilité peut être obtenue. Par ailleurs, pour de telles "demandes auxiliaires de modèle d'utilité", il ne faut payer, lors de la demande, que la moitié de la taxe de dépôt, soit 25 DM. Une demande auxiliaire de modèle d'utilité peut être transformée à tout moment en une demande normale.

5. Les effets de la protection des modèles d'utilité

De même que le brevet, le modèle d'utilité assure des droits d'utilisation exclusifs, donc le droit d'interdire l'utilisation illicite de l'invention, et il constitue le fondement de l'obligation de verser des dommages-intérêts, de la même manière que pour un brevet.

La durée de validité d'un modèle d'utilité est de trois ans à partir du dépôt de la demande. Sur demande, et contre paiement de la taxe de 350 DM, elle peut être prolongée une fois trois années supplémentaires.

La question de la validité du modèle d'utilité est tranchée, en cas d'action en contrefaçon, par le tribunal compétent. Cependant, si une requête en radiation du modèle d'utilité est en instance devant l'Office allemand ou le Tribunal fédéral des brevets, le tribunal doit suspendre la procédure en contrefaçon afin de mener à son terme la procédure de radiation, s'il considère le modèle d'utilité comme sans effet.

N'importe qui peut demander à l'Office allemand des brevets la radiation d'un modèle d'utilité, en donnant pour motif que les conditions de fond nécessaires à la validité d'un modèle d'utilité ne sont pas remplies. Lors du dépôt de cette requête, une taxe de 300 DM doit être versée.

La radiation est du ressort d'une division des modèles d'utilité, qui se compose de deux membres techniciens (ce sont des examinateurs travaillant dans le domaine technique considéré) et d'un membre juriste, c'est ce dernier qui assure la présidence. Chaque année, un peu plus de cent cinquante demandes de radiation de modèles d'utilité sont déposées. Si la radiation est décidée, le modèle d'utilité s'éteint avec effet rétroactif.

La décision de la division des modèles d'utilité peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal fédéral des brevets ; dans ce cas, la taxe de recours est de 350 DM. Le Tribunal fédéral des brevets se compose, dans le cas des recours relatifs à des requêtes en radiation, d'un président juriste et de deux assesseurs techniciens. Dans certains cas, la décision de la chambre de recours du Tribunal fédéral des brevets peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation devant la cour fédérale de justice (Bundesgerichtshof).

Bibliographie sommaire relative aux modèles d'utilité :

- Bühring, Gebrauchsmustergesetz, Taschenkommentar, Heymanns 1978 ;
- Benkard, Patentgesetz, Gebrauchsmustergesetz, Kommentar, 7.Aufl., Beck 1981 ;
- Busse, Patentgesetz und Gebrauchsmustergesetz, Kommentar, 4.Aufl., Walter de Gruyter 1972.
- et un article actuel publié dans GRUR 1983, p.401-405, J. Starck, Aktuelle Fragen des Gebrauchsmusterrechts nach der Neuordnung des Patentrechts.

A n n e x e s :

- 1) Offenlegungsschrift
- 2) Veröffentlichung der deutschen Übersetzung
der Patentansprüche einer europäischen
Patentanmeldung
- 3) Auslegeschrift
- 4) Patentschrift
- 5) Filmlochkarte
- 6) Recherchenbericht
- 7) Kostenmerkblatt (1981)
- 8) Merkblatt für Patentanmelder (1981)
- 9) Merkblatt für Gebrauchsmusteranmelder (1977)
- 10) Merkblatt über die Erteilung von Auskünften
zum Stand der Technik (1981)
- 11) Expositions internationales

①⑨ BUNDESREPUBLIK
DEUTSCHLAND



DEUTSCHES
PATENTAMT

⑫ **Offenlegungsschrift**
⑪ **DE 30 15 801 A 1**

⑤① Int. Cl. 3:
F 24 J 3/02

②① Aktenzeichen:
②② Anmeldetag:
④③ Offenlegungstag:

P 30 15 801.1 13
24. 4. 80
29. 10. 81

⑦① Anmelder:
Fischer, Dieter, 7056 Weinstadt, DE

⑦② Erfinder:
gleich Anmelder

Prüfungsantrag gem. § 44 PatG ist gestellt

⑤④ **Aus Blech bestehende Lamelle o.dgl. für Kollektoren von Umweltwärme**

DE 30 15 801 A 1

DE 30 15 801 A 1

1

Dieter Fischer
Flaschner- u.
Installateurmeister
Dammstraße 5
7056 Weinstadt 2

3015801

16.4.1980

Patentansprüche

1. Aus Blech bestehende Lamelle o. dgl. für Kollektoren von Umweltwärme, an deren Unterseite mindestens ein Rohr zur Aufnahme eines Wärmeträgers angeordnet ist, dadurch gekennzeichnet, daß das Rohr (2) einstückig aus der Lamelle (1) ausgeformt und längs seiner der Lamelle zugewandten Stoßkante (3) durch eine Naht (5) geschlossen ist.
2. Lamelle nach Anspruch 1, dadurch gekennzeichnet, daß das Rohr (2) an seiner Stoßkante (3) mit kurzen Stegen (4) an die Lamelle angeschlossen ist.
3. Lamelle nach den Ansprüchen 1 oder 2, dadurch gekennzeichnet, daß die Stoßkante (3) durch Schweißen, Löten oder Kleben geschlossen ist.

24-01-01

3015801

Dieter Fischer
Flaschner- u.
Installateurmeister
Dammstraße 5
7056 Weinstadt 2

. 2 .

16.4.1980

"Aus Blech bestehende Lamelle o. dgl. für Kollektoren
von Umweltwärme"

Die Erfindung bezieht sich auf eine aus Blech bestehende
Lamelle o. dgl. für Kollektoren von Umweltwärme, an deren
Unterseite mindestens ein Rohr zur Aufnahme eines Wärme-
trägers angeordnet ist.

Der Erfindung liegt die Aufgabe zugrunde, eine Lamelle die-
ser Art, die aus Stahl-, Aluminium- oder Kupferblech bestehen
kann, einerseits derart auszubilden, daß eine gute Wärme-
leitung von der Lamelle zum Rohr hemmende Einflüsse ver-
mieden werden, andererseits eine platzsparende Anordnungsmög-
lichkeit an Fassaden, Dächern oder sonstigen Freiflächen
möglich ist.

Die gestellte Aufgabe wird erfindungsgemäß dadurch gelöst,
daß das Rohr einstückig aus der Lamelle ausgeformt und
längs seiner der Lamelle zugewandten Stoßkante durch eine
Naht geschlossen ist.

Durch die einstückige Ausbildung von Rohr und Lamelle wird
die von der Lamelle aufgenommene Umweltwärme, z. B. Sonnen-,
Wind- oder Regenwärme, mit günstigem Wirkungsgrad unmittel-
bar an das Rohr weitergeleitet, von wo sie durch den in dem
Rohr fließenden Wärmeträger aufgenommen wird. Ferner wird
durch die einstückige Ausbildung erreicht, daß die Lamelle in

- 3 -

130044/0336

der Tiefe wenig Platz beansprucht, so daß sie baulich günstig insbesondere an Fassaden angeordnet werden kann.

In vorteilhafter Ausgestaltung des Erfindungsgegenstandes kann das Rohr an seiner Stoßkante mit kurzen Stegen an die Lamelle angeschlossen sein.

Die Stoßkante kann in einfacher Weise durch Schweißen, Löten oder Kleben geschlossen sein.

In der Zeichnung ist der Gegenstand der Erfindung in einem Ausführungsbeispiel anhand eines Querschnittes durch eine Lamelle dargestellt.

Hinter einer beispielsweise aus Kupferblech bestehenden Lamelle 1 ist zur Aufnahme eines Wärmeträgers ein Rohr 2 angeordnet. Dieses Rohr 2 ist einstückig aus der Lamelle 1 ausgeformt, derart, daß es an seiner Stoßkante 3 mit kurzen Stegen 4 an die Lamelle 1 angeschlossen ist. Die Stoßkante 3 ist durch eine Naht 5 geschlossen, die bei Kupferblech aus einer Lötnaht besteht.

Im Ausführungsbeispiel ist das Rohr 2 in der Mitte der Lamelle 1 angeordnet. Es ist auch möglich, das Rohr an einem seitlichen Ende der Lamelle 1 vorzusehen und den Teil der an dieser Lamelle anschließenden Lamelle mit einer ausgeformten rohrartigen Rinne derart zu versehen, daß die mit dem Rohr 2 versehene Lamelle in die Rinne der nächsten Lamelle form-schlüssig eingeschoben werden kann.

Leersseite
1

Nummer:

30 15 801

Int. Cl.³:

F 24 J 3/02

Anmeldetag:

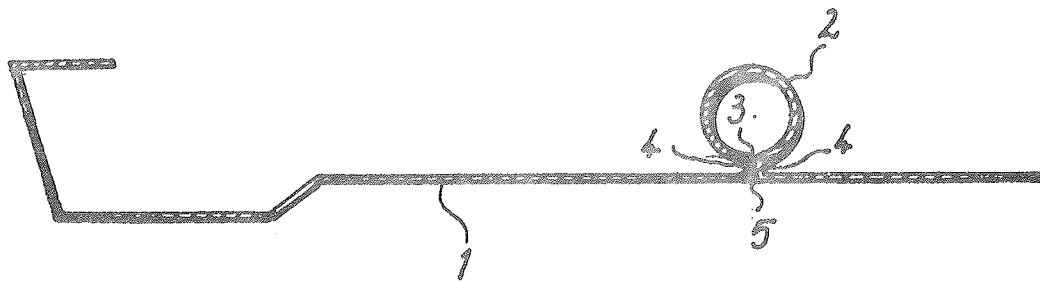
24. April 1980

Offenlegungstag:

29. Oktober 1981

.5.

3015801



130044/0336

(51)

Int. Cl. 2 B 64 C 17/06

H 02 K 1/27

G 01 C 19/06

(19) BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND

DEUTSCHES PATENTAMT



(11)

(12)

Veröffentlichung der Patentansprüche

DE/EP 0027799 A1

der europäischen Patentanmeldung mit der Veröffentlichungsnummer: 0027799
in deutscher Übersetzung

(Artikel II § 2 Gesetz über internationale Patentübereinkommen)

(21)

europäisches Aktenzeichen:

80900483.1

(22)

europäischer Anmeldetag:

27.02.80

(43)

Veröffentlichungstag der europäischen Anmeldung:

06.05.81

(46)

Veröffentlichungstag der Patentansprüche in deutscher Übersetzung:

19.11.81

(30)

Unionspriorität:

05.03.79 V.St.v.Amerika 17352

(32)

(33)

(31)

(54)

Bezeichnung:

Motor mit einem Permanentmagneten und einem
Axialspalt

(71)

Anmelder:

Northrop Corp., Los Angeles, Calif. (V.St.A.)

(72)

Erfinder:

Grohe, Lester R., East Weymouth, Mass.
(V.St.A.)

0027799

PAT. ANWALT
DR. RICHARD KREISSL
Waldmühlweg 46
D-8000 MÜNCHEN 22
Tel. 089/293125

5. Jan. 1981

PATENTANSPRÜCHE

1. Motor mit einem Permanentmagneten und einem Axialspalt, gekennzeichnet durch

A. einen Stator mit zwei Sätzen von in Reihe ge-

schalteten Spulen, die mit einer Phasenver-
schiebung von 90 Grad gewickelt sind, wobei
jeder Spulensatz im wesentlichen ringförmig
um eine Bezugsdrehachse angeordnet ist und
die Achse einer jeden Spule im wesentlichen
parallel zur Bezugsdrehachse verläuft,

B. einen Rotor, der um eine Drehachse drehbar ist
und einen Satz von Permanentmagneten aufweist,
die im wesentlichen ringförmig um die Drehachse
angeordnet sind, wobei die ringförmige An-
ordnung der Magnete im wesentlichen den gleichen
mittleren Radius wie die ringförmige Anordnung
der Spulen hat und das magnetische Moment eines
jeden Magneten im wesentlichen parallel zur Dreh-
achse ist und die magnetischen Momente der benach-
barten Magnete in jedem Satz entgegengesetzt ge-
richtet sind,

C. Einrichtungen zum Ausrichten des Rotors gegen den
Stator, wobei die ringförmige Anordnung der Magnete
derart in unmittelbarer Nähe der ringförmigen An-
ordnung der Spulen liegt, daß der von den Magneten

130713/0023

ausgehende magnetische Fluß mit den Spulen gekoppelt ist,

- D.. Einrichtungen, welche die Bezugsdrehachse und die Drehachse im wesentlichen koaxial halten,
- E. eine mit dem Rotor verbundene Rückführeinrichtung, die für den magnetischen Fluß einen Rückweg schafft, welcher einen kreisförmigen Weg für den durch die Spulen hindurchtretenden, magnetischen Fluß schließt, und
- F. eine Einrichtung, welche die Spulensätze mit Servoeinrichtungen erregt, um die gegenelektromotorische Kraft in den Spulensätzen zu erfassen und hierauf bezogene Steuersignale zu erzeugen, um in den entsprechenden Spulensätzen Wechselströme hervorzurufen, welche eine relative Phasenverschiebung von 90 Grad haben und in Phase mit der erfaßten, gegenelektromotorischen Kraft für die entsprechender Spulensätze sind.

2. Motor nach Anspruch 1, dadurch gekennzeichnet, daß die Magnete vollständig auf einer Seite der Spulensätze angeordnet sind, und die Rückführeinrichtung einen ersten Abschnitt mit verhältnismäßig hoher Permeabilität und einen zweiten Abschnitt mit verhältnismäßig hoher Permeabilität aufweist, wobei der erste Abschnitt mit den Polen der Magnete gekoppelt ist, die von den Spulen am weitesten entfernt sind, und der zweite Abschnitt in unmittelbarer Nähe der Seiten der Spulen liegt, die von den Magneten am weitesten entfernt sind.

3. Motor nach Anspruch 2, dadurch gekennzeichnet, daß die Rückführeinrichtung einen dritten Abschnitt mit verhältnismäßig hoher Permeabilität besitzt, welcher den ersten Abschnitt mit dem zweiten Abschnitt verbindet.

4. Motor nach Anspruch 1, dadurch gekennzeichnet, daß jeder Magnet ein erstes Permanentmagnet-Element auf einer ersten Seite der Spulensätze und ein zweites Permanentmagnet-Element auf der zweiten Seite der Spulensätze aufweist, wobei die ersten und zweiten Elemente eines jeden Magneten gleichgerichtete, koaxiale magnetische Momente aufweisen, und daß die Rückführeinrichtung einen ersten Abschnitt mit verhältnismäßig hoher Permeabilität und einen zweiten Abschnitt mit verhältnismäßig hoher Permeabilität aufweist, wobei der erste Abschnitt mit den Polen der ersten Magnetelemente gekoppelt ist, die von den Spulen am weitesten entfernt sind, und der zweite Abschnitt mit den Polen der zweiten Magnetelemente gekoppelt ist, die von den Spulen am weitesten entfernt sind.

3

51

Int. Cl. 2:

C 07 F 9/40

19 BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND

DEUTSCHES



PATENTAMT

DE 20 37 965 B 2

11

Auslegeschrift 20 37 965

21

Aktenzeichen: P 20 37 965.1-42

22

Anmeldetag: 30. 7. 70

43

Offenlegungstag: 11. 2. 71

44

Bekanntmachungstag: 19. 7. 79

30

Unionspriorität:

32 33 31

31. 7. 69 Schweiz 11649-69

54

Bezeichnung:

Verfahren zur Herstellung von Nickelsalzen von Monoestern der 3,5-Di-tert. butyl-4-hydroxy-benzylphosphonsäure

71

Anmelder:

CIBA-GEIGY AG, Basel (Schweiz)

74

Vertreter:

Zumstein sen., F., Dr.; Assmann, E., Dipl.-Chem. Dr.rer.nat.;
Koenigsberger, R., Dipl.-Chem. Dr.; Holzbauer, R., Dipl.-Phys.;
Zumstein jun., F., Dipl.-Chem. Dr.rer.nat.; Pat.-Anwälte, 8000 München

72

Erfinder:

Kartschmaroff, Peter, Dipl.-Chem., Arlesheim; Moser, Paul, Dr.,
Basel (Schweiz)

56

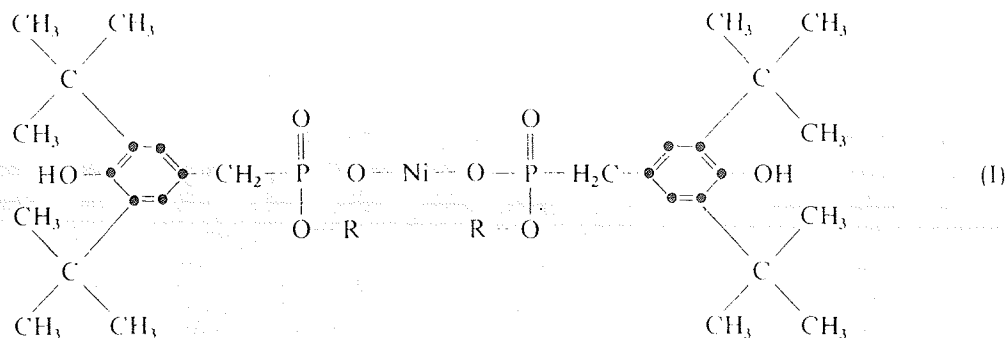
Für die Beurteilung der Patentfähigkeit in Betracht gezogene Druckschriften:

Nichts ermittelt

DE 20 37 965 B 2

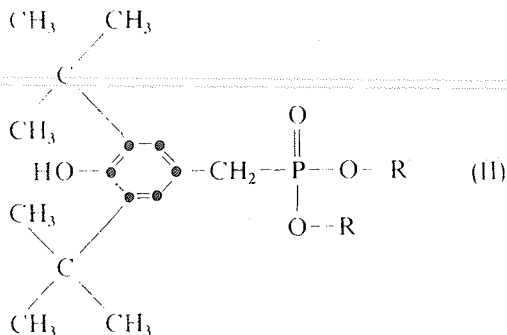
Patentanspruch:

Verfahren zur Herstellung von Nickelsalzen von Monoestern der 3,5-Di-tert.butyl-4-hydroxy-benzylphosphonsäure der Formel I



worin

R die Methyl- oder Äthylgruppe bedeutet, dadurch gekennzeichnet, daß man einen Diester der Formel II



in wäßrigem Medium mit Natron- oder Kalilauge zum Mononatrium- bzw. Monokaliumsalz des entsprechenden Monoesters verseift, das Reaktionsgemisch nach der Verseifung neutralisiert oder schwach ansäuert und ihm hierauf eine wäßrige Lösung eines Nickelsalzes zuzufügt.

Die Erfindung betrifft ein Verfahren zur Herstellung von Nickelsalzen von Monoestern der 3,5-Di-tert.butyl-4-hydroxybenzylphosphonsäure aus entsprechenden Diestern.

Verfahren zur Herstellung solcher Nickelsalze, bei welchen man Diester in wäßrigem Medium zunächst verseift, das entstandene Mononatrium- oder Monokaliumsalz des Monoesters isoliert und im nichtwäßrigen Medium mit Nickelsalzen umsetzt, sind bereits bekannt. Diese Verfahren erfordern eine Reihe von Operationen zur Abtrennung und Trocknung des Zwischenproduktes und sind daher zeitraubend.

So beschreibt das Beispiel 4 der US-PS 33 10 575 die Herstellung des Nickelsalzes des Monobutylesters von 3,5-Di-tert.butyl-4-hydroxybenzylphosphonsäure aus dem vorher isolierten Natriumsalz durch Umsetzung mit Nickelchlorid in Isopropanol/Methanol, Filtration, Eindampfen des Filtrates und Kristallisation des Rückstandes aus Heptan. Das hierzu erforderliche Natriumsalz wird gemäß Beispiel 1 derselben Patentschrift durch alkalische Verseifung des Dibutylesters in

20 wäßrigem Methanol, Neutralisation mit konzentrierter Salzsäure, Filtration, Eindampfen des Filtrates, Lösen des Rückstandes in Isopropanol, neuerlicher Filtration und Eindampfen des Filtrates sowie Kristallisation des Rückstandes aus Heptan gewonnen. Insgesamt bedeutet also der Weg vom Diester zum Nickelsalz des Monoesters einen erheblichen technischen Aufwand.

Im Beispiel 18 dieser US-PS ist eine etwas modifizierte Arbeitsweise für das Nickelsalz des Monoöctylesters beschrieben. Dabei braucht das Natriumsalz nicht isoliert werden, dafür wird der freie Halbester isoliert und durch Molekulardestillation gereinigt. Die Trennung des in Methanol bereiteten Nickelsalzes vom NaCl geschieht durch Extraktion mit Hexan.

35 Diese umständliche und aufwendige Verfahrensweise ist deshalb notwendig, weil bei der naheliegenden Umsetzung der wäßrig-alkalischen Verseifungslösung des Diesters, die das Alkalisalz des Halbesters enthält, mit Nickelchlorid oder anderen Schwermetallsalzen das Metall des Halbesters als Schmiere anfällt, die durch Metalloxid verunreinigt ist. Die direkte Isolierung von Schmieren ist bekanntlich fast unmöglich, man muß daher das Metallphosphonat aus dem wäßrigen Reaktionsgut mit einem organischen Lösungsmittel extrahieren, wie es in den Beispielen 9 und 10 der US-PS 33 10 375 für das Cd- und Ba-Salz des Monobutylesters beschrieben ist.

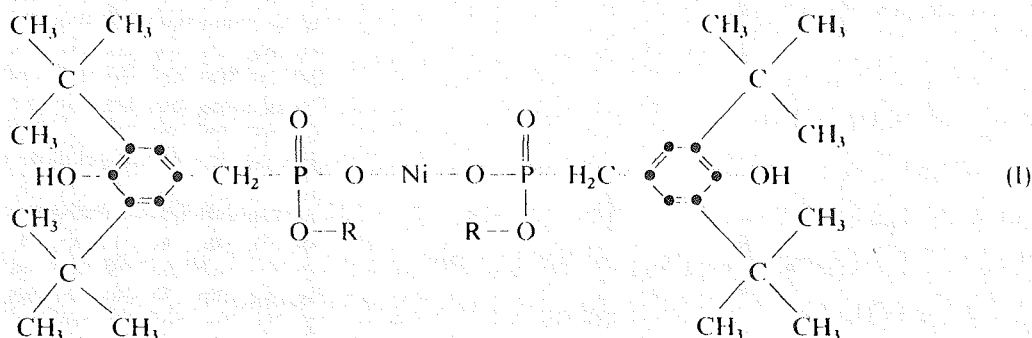
Dieselbe Erscheinung, daß Nickel- oder andere Schwermetallsalze aus wäßrigem Reaktionsmedium 40 schmierig anfallen und zur Isolierung mit organischen Lösungsmitteln extrahiert werden müssen, ist auch für strukturähnliche Verbindungen beschrieben worden, nämlich für Salze von Phosphorigsäurepartialestern in der US-PS 33 95 112 und für Salze von Phosphorsäuren in der US-PS 34 88 368.

Überraschend wurde gefunden, daß eine einfache Herstellung für das Nickelsalz des Monomethyl- oder Monoäthylesters der 3,5-Di-tert.butyl-4-hydroxybenzylphosphonsäure in wäßrigem Medium ohne Isolierung des freien Halbesters oder des Alkalisalzes möglich ist, wenn man eine bestimmte Verfahrensweise einhält.

Das in wäßrigem Medium gebildete Nickelsalz fällt dabei fast quantitativ und in hoher Reinheit in kristalliner, gut filtrierbarer Form an. Dies war aus den negativen Versuchen mit dem Monobutylester oder Monoestern höherer Alkohole nicht vorherzusehen.

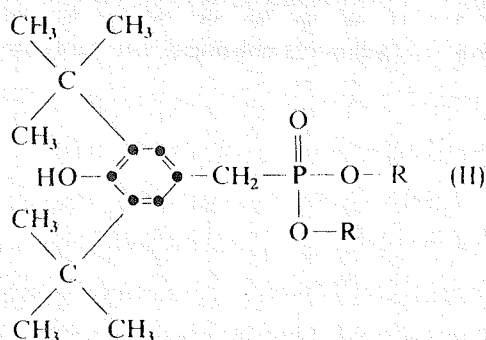
Gegenstand der Erfindung ist daher ein Verfahren zur Herstellung von Nickelsalzen von Monoestern der

3,5-Di-tert.butyl-4-hydroxy-benzylphosphonsäure der Formel I



worin

R die Methyl- oder Äthylgruppe bedeutet, das dadurch gekennzeichnet ist, daß man einen Diester der Formel II



in wäßrigem Medium mit Natron- oder Kalilauge zum Mononatrium- bzw. Monokaliumsalz des entsprechenden Monoesters verseift, das Reaktionsgemisch nach der Verseifung neutralisiert oder schwach ansäuert und ihm hierauf eine wäßrige Lösung eines Nickelsalzes

zufügt. Die Verseifung des Diesters kann mit einer äquivalenten Menge Lauge, also pro Mol Diester mit einem Mol Natriumhydroxyd oder Kaliumhydroxyd, durchgeführt werden, wenn die Temperatur, bei welcher die Verseifung vorgenommen wird, genügend hoch ist. Zweckmäßigerweise verwendet man aber einen Überschuß an Lauge, z. B. 20%, wobei man während 4–6 Stunden im Druckgefäß eine Temperatur zwischen 120 und 140, vorzugsweise zwischen 125 und 130°C, was einem Überdruck von 1,8 bis 2,0 Atmosphären entspricht, einhält. Allenfalls kann die Verseifung auch ohne Überdruck bei tieferen Temperaturen durchgeführt werden, wobei aber die Reaktionsdauer stark verlängert wird. Um diese zu verkürzen, können dem Reaktionsgemisch mehrwertige Alkohole, beispielsweise Äthylenglykol, oder einwertige Alkohole wie n-Butanol, Äthylenglykolmonomethyläther oder Äthylenglykolmonoäthyläther zugefügt werden, wodurch sich die Temperatur der Mischung ohne Überdruck auf 100–120°C erhöhen läßt.

Zum Neutralisieren oder leichten Ansäuern des Reaktionsgemisches nach der Verseifung wird zweckmäßigerweise eine Mineralsäure, wie Salzsäure, verwendet. Als wäßrige Nickelsalzlösung kommen Lösungen von Nickelchlorid, -nitrat, -sulfat und -acetat in Betracht.

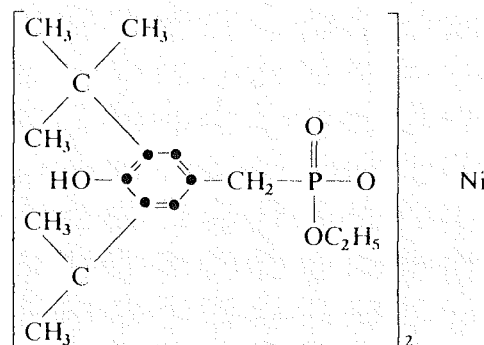
Die Diester können in bekannter Weise hergestellt werden, z. B. durch Umsetzen des 3,5-Di-tert.butyl-4-hy-

droxy-benzylchlorids oder -bromids mit Trimethyl- oder Triäthylphosphit, wie in der US-Patentschrift 30 06 945 beschrieben.

Die erfindungsgemäß hergestellten Verbindungen sind wertvolle Stabilisatoren und dienen als Lichtschutzmittel für synthetische Polymere, insbesondere für Polyolefine; ferner vermögen sie die Färbereigenschaften von synthetischen Polymeren zu verbessern.

In den folgenden Beispielen sind die Temperaturen in Celsiusgraden angegeben.

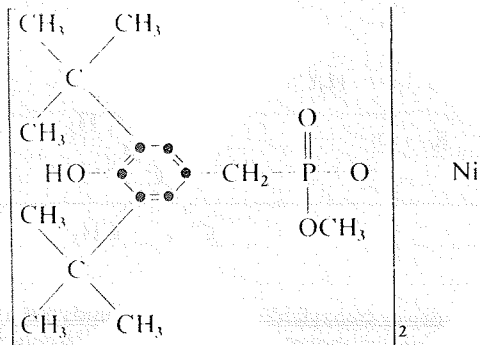
Beispiel 1



356 g (1 Mol) 3,5-Di-tert.butyl-4-hydroxy-benzylphosphonsäure-diäthylester werden in einem Druckgefäß in einem Gemisch von 160 g 30%iger Natronlauge (1,2 Mol) und 400 ml Wasser suspendiert. Dann wird die Mischung unter Stickstoff bis zu einem Überdruck von 1,8 bis 2,0 Atmosphären erwärmt, was einer Temperatur von 125–130° entspricht. Während 5 Stunden wird dieser Druck durch Wärmezufuhr aufrechterhalten. Nachher wird die Mischung abgekühlt und mit 600 ml Wasser verdünnt, worauf man den pH-Wert des Reaktionsgemisches mit ca. 24 g 30%iger Salzsäure auf pH 6,0 senkt und die Lösung durch Filtration klärt. In das auf 35–40° gekühlte Filtrat, das das Natriumsalz des 3,5-Di-tert.butyl-4-hydroxybenzylphosphonsäuremonoäthylesters enthält, wird im Laufe einer Stunde eine Lösung von 119 g (0,5 Mol) Nickelchloridhexahydrat in 60 ml Wasser zugetropft und die dabei entstandene kristalline Suspension anschließend eine halbe Stunde bei derselben Temperatur gerührt. Nun trennt man die Mutterlauge durch Zentrifugieren ab, wäscht mit 250 ml Wasser und trocknet den blaugrünen Niederschlag bei einem Druck von 11 mm bei 70–80° bis zur Gewichtskonstanz. Man erhält ein gelbes Pulver, dessen elementare Zusammensetzung derjenigen eines

noch 2–4% Wasser enthaltenden Nickelsalzes des oben genannten Halbesters entspricht. Die Ausbeute beträgt 95% der Theorie.

Beispiel 2



342 g (1 Mol) 3,5-Di-tert.butyl-4-hydroxy-benzylphosphonsäuredimethylester werden in einem Druckgefäß in einem Gemisch von 400 ml Wasser und 224 g 30%iger Kalilauge (1,2 Mol) suspendiert. Dieses

Gemisch wird unter Stickstoff bis zu einem Überdruck von 1,8 bis 2,0 Atmosphären aufgeheizt, was einer Temperatur von 125–130° entspricht. Dieser Druck wird während 5 Stunden durch Wärmezufuhr aufrechterhalten. Dann wird das Gemisch gekühlt und mit 600 ml Wasser verdünnt, worauf man den pH-Wert des Reaktionsgemisches mit ca. 24 g 30%iger Salzsäure auf pH 6,0 senkt und die Lösung durch Filtration klärt. In das auf 35–40° abgekühlte Filtrat, das das Kaliumsalz des 3,5-Di-tert.butyl-4-hydroxy-benzylphosphonsäuremonomethylesters enthält, wird im Laufe einer Stunde eine Lösung von 119 g (0,5 Mol) Nickelchloridhexahydrat in 60 ml Wasser zugetropft und die dabei entstandene kristalline Suspension anschließend eine halbe Stunde bei derselben Temperatur gerührt. Nun trennt man die Mutterlauge durch Zentrifugieren ab, wäscht den Niederschlag mit 250 ml Wasser und trocknet anschließend das blaugrüne Produkt bei einem Druck von 11 mm Hg bei 70–80° bis zur Gewichtskonstanz. Man erhält ein gelbes Pulver, dessen elementare Zusammensetzung derjenigen eines noch 2–4% Wasser enthaltenden Nickelsalzes des oben genannten Halbesters entspricht. Die Ausbeute beträgt 95% der Theorie.

①⑨ BUNDESREPUBLIK
DEUTSCHLAND



DEUTSCHES
PATENTAMT

⑫ Patentschrift
⑪ DE 24 15 180 C 2

⑤① Int. Cl. 3:
B 60 S 1/40

4

②① Aktenzeichen: P 24 15 180.2-22
②② Anmeldetag: 29. 3. 74
④③ Offenlegungstag: 9. 10. 75
④⑤ Veröffentlichungstag: 26. 11. 81
Einspruchsfrist 3 Monate nach Veröffentlichung der Erteilung

⑦③ Patentinhaber:
Robert Bosch GmbH, 7000 Stuttgart, DE

⑦② Erfinder:
Keller, Fritz, 7582 Bühlertal, DE; Weber, André, Strasbourg,
FR

⑤⑥ Entgegenhaltungen:
DE-OS 22 63 788

⑤④ Wischanlage für Fahrzeugscheiben

DE 24 15 180 C 2

DE 24 15 180 C 2

Patentansprüche:

1. Wischanlage für Fahrzeugscheiben mit einem Wischarm, einem an dem Wischarm um eine quer zur Längsrichtung des Wischarms und parallel zur Scheibe liegende Querachse schwenkbar anlenkbaren Zwischenstück und einem an diesem um eine senkrecht zu der zu reinigenden Scheibe liegende Schwenkachse drehbar angelenkten Wischblatt mit einem Tragbügel, dadurch gekennzeichnet, daß das Zwischenstück (12) eine Grundfläche (13) aufweist, die etwa senkrecht zur Drehachse zwischen Wischblatt und Zwischenstück (12) verläuft, und daß von dieser Grundfläche (13) zum Tragbügel (10) hin, in Richtung des Wischblatts auseinanderstrebende Anschlagflächen (23, 24) abgewinkelt sind und daß von der Grundfläche (13) etwa senkrecht und parallel zueinander Führungsflächen (17, 18) zur Führung des zwischen diesen um die Querachse (19) schwenkbaren Wischarms (21) abstehen.

2. Wischanlage nach Anspruch 1, dadurch gekennzeichnet, daß das Zwischenstück (12) mit den Anschlagflächen (23, 24) und den Führungsflächen (17, 18) einstückig aus Kunststoff hergestellt ist.

3. Wischanlage nach Anspruch 2, dadurch gekennzeichnet, daß die Querachse (19) einstückig mit dem Zwischenstück (12) hergestellt ist.

4. Wischanlage nach den vorhergehenden Ansprüchen, dadurch gekennzeichnet, daß ein durchsichtiger Kunststoff zur Herstellung des Zwischenstückes (12) verwendet ist.

Die Erfindung bezieht sich auf eine Wischanlage für Fahrzeugscheiben mit einem Wischarm, einem an den Wischarm um eine quer zur Längsrichtung des Wischarms und parallel zur Scheibe liegende Querachse schwenkbar anlenkbaren Zwischenstück und einem an diesem um eine senkrecht zu der zu reinigenden Scheibe liegende Schwenkachse drehbar angelenkten Wischblatt mit einem Tragbügel.

Gegenstand ist also kurz gesagt eine Wischanlage mit einem sogenannten gesteuerten Wischblatt. Bei diesen Anlagen wird das Wischblatt zumindest während eines Teils der Schwenkbewegung um eine Achse senkrecht zu der zu reinigenden Scheibe gedreht, wodurch eine Vergrößerung des Wischfeldes erreicht wird, denn bei geeigneter Ausbildung kann man erreichen, daß das Wischblatt in den Umkehrlagen parallel zum Scheibenrand verläuft, während bei anderen Systemen wenigstens in der einen Umkehrlage ein ungewischter Sektor zum Rand der Scheibe hin übrig bleibt.

Es ist eine dementsprechende Anlage DE-OS 22 63 788) bekannt, bei dem am Tragbügel des Wischblatts ein Schwenkbolzen senkrecht zu der zu reinigenden Scheibe schwenkbar verankert ist, in dessen Gelenkkopf sich senkrecht ein Lagerbolzen erstreckt, an dem das Zwischenstück angelenkt ist. Der Wischarm ist starr mit dem Zwischenstück verbunden, so daß die Anpreßkraft über dieses Zwischenstück direkt auf den Gelenkkopf des Schwenkbolzens übertragen wird. Bei dieser Ausführung ist jedoch eine einwandfreie Führung des Wischblatts nicht gewährleistet. Dieses wird sich im Laufe der Betriebszeit um eine Achse parallel zu seiner

Längsrichtung gegenüber dem Wischblatt verschwenken, was zur Folge hat, daß die Wischkante nicht mehr mit der für eine einwandfreie Wischwirkung erforderlichen Winkellage gegenüber der Scheibe auf dieser aufliegt. Außerdem weist dieses bekannte Zwischenstück eine komplizierte Raumform auf, so daß es mit einfachen Mitteln nicht herstellbar ist. Auch sind bei dieser bekannten Anlage die Mittel zum Begrenzen der Schwenkbewegung sehr kompliziert, was die Wischanlage weiter verteuert.

Aufgabe der Erfindung ist es, derartige Anlagen so weiterzubilden, daß eine einwandfreie Führung des Wischarms gewährleistet ist, wobei das Zwischenstück einfach herstellbar sein soll.

Diese Aufgabe wird erfindungsgemäß dadurch gelöst, daß das Zwischenstück eine Grundfläche aufweist, die etwa senkrecht zur Drehachse zwischen Wischblatt und Zwischenstück verläuft, und daß von dieser Grundfläche zum Tragbügel hin, in Richtung des Wischblatts auseinanderstrebende Anschlagflächen abgewinkelt sind und daß von der Grundfläche etwa senkrecht und parallel zueinander Führungsflächen zur Führung des zwischen diesen um die Querachse schwenkbaren Wischarms abstehen.

Bei einer derartigen Ausbildung des Zwischenstückes wird eine einwandfreie Führung des Wischarms durch die Führungsflächen gewährleistet. Die Anschlagflächen zur Schwenkbegrenzung sind einstückig an das Zwischenstück angeformt, so daß zusätzliche Teile, die nur umständlich montiert werden können, entfallen.

Ein derartiges Zwischenstück kann gemäß einer vorteilhaften Weiterbildung der Erfindung mit den Anschlagflächen und den Führungsflächen einstückig aus Kunststoff hergestellt sein.

Wenn gemäß einer weiteren vorteilhaften Ausgestaltung der Erfindung zur Herstellung des Zwischenstückes ein durchsichtiger Kunststoff verwendet wird, wird die Sicht des Fahrers nicht beeinträchtigt.

Die sich zwischen den Führungsflächen erstreckende Querachse kann einstückig mit dem Zwischenstück hergestellt werden, so daß ein umständlicher Nietvorgang entfällt.

Es zeigt

Fig. 1 eine Explosionsdarstellung und

Fig. 2 eine perspektivische Gesamtansicht auf die Verbindungsstelle von Wischarm und Wischblatt

In Fig. 1 ist mit 10 ein im Querschnitt U-förmiger Tragbügel bezeichnet, an dem in bekannter Weise eine nicht näher dargestellte Wischleiste aufgehängt ist. Es können also die bereits bekannten Wischblätter für die erfindungsgemäße Anlage verwendet werden, wobei lediglich in den Rücken des Tragbügels eine Bohrung 11 zum gelenkigen Anlenken des Zwischenstückes 12 einzuarbeiten ist.

Das Zwischenstück 12 hat eine Grundfläche 13 mit einer Bohrung 14. Zwischenstück und Tragbügel sind über einen Niet 15 und gegebenenfalls unter Zwischenfügung einer Unterlegscheibe 16 gelenkig miteinander verbunden, wobei diese Gelenkachse während des Wischbetriebs senkrecht zu der zu reinigenden Scheibe zeigt. Die Grundfläche 13 steht damit senkrecht zu dieser Drehachse und liegt etwa parallel zum Rücken des Tragbügels 10.

Das Zwischenstück hat zwei parallel zueinander und senkrecht nach oben von der Grundfläche 13 abstehende Führungsflächen 17 und 18, zwischen denen sich eine Schwenkachse 19 erstreckt. Mit dieser Schwenkachse ist eine in bekannter Weise ausgebildete, aus Kunststoff

hergestellte zwischenklige Feder 20 verrastbar. Diese Feder 20 dient als Kupplungsstück für einen Wischarm 21 mit einem U-förmig abgewinkelten Ende.

Die Grundfläche 13 des Zwischenstücks 12 hat einen rechteckigen Bereich zwischen den beiden Führungsflächen 17 und 18 und einen sich daran anschließenden trapezförmigen Teil 22, von dem in Richtung auf den Tragbügel 10 Anschlagflächen 23 und 24 abgewinkelt sind. Diese Anschlagflächen 23 und 24 streben in Richtung des Wischblatts auseinander und dienen zur Begrenzung der Schwenkbewegung des Tragbügels bzw. des Wischblatts gegenüber dem Zwischenstück 12, in dem sie an die Seitenflächen des Tragbügels anschlagen.

Der besondere Vorteil der Erfindung besteht in der einfachen Raumform des Zwischenstückes, das einschließlich der Anschlagflächen, der Führungsflächen und der Schwenkachse 19 einstückig aus Kunststoff, insbesondere aus durchsichtigem Kunststoff, hergestellt sein kann. Dieses Zwischenstück läßt sich ohne große Änderungen auch nachträglich an jedem bekannten Wischblatt schwenkbar anlenken, so daß der Wischwinkel bekannter Anlagen nachträglich vergrößert werden kann. Ein weiterer besonderer Vorzug besteht darin, daß die herkömmlichen Wischarme verwendbar sind, denn an der Schwenkachse 19 können die verschiedenartigsten, dem jeweiligen Wischarmende angepaßten Zwischenstücke angelenkt werden.

Hierzu 2 Blatt Zeichnungen

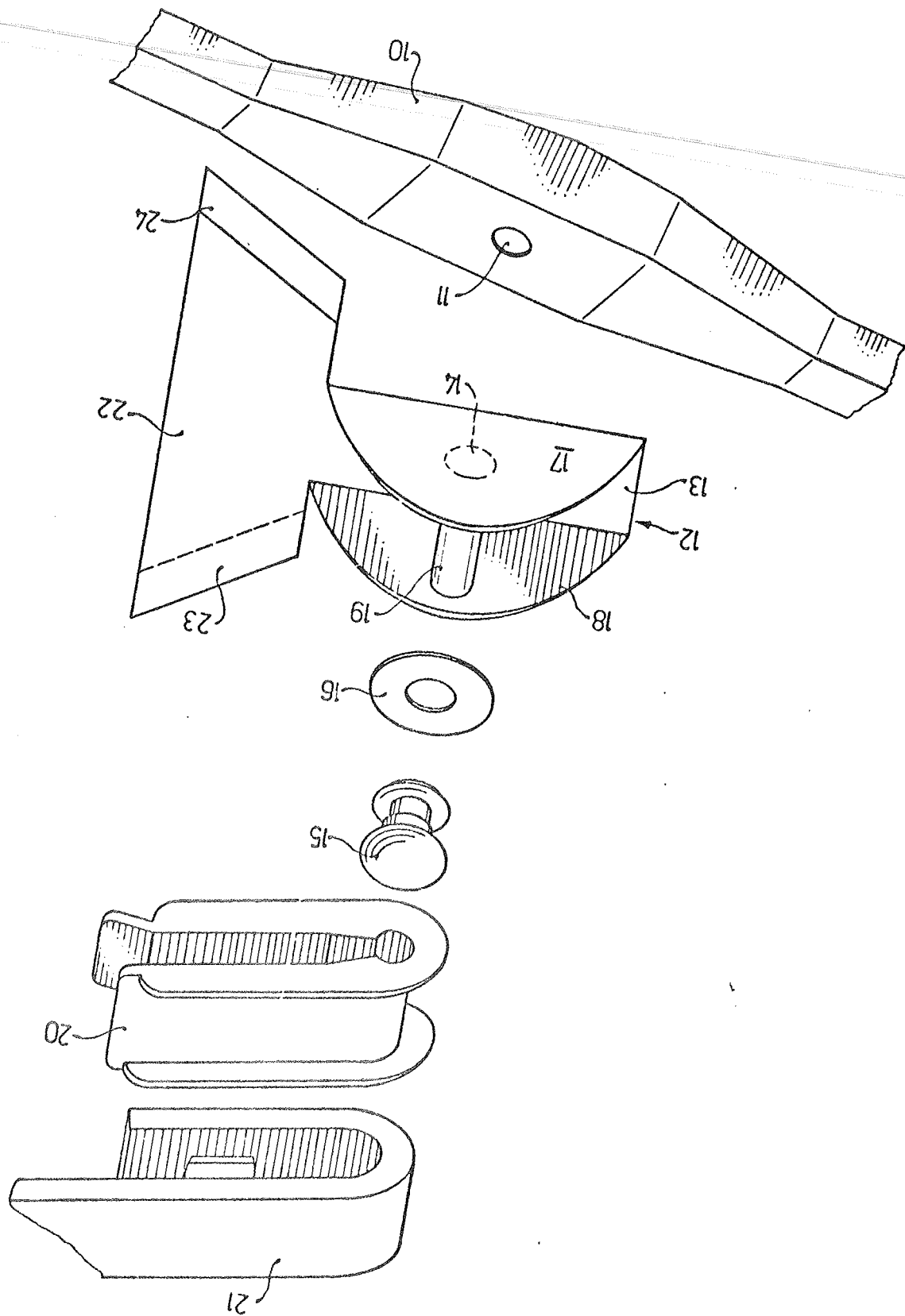
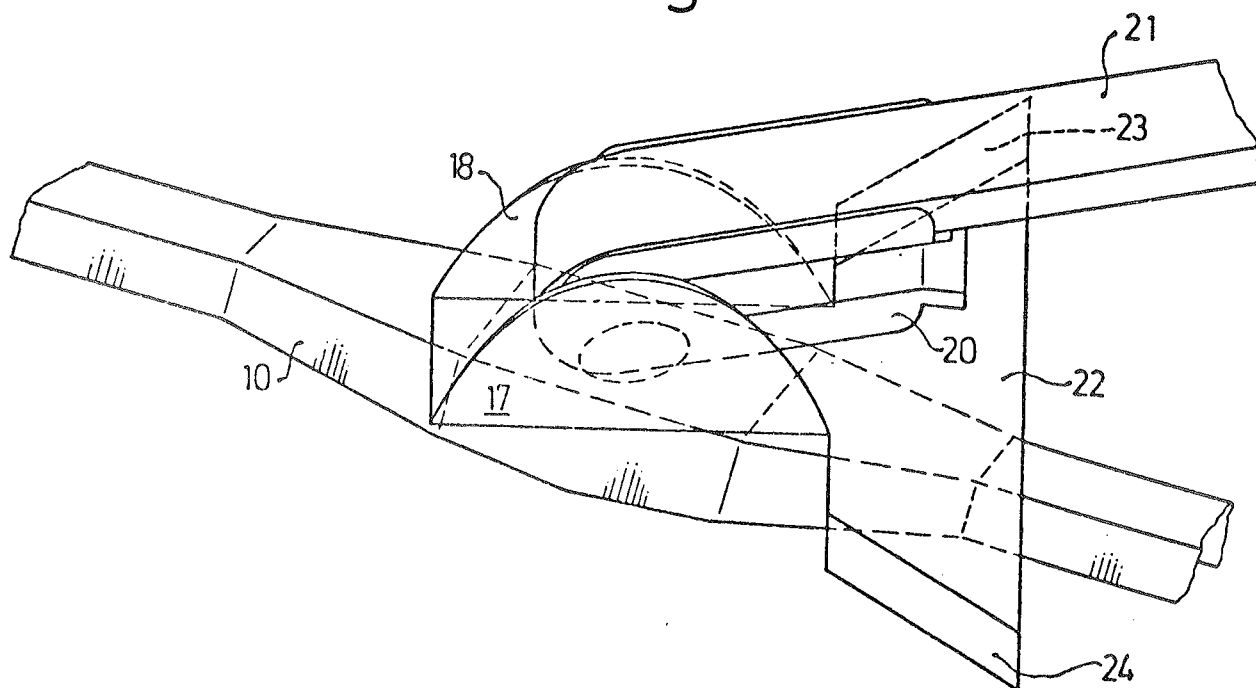


Fig. 1

Nummer: 24 15 180
 Int. Cl. 3: B 60 S 1/40
 Veröffentlichungstag: 26. November 1981

Fig. 2



DEUTSCHES PATENTAMT

Aktenexemplar

1. Juni 1982

8000 MÜNCHEN 2 3204

Zweibrückenstraße 12

Datum

6

Fernruf 0 89 / 2 19 51

Fernruddurchwahl über 0 89 / 21 95

Aktenzeichen: P 31 41 786.8

Ihr Zeichen: 11130/R1

Anmeldernummer: 1040642

MICA FIL AG

Herren Patentanwälte
Dr. Dieter v. Bezold
Dipl.-Ing. Peter Schütz
Dipl.-Ing. Wolfgang Heusler
Maria-Theresia-Str. 22
Postfach 86 02 60

8000 München 86

Auf Grund des vom



Anmelder



Antragsteller

21. Oktober 1981

gemäß § 43 Abs. 1 des Patentgesetzes gestellten Antrags vom

sind zu der Patentanmeldung mit dem oben angegebenen Aktenzeichen die auf der beigefügten Liste (Anlage 1) angegebenen öffentlichen Druckschriften ermittelt worden.

Ermittelt wurde in folgenden Patentklassen:

Prüfername

H 02 K 15-06
Klasse / Gruppe H 02 K 15-00, 15-085, 15-09

Patentabteilung: 32/18.02.1982

Klasse / Gruppe H 02 K 15-095

Patentabteilung:

Klasse / Gruppe H 02 K 15-095

Patentabteilung:

Klasse / Gruppe H 02 K 3-00, 3-28 A, 3-38-3

Patentabteilung:

Klasse / Gruppe

Patentabteilung:

Klasse / Gruppe

Patentabteilung:

In Betracht gezogen ist Prüfstoff folgender Länder (teilweise nur Lit. D, US, JA recherchiert)



Deutschland



Frankreich



USA



Dänemark



Japan



Österreich



Belgien



Schweden



Italien



UDSSR



Schweiz



Großbritannien



Die von den angekreuzten Ländern ausgegebenen Patentschriften u. dgl. sind, soweit sie im Deutschen Patentamt im wesentlichen vollständig vorhanden sind, bei der Druckschriftenermittlung durchgesehen worden. Eine Gewähr für Vollständigkeit der Ermittlung wird nicht geleistet (§ 43 Abs. 7 PatG).

Die angegebene Patentliteratur kann in den Auslegehallen des Deutschen Patentamts, 8000 München 2, Zweibrückenstraße 12 oder 1000 Berlin 61, Gitschiner Str. 97-103 eingesehen werden; deutsche Patentschriften, Auslegeschriften und Offenlegungsschriften auch in den Patentschriften-Auslegestellen. Ein Verzeichnis über diese Auslegestellen wird auf Wunsch vom Deutschen Patentamt übersandt. Die genannten Literaturstellen können ferner in Ablichtung vom Deutschen Patentamt sowie von einigen Privatfirmen bezogen werden.

Anlagen:

Patentabteilung 01



Anlage 1 zur Druckschriften-Mitteilung

Recherchen-Leitstelle



Anlage 2 zur Druckschriften-Mitteilung

7

Druckschrift(en) (Ablichtung-en)

DEUTSCHES PATENTAMT

Postanschrift: Deutsches Patentamt, 8000 München 2

DATUM: 04.06.82 SEITE: 1

P 31 41 726.2

Anlage 1

zur Mitteilung über die ermittelten Druckschriften
gemäß § 43 des Patentgesetzes

Druckschriften:

DE-AS 11 13 313

DE-OS 32 06 234

US 40 74 418

CH 30 00 1

DE-OS 23 24 676

CH 6 22 913

US 40 00 764

Bitte Anmelder/Inhaber + Aktenzeichen bei allen Eingaben angeben; bei Zahlungen auch Verwendungszweck. Hinweise auf Rückseite beachten.

Dienstgebäude in München:

Winzererstraße 47 a/Saarstraße 5:

(Postanschrift siehe oben; Annahmestelle und Nachbriefkasten nur Zweibrückenstr. 12)

Zweibrückenstraße 5-7 Breiterhof:

Zweibrückenstraße 12:

Formular (0.00) 01.00

Anlage 2

zur Mitteilung über die ermittelten Druckschriften gemäß § 43 des Patentgesetzes

betr. Patentanmeldung P 31 41 786.8

Erläuterungen zu den ermittelten Druckschriften:

Zu Anspruch 1: US- 40 00 764

Zu Anspruch 2: -

Zu Anspruch 3: US- 40 74 418

Zu Anspruch 4 bis 6: -

Zu Anspruch 7: US- 40 74 418
US- 40 00 764

Zu Anspruch 8 bis 10: -

Zum Stand der Technik: DE-AS 16 13 313
DE-OS 23 24 676
DE-GM 68 06 934
CH- 6 22 913
US- Re 30 001

In den Erläuterungen bedeuten:

- „AT“: Anmeldetag einer älteren deutschen Patentanmeldung, die bereits als Druckschrift vorliegt.
„Veröff.“: Ausgabetag einer Druckschrift im Prioritätsintervall.
„=“: Druckschriften, die auf dieselbe Ursprungsanmeldung zurückgehen („Patentfamilien“).
„-“: Nicht ermittelt.
„O“: Nicht recherchiert, da allgemein bekannter Stand der Technik.

DEUTSCHES PATENTAMT

Zweibrückenstraße 12
8000 München 2

Fernruf: (0 89) 21 95 - 0; Fernschreiber: 5 23 534

Konten der Zahlstelle:

Postgiroamt München 791 91-803 (BLZ 700 100 80)

Landeszentralbank München 700 010 54 (BLZ 700 000 00)

Deutsches Patentamt

Dienststelle Berlin

Gitschiner Straße 97-103

1000 Berlin 61

Fernruf: (0 30) 25 94 - 1; Fernschreiber 1 83 604

Konten der Zahlstelle:

Postgiroamt Berlin West 75 00-100 (BLZ 100 100 10)

Landeszentralbank Berlin 100 010 10 (BLZ 100 000 00)

Kostenmerkblatt

(Gebühren und Auslagen des Deutschen Patentamts und des Bundespatentgerichts)

Ausgabe Januar 1981

(Die Angaben in den Klammern ohne Gesetzeshinweis beziehen sich auf das Patent-, Gebrauchsmuster- oder Warenzeichengesetz in der jeweils geltenden Fassung).

1 – Allgemeines

(1) Die Höhe der Kosten ergibt sich, soweit nicht anderweitig durch Gesetz oder auf Grund gesetzlicher Ermächtigungen Bestimmungen getroffen sind, aus dem „Gesetz über die Gebühren des Patentamts und des Patentgerichts“ vom 18. August 1976 (Bundesgesetzblatt I BGBl. I S. 2188; Blatt für Patent-, Muster- und Zeichenwesen I Bl.f.PMZ I 1976, S. 257), zuletzt geändert durch Gesetz vom 26. Juli 1979 (BGBl. I S. 1269; Bl.f.PMZ 1979, S. 266) – auszugsweise abgedruckt unter Nr. 2 –, der „Verordnung über Verwaltungskosten beim Deutschen Patentamt“ vom 26. Juni 1970 (BGBl. I S. 835; Bl.f.PMZ 1970, S. 210), zuletzt geändert durch Verordnung vom 1. Juli 1980 (BGBl. I S. 826; Bl.f.PMZ 1980, S. 243) – auszugsweise abgedruckt unter Nr. 3 – und für die Auslagen des Bundespatentgerichts aus dem „Gerichtskostengesetz“ in der Fassung vom 15. Dezember 1975 (BGBl. I S. 3047), zuletzt geändert durch Gesetz vom 18. August 1980 (BGBl. I S. 1503).

(2) Die Verkaufspreise für Druckschriften und sonstige Unterlagen sind unter Nr. 4 abgedruckt.

(3) Bestimmungen über die der Barzahlung gleichgestellten Zahlungsformen enthält die „Verordnung über die Zahlung der Gebühren des Deutschen Patentamts und des Bundespatentgerichts“ vom 5. September 1968 (BGBl. I S. 1000; Bl.f.PMZ 1968, S. 280). Auch die Kosten des Bundespatentgerichts sind, sofern nicht Gebührenmarken des Patentamts verwendet werden, an die Zahlstelle des Deutschen Patentamts München oder die Zahlstelle der Dienststelle Berlin des Deutschen Patentamts zu entrichten.

Achtung!

Bei Überweisung mit Bank- oder Sparkassen-Zahlungsaufträgen gilt als Einzahlungstag der Tag, an dem der Betrag auf einem der Konten der Zahlstelle des Deutschen Patentamts gutgeschrieben wird.

2 – Auszug aus dem Gesetz über die Gebühren des Patentamts und des Patentgerichts vom 18. August 1976**§ 1****Gebührenverzeichnis**

Die Gebühren des Deutschen Patentamts und des Bundespatentgerichts bestimmen sich, soweit sie nicht anderweitig gesetzlich festgesetzt sind, nach dem anliegenden Gebührenverzeichnis.

Anlage zu § 1

Gebührenverzeichnis

Nummer	Gebührentatbestand	Gebühr in Deutsche Mark
100 000	A. Gebühren des Patentamts	
110 000	I. Patentsachen	
111 000	1. Erteilungsverfahren	
111 100	a) Für die Anmeldung (§ 35 Abs. 3 des Patentgesetzes)	100
111 200	b) Für den Antrag auf Ermittlung der in Betracht zu ziehenden Druckschriften (§ 43)	
111 201	wenn ein Antrag nach § 43 Abs. 1 Satz 1 gestellt worden ist ¹⁾	200
111 202	wenn ein Antrag nach § 43 Abs. 1 Satz 2 gestellt worden ist ¹⁾	850

1) Für Anmeldungen, die vor dem Inkrafttreten des Gemeinschaftspatentgesetzes, also vor dem 1. Januar 1981, eingereicht wurden, verbleibt es bei den bisher geltenden Vorschriften.

2) Für diese vom Gesetzgeber ursprünglich vorgesehene Recherche fehlen derzeit die weiteren gesetzlichen Voraussetzungen; sie ist daher nicht möglich.

Gebührenverzeichnis (Fortsetzung)

Nummer	Gebührentatbestand	Gebühr in Deutsche Mark
111 300	c) Für den Antrag auf Prüfung der Anmeldung (§ 44),	
111 301	wenn ein Antrag nach § 43 bereits gestellt worden ist	250
111 302	wenn ein Antrag nach § 43 nicht gestellt worden ist	400
111 500	d) Für die Erteilung des Patents (§ 57 Abs. 1) ¹⁾	150
112 000	2. Verwaltung eines Patents oder einer Anmeldung	
112 100	a) Patentjahresgebühr ²⁾	
112 103	für das 3. Patentjahr (§ 17 Abs. 1)	100
112 104	für das 4. Patentjahr (§ 17 Abs. 1)	100
112 105	für das 5. Patentjahr (§ 17 Abs. 1)	150
112 106	für das 6. Patentjahr (§ 17 Abs. 1)	225
112 107	für das 7. Patentjahr (§ 17 Abs. 1)	300
112 108	für das 8. Patentjahr (§ 17 Abs. 1)	400
112 109	für das 9. Patentjahr (§ 17 Abs. 1)	500
112 110	für das 10. Patentjahr (§ 17 Abs. 1)	600
112 111	für das 11. Patentjahr (§ 17 Abs. 1)	800
112 112	für das 12. Patentjahr (§ 17 Abs. 1)	1050
112 113	für das 13. Patentjahr (§ 17 Abs. 1)	1300
112 114	für das 14. Patentjahr (§ 17 Abs. 1)	1550
112 115	für das 15. Patentjahr (§ 17 Abs. 1)	1800
112 116	für das 16. Patentjahr (§ 17 Abs. 1)	2100
112 117	für das 17. Patentjahr (§ 17 Abs. 1)	2400
112 118	für das 18. Patentjahr (§ 17 Abs. 1)	2700
112 119	für das 19. Patentjahr (§ 17 Abs. 1) ³⁾	3000
112 120	für das 20. Patentjahr (§ 17 Abs. 1) ³⁾	3300
112 200	b) Zuschlag für die Verspätung der Zahlung einer Gebühr der Nummern 111 500 und 112 100 (§ 57 Abs. 1 Satz 3, § 17 Abs. 3 Satz 2)	10 vom Hundert der nachzuzahlenden Gebühr
113 000	3. Sonstige Anträge	
113 100	a) Für den Antrag auf Festsetzung der angemessenen Vergütung für die Benutzung der Erfindung (§ 23 Abs. 4 Satz 3)	100
113 200	b) Für den Antrag auf Änderung der festgesetzten Vergütung für die Benutzung der Erfindung (§ 23 Abs. 5 Satz 2)	200
113 300	c) Für den Antrag auf Eintragung einer Änderung in der Person des Anmelders oder Patentinhabers in der Rolle (§ 30 Abs. 3 Satz 2)	60
113 400	d) Für den Antrag auf Eintragung der Einräumung eines Rechts zur ausschließlichen Benutzung der Erfindung oder auf Löschung dieser Eintragung (§ 34 Abs. 4)	40
113 500	e) Für den Antrag auf Beschränkung des Patents (§ 64 Abs. 2)	200
113 800	f) Für die Veröffentlichung von Übersetzungen (Artikel II § 1 Abs. 1 des Gesetzes über internationale Patentübereinkommen)	100
113 900	g) Für die Behandlung der internationalen Anmeldung beim Deutschen Patentamt als Anmeldeamt (Artikel III § 1 Abs. 3 des Gesetzes über internationale Patentübereinkommen)	150
120 000	II. Gebrauchsmustersachen	
121 000	1. Erteilungsverfahren ⁴⁾	
121 100	für die Anmeldung (§ 2 Abs. 5 des Gebrauchsmustergesetzes)	50
122 000	2. Aufrechterhaltung eines Gebrauchsmusters	
122 100	a) Für die Verlängerung der Schutzdauer (§ 14 Abs. 2)	350
122 200	b) Zuschlag für die Verspätung der Zahlung der Gebühr der Nr. 122 100 (§ 14 Abs. 2 Satz 5)	10 vom Hundert der nachzuzahlenden Gebühr

1) Für Anmeldungen, deren Bekanntmachung bereits vor dem Inkrafttreten des Gemeinschaftspatentgesetzes, also vor dem 1. Januar 1981, beschlossen worden ist, verbleibt es bei den bisher geltenden Vorschriften.

2) Für Zusatzpatentanmeldungen und Zusatzpatente sind keine Jahresgebühren zu entrichten.

Jahresgebühren, die nach Eingang einer Erklärung, die Benutzung der Erfindung jedermann gegen angemessene Vergütung zu gestatten (§ 23 Abs. 1 Lizenzbereitschaftserklärung), fällig werden, ermäßigen sich auf die Hälfte der Gebührensätze.

Die Patentjahresgebühren sind für jede Anmeldung unabhängig vom Verfahrensstand und für jedes Patent zu zahlen.

3) Für Anmeldungen, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes über internationale Patentübereinkommen vom 21. Juni 1976, also vor dem 1. Januar 1978, eingereicht wurden, beträgt die Laufzeit 18 Jahre.

4) Bei Gebrauchsmusterhilfsanmeldungen (§ 2 Abs. 6) sind zunächst 25,— DM, bevor die Eintragung erfolgt die zweite Hälfte = 25,— DM zu entrichten.

Gebührenverzeichnis (Fortsetzung)

Nummer	Gebührentatbestand	Gebühr in Deutsche Mark
123 000	3. Sonstige Anträge	
123 300	a) Für den Antrag auf Eintragung einer Änderung in der Person des Rechtsinhabers (§ 3 Abs. 4)	60
123 600	b) Für den Antrag auf Löschung (§ 8)	300
130 000	III. Warenzeichensachen ¹⁾	
131 000	1. Anmeldeverfahren	
131 100	a) Für die Anmeldung	
131 110	(1) Anmeldegebühr	
131 111	(i) bei Warenzeichen (§ 2 Abs. 3 des Warenzeichengesetzes)	300
131 112	(ii) bei Verbandszeichen (§ 17 Abs. 3, § 2 Abs. 3)	1000
131 113	(2) Rückzahlungsbetrag bei Rücknahme der Anmeldung oder bei Versagung der Eintragung	
131 114	(i) bei Warenzeichen (§ 2 Abs. 4)	150
131 115	(ii) bei Verbandszeichen (§ 17 Abs. 3, § 2 Abs. 4)	500
131 120	(3) Klassengebühr ²⁾	
131 121	(i) bei Warenzeichen (§ 2 Abs. 3)	
131 122	für die erste und zweite Klasse je	60
131 123	für die dritte und vierte Klasse je	90
131 124	für jede weitere Klasse	120
131 125	(ii) bei Verbandszeichen (§ 17 Abs. 3, § 2 Abs. 3) je Klasse	200
131 400	b) Für die Erhebung des Widerspruchs (§ 5 Abs. 5)	100
131 610	c) Für den Antrag auf beschleunigte Eintragung (§ 6a Abs. 2)	350
132 000	2. Verlängerung der Schutzdauer	
132 100	a) Verlängerungsgebühr	
132 101	(i) bei Warenzeichen (§ 9 Abs. 2)	400
132 102	(ii) bei Verbandszeichen (§ 17 Abs. 3, § 9 Abs. 2)	2000
132 200	b) Klassengebühr ²⁾	
132 210	(i) bei Warenzeichen (§ 9 Abs. 2)	
132 211	für die erste und zweite Klasse je	200
132 212	für die dritte und vierte Klasse je	275
132 213	für jede weitere Klasse	350
132 220	(ii) bei Verbandszeichen (§ 17 Abs. 3, § 9 Abs. 2) für jede Klasse	300
132 300	c) Zuschlag für die Verspätung der Zahlung einer Gebühr der Nummern 132 100 und 132 200 (§ 17 Abs. 3, § 9 Abs. 2 Satz 3)	10 vom Hundert der nachzuzahlenden Gebühr
133 000	3. Sonstige Anträge	
133 300	a) Für den Antrag auf Eintragung einer Änderung in der Person des Rechtsinhabers (§ 8 Abs. 1 Satz 5)	60
133 600	b) Für den Antrag auf Löschung (§ 10 Abs. 2 Nr. 2)	400
133 700	c) Für den Antrag auf internationale Markenregistrierung als nationale Gebühr (§ 2 Abs. 2 des Gesetzes über den Beitritt des Reichs zu dem Madrider Abkommen über die internationale Registrierung von Fabrik- oder Handelsmarken vom 12. Juli 1922 – Reichsgesetzbl. I S. 669, 779)	250
200 000	B Gebühren des Patentgerichts	
210 000	I. Patentsachen	
214 000	1. Beschwerdeverfahren	
214 100	Für die Einlegung der Beschwerde (§ 73 Abs. 3 des Patentgesetzes)	200
215 000	2. Nichtigkeits-, Zurücknahm- und Zwangslizenzverfahren	
215 100	a) Klagen	
215 110	(i) Für die Klage auf Erklärung der Nichtigkeit oder auf Zurücknahme oder auf Erteilung einer Zwangslizenz (§ 81 Abs. 6)	500

1) Für Warenzeichenanmeldungen, die vor dem 1. April 1979 eingereicht worden sind, gelten die bisherigen Vorschriften (vgl. Art. 3 Abs. 3 des Gesetzes über die Eintragung von Dienstleistungsmarken vom 29. Januar 1979).

2) Für jede durch die Anmeldung oder Verlängerung in Anspruch genommene Klasse der Klasseneinteilung von Waren und Dienstleistungen (BGBl. 1968, S. 36; Bll.f.PMZ 1968, S. 41; zuletzt geändert durch Gesetz vom 29. Januar 1979).

Gebührenverzeichnis (Fortsetzung)

Nummer	Gebührentatbestand	Gebühr in Deutsche Mark
215 120	(ii) Für die Einlegung der Berufung gegen Urteile der Nichtigkeitssenate (§ 110 Abs. 1 Satz 3)	400
215 200	b) Einstweilige Verfügungen	
215 210	(i) Für den Antrag auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung (§ 85 Abs. 2)	400
215 220	(ii) Für die Einlegung der Beschwerde gegen die Entscheidung über den Antrag auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung (§ 122 Abs. 2 Satz 2)	400
220 000	<i>II. Gebrauchsmustersachen</i>	
224 000	1. Beschwerdeverfahren	
224 100	Für die Einlegung der Beschwerde	
224 110	(i) gegen den Beschluß der Gebrauchsmusterstelle (§ 10 Abs. 2 des Gebrauchsmustergesetzes) –	200
224 120	(ii) gegen den Beschluß der Gebrauchsmusterabteilung (§ 10 Abs. 2)	350
225 000	2. Zwangslizenzverfahren	
225 100	a) Klagen	
225 110	(i) Für die Klage auf Erteilung einer Zwangslizenz (§ 11a des Gebrauchsmustergesetzes in Verbindung mit § 81 Abs. 6 des Patentgesetzes)	350
225 120	(ii) Für die Einlegung der Berufung (§ 11a des Gebrauchsmustergesetzes in Verbindung mit § 110 Abs. 1 Satz 3 des Patentgesetzes)	275
225 200	b) Einstweilige Verfügungen	
225 210	(i) Für den Antrag auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung (§ 11a des Gebrauchsmustergesetzes in Verbindung mit § 85 Abs. 2 des Patentgesetzes)	275
225 220	(ii) Für die Einlegung der Beschwerde gegen die Entscheidung über den Antrag auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung (§ 11a des Gebrauchsmustergesetzes in Verbindung mit § 122 Abs. 2 Satz 2 des Patentgesetzes)	275
230 000	<i>III. Warenzeichensachen</i>	
234 000	Beschwerdeverfahren	
234 100	a) für die Einlegung der Beschwerde (§ 13 Abs. 2 des Warenzeichengesetzes) außer dem Fall der Nr. 234 600	200
234 300	b) Für die Einlegung der Beschwerde nach § 2 Abs. 3 der Verordnung über die internationale Registrierung von Fabrik- oder Handelsmarken in der Fassung vom 17. Juli 1953 (Bundesgesetzbl. I S. 656)	200
234 600	c) Für die Einlegung der Beschwerde in Löschungssachen (§ 13 Abs. 2, § 10 Abs. 2 Nr. 2 des Warenzeichengesetzes)	350

3 – Auszug aus der Verordnung über Verwaltungskosten beim Deutschen Patentamt vom 26. Juni 1970

Kostenverzeichnis

Nummer	Gegenstand	Gebührenbetrag in Deutsche Mark
101 000	A. Gebühren	
101 100	I. Beglaubigungen, Bescheinigungen und Rollenauszüge	
	Die Gebühren werden nach der Anzahl der beantragten Stücke berechnet. Wird der Antrag im ganzen zurückgenommen, so ist nur die Gebühr für ein Stück zu entrichten.	
101 110	1. Für den Antrag auf Beglaubigung	
101 111	a) von Anmeldungsunterlagen einschließlich der Bescheinigung des Anmeldezeitpunkts (sog. Prioritätsbelege)	10,-
101 112	b) von sonstigen Unterlagen	10,-
	Auslagen werden zusätzlich erhoben.	
101 120	2. Für den Antrag auf Erteilung von Auszügen aus Registern oder Rollen und von sonstigen Bescheinigungen (ohne Beglaubigungen)	10,-
101 200	II. Akteneinsicht	
101 210	Für den Antrag	
101 211	1. auf Einsicht in Verfahrensakten des Patentamts	10,-

Kostenverzeichnis (Fortsetzung)

Nummer	Gegenstand	Gebührenbetrag in Deutsche Mark
101 212	2. auf Erteilung von Abschriften oder Auszügen (hinzu kommen für Abschriften oder Auszüge die Schreibkosten oder die Kosten für Filme) soweit er nicht betrifft – die Akten der eigenen Anmeldung oder des eigenen Schutzrechts, – solche Akten und Unterlagen, deren Einsicht jedermann freisteht.	10,–
101 300	III. Mitteilung oder Lieferung von Druckschriften	
101 310	1. Für den Antrag auf Mitteilung der öffentlichen Druckschriften, die das Patentamt im Verfahren nach § 43 oder § 44 des Patentgesetzes ermittelt hat, nicht jedoch für die nach § 43 Abs. 7 des Patentgesetzes an den Patentsucher oder den antragstellenden Dritten ergehenden Mitteilungen	10,–
101 320	2. Lieferung von Druckschriften	
101 321	a) Für den Antrag des Patentsuchers oder des antragstellenden Dritten, Ablichtungen sämtlicher im Verfahren gemäß § 43 des Patentgesetzes ermittelten Druckschriften jeweils zusammen mit dem Bescheid des Patentamts zu liefern,	30,–
101 322	b) Für den Antrag des Patentanmelders, Ablichtungen sämtlicher im Prüfungsverfahren entgegengehaltener Druckschriften jeweils zusammen mit dem Bescheid des Patentamts zu liefern,	20,–
101 400	IV. Auskünfte	
101 410	Für den Antrag auf Erteilung von Auskunft aus Akten, soweit sie nicht die eigene Anmeldung oder das eigene Schutzrecht betreffen, oder aus sonstigen amtlichen Unterlagen, wenn die Auskunft schriftlich erteilt wird,	10,–
101 420	Für den Antrag auf Erteilung einer Auskunft zum Stand der Technik auf einem der durch Rechtsverordnung bestimmten Gebiete der Technik (§ 29 Abs. 3 des Patentgesetzes)	850,–
102 000	B. Auslagen	
102 100	I. Schreibauslagen	
102 110	Für jede angefangene Seite unabhängig von der Art der Herstellung bei	
102 111	1. Ausfertigungen und Abschriften, die auf Antrag erteilt oder angefertigt werden,	1,–
102 112	2. Abschriften, die angefertigt worden sind, weil die Beteiligten es unterlassen haben, einem von Amts wegen zuzustellenden Schriftstück die erforderliche Zahl von Abschriften beizufügen,	1,–
102 113	3. Abschriften, die für die Akten angefertigt werden, weil die vorgelegten Schriftstücke zurückgefordert werden,	1,–
102 114	4. Ausfertigungen und Abschriften, die angefertigt werden, weil Schriftstücke, die mehrere Anmeldungen oder Schutzrechte betreffen, nicht in der erforderlichen Zahl eingereicht wurden,	1,–
102 115	5. Ausfertigungen und Abschriften, deren Kosten nach § 3 Abs. 4 zu erstatten sind. Frei von Schreibauslagen sind – eine vollständige Ausfertigung der Entscheidungen und Bescheide des Patentamts. – eine weitere vollständige Ausfertigung oder Abschrift bei Vertretung durch einen Bevollmächtigten, – eine Abschrift jeder Niederschrift über eine Sitzung.	1,–
102 200	II. Filme	
102 210	1. Für jedes Filmnegativ – in einer vom Patentamt bestimmten Filmbreite – nach einer Vorlage bis zur Größe DIN A 2	1,–
102 220	2. Für jede Aufnahme von Modellen zur Anfertigung von Positivkopien	1,50
	III. Ablichtungen, Positivkopien Die Kosten für die Anfertigung von Ablichtungen und Positivkopien werden als Schreibauslagen berechnet.	

Kostenverzeichnis (Fortsetzung)

Nummer	Gegenstand	Gebührenbetrag in Deutsche Mark
102 300	IV. Druckkostenbeiträge¹⁾	
102 310	Für die Veröffentlichung einer nach § 64 des Patentgesetzes geänderten Patentschrift	
102 311	a) für jede angefangene Druckzeile (durch den äußeren Rand der bedruckten Fläche – Satzspiegel – und die Spaltenlinien in der Blattmitte begrenzte Zeile; bei Formeln, Zeichnungen und ähnlichen Teilen der Patentschrift, die sich über mehrere Zeilen erstrecken, gilt als Druckzeile jeweils ein Hundertzwanzigstel des Satzspiegels einer Seite)	0,30
102 312	b) mindestens jedoch	20,-

4 – Kosten für den Bezug von Druckschriften und anderen Unterlagen des Deutschen Patentamts

(1) Deutsche Offenlegungs-, Auslege- und Patentschriften sowie Filmlochkarten und Kopien der Unterlagen eingetragener deutscher Gebrauchsmuster, Veröffentlichungen der Patentansprüche europäischer Patentanmeldungen mit Benennung der Bundesrepublik Deutschland in deutscher Übersetzung und internationaler Patentanmeldungen mit Bestimmung der Bundesrepublik Deutschland in deutscher Übersetzung können durch den Schriftenvertrieb der Dienststelle Berlin des Deutschen Patentamts bezogen werden.

Die Anschrift lautet:

Deutsches Patentamt
Dienststelle Berlin
- Schriftenvertrieb -
Gitschiner Str. 97-103
1000 Berlin 61

Fernruf (0 30)25 94-1
Fernschreiber 1 83 604

(2) Der Bezugspreis für die in Absatz 1 genannten Druckschriften beträgt für Originale, Kopien oder Rückvergrößerungen je Stück 4,50 DM und für Filmlochkarten²⁾ je Satz 2,75 DM.

(3) Hinsichtlich des Erwerbs weiterer Unterlagen und der ermäßigten Preise für Abonnenten und Wiederverkäufer wird auf die „Bedingungen für den Bezug von Druckschriften, Filmlochkarten und anderen Unterlagen des Deutschen Patentamts beim Schriftenvertrieb der Dienststelle Berlin“ Ausgabe September 1980 (Bl.f.PMZ 1980, S. 298) hingewiesen.

1) Für die vor dem 1. April 1979 eingereichten Warenzeichenanmeldungen sind Druckkostenbeiträge für die Bekanntmachung der Anmeldung und die Veröffentlichung der Eintragung des Zeichens nach Maßgabe der bisherigen Vorschriften zu entrichten (vgl. Art. 2 der Dritten Verordnung zur Änderung der Verordnung über Verwaltungskosten beim Deutschen Patentamt vom 12. März 1979, BGBl. I S. 349; Bl.f.PMZ 1979, S. 73).

2) Die Übersetzungen der Patentansprüche europäischer Patentanmeldungen und die Übersetzungen internationaler Patentanmeldungen sind voraussichtlich ab Frühjahr 1981 als Filmlochkarten lieferbar.

DEUTSCHES PATENTAMT

Zweibrückenstraße 12
8000 München 2

Fernruf: (0 89) 21 95 - 0; Fernschreiber: 5 23 534

Konten der Zahlstelle:

Postgiroamt München 791 91-803 (BLZ 700 100 80)

Landeszentralbank München 700 010 54 (BLZ 700 000 00)

Deutsches Patentamt

Dienststelle Berlin

Gitschiner Straße 97-103
1000 Berlin 61

Fernruf: (0 30) 25 94-1; Fernschreiber: 1 83 604

Konten der Zahlstelle:

Postgiroamt Berlin West 75 00-100 (BLZ 100 100 10)

Landeszentralbank Berlin 100 010 10 (BLZ 100 000 00)

Merkblatt für Patentanmelder

(Ausgabe 1981)

Die gesetzlichen Erfordernisse einer Patentanmeldung ergeben sich aus

- a) dem Patentgesetz (PatG) in der Fassung der Bekanntmachung vom 16. Dezember 1980 (Bundesgesetzbl. 1981 I S. 1; Blatt für Patent-, Muster- und Zeichenwesen = Bl.f.PMZ 1981 S. 3 ff),
- b) der Verordnung über die Anmeldung von Patenten (Patentanmeldeverordnung) vom 29. Mai 1981 (Bundesgesetzbl. 1981 I S. 521; Bl.f.PMZ 1981 S. 229 ff.).

Dieses Merkblatt gibt dem Anmelder Hinweise zum Vorbereiten und Einreichen einer Patentanmeldung sowie für das Patenterteilungsverfahren.

1. Zum Begriff der „Erfindung“

1 - Dem Patentschutz zugänglich sind nur technische Erfindungen, die neu sind, auf einer erfinderischen Tätigkeit beruhen und gewerblich anwendbar sind, die also in gewerblichen Betrieben im weitesten Sinne (z.B. auch im Bergbau, in der Landwirtschaft oder im Forstwesen) genutzt werden können.

2 - Neben der Tatsache, daß eine patentfähige Erfindung neu zu sein hat, muß sie auf einer erfinderischen Tätigkeit beruhen, die das Können des Durchschnittsfachmannes überragt (Erfindungshöhe). Es empfiehlt sich daher, sich über den bekannten Stand der Technik (§ 3 PatG) z.B. in den Ausgelegallen des Deutschen Patentamts in München und Berlin oder in den Patentschriften-Auslegestellen zu informieren, ehe man eine Erfindung zur Patenterteilung anmeldet.

3 - Als Erfindungen werden insbesondere nicht angesehen:

- 1. Entdeckungen sowie wissenschaftliche Theorien und mathematische Methoden;
- 2. ästhetische Formschöpfungen;
- 3. Pläne, Regeln und Verfahren für gedankliche Tätigkeiten (z.B. Baupläne, Schnittmuster, Lehrmethoden für Menschen und Tiere, Notenschrift, Kurzschriften), für Spiele oder für geschäftliche Tätigkeiten (z.B. Buchführungssysteme) sowie Programme für Datenverarbeitungsanlagen;
- 4. die Wiedergabe von Informationen (z.B. Tabellen, Formulare, Schriftenanordnungen u.dgl.);
- 5. Konstruktionen und Verfahren, die den Naturgesetzen widersprechen, z.P. eine Maschine, die ohne Energiezufuhr Arbeit leisten soll (perpetuum mobile).

4 - Daneben können Patente nicht erteilt werden für:

- 1. Erfindungen, deren Veröffentlichung oder Verwertung gegen die öffentliche Ordnung oder die guten Sitten verstoßen würde; ein solcher Verstoß kann jedoch nicht allein aus der Tatsache hergeleitet werden, daß die Verwertung der Erfindung durch Gesetz oder Verwaltungsvorschrift verboten ist.
- 2. Pflanzensorten oder Tierarten sowie für im wesentlichen biologische Verfahren zur Züchtung von Pflanzen oder Tieren. Mikrobiologische Verfahren und die mit Hilfe dieser Verfahren gewonnenen Erzeugnisse sowie Erfindungen von Pflanzensorten, die ihrer Art nach nicht im Artenverzeichnis zum Sortenschutzgesetz aufgeführt sind, und von Verfahren zur Züchtung einer solchen Pflanzensorte sind dagegen dem Patentschutz zugänglich.

2. Anmeldung einer Erfindung

5 - Nach den §§ 35, 36, 37 PatG muß die Anmeldung enthalten:

1. Einen Antrag auf Erteilung des Patents, in dem die Erfindung kurz und genau bezeichnet ist;
2. einen oder mehrere Patentansprüche, in denen angegeben ist, was als patentfähig unter Schutz gestellt werden soll;
3. eine Beschreibung der Erfindung;
4. die Zeichnungen, auf die sich die Patentansprüche oder die Beschreibung beziehen;
5. eine Zusammenfassung der Patentanmeldung;
6. eine Erfinderbenennung

Bildliche Darstellungen, Modelle oder Probestücke (diese nur auf Anforderung, siehe 2.8.) können zur Erläuterung der Erfindung beigelegt werden.

2.1. Erteilungsantrag (§ 3 PatAnmVO)

6 - Der Antrag auf Erteilung des Patents ist auf dem vom Patentamt vorgeschriebenen Vordruck einzureichen, der beim Patentamt (kostenlos) oder beim Fachhandel zusammen mit Erläuterungen zum Ausfüllen erhältlich ist.

2.2. Patentansprüche

7 - Die Fassung der Patentansprüche ist in § 4 der Patentanmeldeverordnung vorgeschrieben.

In den Patentansprüchen ist anzugeben, was unter Patentschutz gestellt werden soll. Dabei muß regelmäßig jeder selbständige Patentanspruch einen **Oberbegriff** und einen **kennzeichnenden Teil** enthalten, sofern nicht eine andere Fassung sachdienlich ist.

8 - Der Oberbegriff enthält die technische Bezeichnung des Anmeldungsgegenstandes, die mit der technischen Bezeichnung im Patenterteilungsantrag und dem Titel der Beschreibung übereinstimmen muß, sowie alle weiteren Merkmale des Gegenstandes, von dem die Erfindung ausgeht, soweit die Erfindung von ihnen Gebrauch macht. Es kann zweckmäßig sein, unabhängig davon in den Oberbegriff Merkmale aufzunehmen, die für sich genommen vom Schutz nicht erfaßt werden sollen.

9 - Im **kennzeichnenden Teil**, der mit den Worten „... dadurch gekennzeichnet, daß“ oder „... gekennzeichnet durch“ eingeleitet werden soll (siehe das am Ende des Merkblattes aufgeführte Beispiel), sind die übrigen Merkmale der Erfindung anzugeben, für die in Verbindung mit dem Oberbegriff Schutz begehrt wird.

10 - Alle wesentlichen Merkmale, d.h. alle Merkmale, die zur Lösung der gestellten Aufgabe bzw. zum Erzielen der patentbegründenden Wirkung unerlässlich sind, müssen im ersten Patentanspruch, dem Hauptanspruch, enthalten sein.

11 - Für weitere Ausgestaltungen der Erfindung kann Schutz in Unteransprüchen beansprucht werden. Diese müssen eine Bezugnahme auf den Hauptanspruch bzw. einen oder mehrere vorangehende Patentansprüche enthalten. Im Oberbegriff des Unteranspruchs tritt an die Stelle der Merkmalsaufzählung in der Regel die vollständige oder teilweise Bezugnahme auf einen vorangehenden Patentanspruch, soweit dies für eine Klarstellung des Patentbegehrens ausreicht (siehe das erwähnte Beispiel).

12 - Die Patentansprüche können auch nach Merkmalen gegliedert werden. Hierzu wird auf die Beispiele im „Merkblatt für die Abfassung von nach Merkmalen gegliederten Patentansprüchen“ hingewiesen, das beim Deutschen Patentamt kostenlos erhältlich ist.

13 - Mehrere Patentansprüche sind – auch bei Zusatzanmeldungen – stets mit 1 beginnend durchnummerieren.

Bei der Abfassung der Patentansprüche sind außerdem die Formvorschriften des § 4 Abs. 5–7 der Patentanmeldeverordnung zu beachten.

2.3. Beschreibung

14 - Der Aufbau der Beschreibung ist in § 5 der Patentanmeldeverordnung vorgeschrieben.

Die Beschreibung hat die Erfindung klar und vollständig darzustellen, d.h. zu offenbaren, denn nur für das in ihr Offenbarte kann ein Patent erteilt werden. Es muß alles Erfindungswesentliche angegeben werden. **Nach dem Einreichen einer Patentanmeldung darf dem offenbarten Gegenstand nichts mehr hinzugefügt werden.**

15 - Die Beschreibung ist so ausführlich abzufassen, daß ein Fachmann die Erfindung danach ausführen kann. Es sind dabei aber Angaben zu vermeiden, die zur Erläuterung der Erfindung offensichtlich nicht notwendig sind. Wie aus dem Beispiel ersichtlich ist, führt die Beschreibung als Titel die im Antrag angegebene Bezeichnung der Erfindung. Die Beschreibung beginnt in aller Regel mit der Angabe des technischen Gebiets entsprechend dem Oberbegriff des Anspruchs 1 (Gattung), in das die Erfindung gehört. Darauf folgt eine vollständige und wahrheitsgemäße Schilderung dessen, was dem Anmelder auf diesem technischen Gebiet bereits bekannt ist (Stand der Technik), soweit möglich, unter Angabe der Fundstellen.

16 - Fundstellen müssen so vollständig angegeben werden, daß sie nachprüfbar sind, z. B.:
Patentschriften mit Land und Nummer;
Bücher mit Verfasser, Titel, Verlag, Auflage, Erscheinungsort und -jahr sowie Seitenangabe;
Zeitschriften mit Titel, Jahrgang oder Erscheinungsjahr, Heft- und Seitennummer.

17 - Anschließend ist die **Aufgabe** anzugeben, die durch die Erfindung gelöst werden soll. Dies kann z.B. anhand der technischen Wirkungen, die mit der Erfindung erzielbar sind, erfolgen. Daran schließt sich die **Lösung** dieser Aufgabe an, wie sie im Hauptanspruch gekennzeichnet ist. Außerdem ist anzugeben, in welcher Weise der Gegenstand der Erfindung gewerblich anwendbar ist. Einzelheiten zur weiteren Ausgestaltung der Erfindung, für die in den übrigen Ansprüchen Schutz begehrt wird, sind — nur soweit erforderlich — anschließend zu erläutern. Wiederholungen von Ansprüchen oder Anspruchsteilen können durch Bezugnahme auf jene ersetzt werden. Weiter sollten die Vorteile der Erfindung unter Bezugnahme auf den dargestellten Stand der Technik angegeben werden.

18 - Im Anschluß hieran wird die Erfindung meist anhand mindestens eines Ausführungsbeispiels zu erläutern sein, das sich auch auf die Merkmale der Unteransprüche stützen kann. In diesen Teil der Beschreibung sind Bezugszeichen aufzunehmen, die auf die Zeichnungen (siehe 2.4.) verweisen.

19 - Technische Begriffe und Bezeichnungen sowie Bezugszeichen sind in der gesamten Anmeldung einheitlich zu verwenden, es sei denn die Verwendung verschiedener Ausdrücke ist sachdienlich. Sind Maßangaben für die Erfindung wesentlich, so sind sie in die Beschreibung aufzunehmen. Einheiten im Meßwesen sind in Übereinstimmung mit dem „Gesetz über Einheiten im Meßwesen“ und der hierzu erlassenen Ausführungsordnung¹ in den jeweils geltenden Fassungen anzugeben. Bei chemischen Formeln sind die auf dem Fachgebiet national oder international anerkannten Zeichen und Symbole zu verwenden. Die Beschreibung darf jedoch ansonsten keine bildlichen Darstellungen enthalten.

Die Verwendung von Phantasiebezeichnungen, Warenzeichen oder anderen Bezeichnungen, die zur eindeutigen Angabe der Beschaffenheit eines Gegenstandes nicht geeignet sind, ist in der Regel nicht gestattet, (siehe § 8 Abs. 7 Patentanmeldeverordnung).

2.4. Darstellung von Ausführungsbeispielen in Zeichnungen

20 - Werden Ausführungsbeispiele der Erfindung in Zeichnungen dargestellt, so sind dort nur die wesentlichen Merkmale der Erfindung wiederzugeben. Die Zeichnungen sollen das Zusammenwirken der Merkmale klar erkennen lassen. Bezugszeichen dürfen in den Zeichnungen nur insoweit verwendet werden, als sie in der Beschreibung und ggf. in den Patentansprüchen aufgeführt sind.

21 - Gleiche Teile müssen in allen Abbildungen gleiche Bezugszeichen erhalten, die mit den Bezugszeichen der Beschreibung übereinstimmen müssen. Werkstattzeichnungen sind nicht einzureichen; perspektivische Darstellungen oder Detailzeichnungen werden nur in Ausnahmefällen zur Erläuterung der Erfindung erforderlich sein.

22 - Schriftliche Erläuterungen sind in die Zeichnungen nicht aufzunehmen, es sei denn, daß kurze unentbehrliche Angaben zum Verständnis notwendig sind. Dies wird häufig insbesondere bei Schaltbildern der Fall sein. Für alle wörtlichen Angaben ist die deutsche Sprache zu verwenden.

23 - Wegen der Formvorschriften für Zeichnungen wird auf die §§ 6 und 8 der Patentanmeldeverordnung verwiesen.

2.5. Zusammenfassung

24 - Nach § 36 PatG ist der Anmeldung eine Zusammenfassung beizufügen, die noch bis zum Ablauf von fünfzehn Monaten nach dem Tag der Einreichung der Anmeldung oder nach dem in Anspruch genommenen Prioritätstag nachgereicht werden kann.

¹ B1.f.PMZ 1977, 30ff, 1978, 133f.

25 - Die Zusammenfassung dient ausschließlich der technischen Unterrichtung. Sie muß enthalten:

1. die Bezeichnung der Erfindung;
2. eine Kurzfassung der in der Anmeldung enthaltenen Offenbarung, die das technische Gebiet der Erfindung angeben und so gefaßt sein soll, daß Dritte das technische Problem, seine Lösung und die hauptsächliche Verwendungsmöglichkeit verstehen können;
3. eine Zeichnung, wenn diese in der Kurzfassung erwähnt ist; sind in ihr mehrere Zeichnungen erwähnt, so ist nur die Zeichnung beizufügen, die die Erfindung nach Auffassung des Anmelders am deutlichsten kennzeichnet.

26 - Die Zusammenfassung soll aus nicht mehr als 150 Worten bestehen. In ihr kann auch die chemische Formel angegeben werden, die die Erfindung am deutlichsten kennzeichnet. Die Zusammenfassung darf sich nicht auf Hinweise stützen: „wie beschrieben in Teil der Beschreibung“ oder „wie in Abbildung der Zeichnung dargestellt“ (§ 4 Abs. 6 Satz 2 der Patentanmeldeverordnung).

2.6. Erfinderbenennung

27 - Der oder die Erfinder (Vor- und Zuname, Anschrift) sind **vom Anmelder** ohne Aufforderung innerhalb von fünfzehn Monaten nach dem Tag der Einreichung der Anmeldung oder nach dem in Anspruch genommenen Prioritätstag zu benennen. Dabei hat er innerhalb des gleichen Zeitraums zu versichern, daß weitere Personen seines Wissens an der Erfindung nicht beteiligt sind. Ist der Anmelder nicht der Erfinder, so muß er auch angeben, wie das Recht auf die Erfindung auf den Anmelder übergegangen ist (z.B. durch Übertragung, auf Grund des Gesetzes über Arbeitnehmererfindungen oder dgl.).

28 - Die Erfinderbenennung wird nur dann weder veröffentlicht noch in der Rolle vermerkt, wenn der **Erfinder** es beantragt. Dieser Antrag ist möglichst zusammen mit der Erfinderbenennung auf ein und demselben Schriftstück zu stellen. Dem Patentamt gegenüber müssen die Erfinder jedoch benannt werden. Es ist zweckmäßig, die Erfinderbenennung (für die nur ein Exemplar erforderlich ist) gleichzeitig mit der Patentanmeldung einzureichen. Wegen der Einzelheiten wird auf die Verordnung über die Benennung des Erfinders (Erfinderbenennungsverordnung) vom 29. Mai 1981 (Bundesgesetzbl. 1981 I S. 525; Bl.f.PMZ 1981 S. 231 ff.) verwiesen.

2.7. Modelle und Proben

29 - Modelle und Proben sind **nur auf Anforderung** des Patentamts einzureichen. Sie sind mit einer dauerhaften Beschriftung zu versehen, aus der Inhalt und Zugehörigkeit zu der entsprechenden Anmeldung hervorgehen. Schon bei ihrer Einreichung sollte der Anmelder angeben, ob er sie nach Abschluß des Verfahrens zurückzuerhalten wünscht.

30 - Auf einen besonderen Wert der Modelle oder Proben hat der Anmelder hinzuweisen. Können sie schon durch unvorsichtiges Auspacken beschädigt oder durch das Einwirken von Licht, Feuchtigkeit oder dgl. verdorben werden, so ist die Umhüllung mit der deutlichen Aufschrift „Ungeöffnet in den Geschäftsgang“ zu versehen. Für die Erhaltung überreichter Modelle, Proben oder dgl. in unversehrtem Zustand übernimmt das Patentamt keine Haftung. Wegen weiterer Einzelheiten wird auf § 9 der Patentanmeldeverordnung verwiesen.

2.8. Einheitlichkeit der Erfindung

31 - In einer Anmeldung darf nur **eine** Erfindung beschrieben werden (§ 35 Abs. 1 Satz 2 PatG); für untereinander nicht einheitliche Erfindungen sind deshalb mehrere Anmeldungen nötig. Die Einheitlichkeit einer Erfindung ist vor allem dann gegeben, wenn das zugrundeliegende Problem (Aufgabe) in sich einheitlich ist und alle ihre Merkmale zur Lösung notwendig oder geeignet sind.

3. Priorität

32 - Der Zeitrang einer Anmeldung wird grundsätzlich durch den Zeitpunkt ihres Eingangs beim Deutschen Patentamt bestimmt. Als älterer Zeitrang, d.h. als Priorität, kann in Anspruch genommen werden:

- a) die **Auslandspriorität** nach Art. 4 der Pariser Verbandsübereinkunft zum Schutz des gewerblichen Eigentums (sog. Unionspriorität), für die folgende Formerfordernisse des § 41 PatG zu beachten sind.

33 - Hat der Anmelder **denselben Gegenstand** bereits in einem Land, das der Pariser Verbandsübereinkunft zum Schutz des gewerblichen Eigentums angehört, oder beim europäischen Patentamt angemeldet und will er das Prioritätsrecht geltend machen, so muß er die Anmeldung in Deutschland innerhalb von zwölf Monaten nach der Einreichung der Erstanmeldung einreichen. Die Prioritätserklärung muß binnen einer Frist von zwei Monaten nach dem Anmeldetag dem Patentamt vorliegen. In ihr sind Zeit und Land der Erstanmeldung genau anzugeben. Nach Eingang der Prioritätserklärung fordert das Patentamt den Anmelder auf, innerhalb einer Frist von zwei Monaten nach Zustellung der Aufforderung das Aktenzeichen der Voranmeldung zu nennen und eine Abschrift der Voranmeldung einzureichen, soweit dies nicht bereits geschehen ist. Werden diese Angaben nicht rechtzeitig gemacht, so wird der Prioritätsanspruch für die Anmeldung verwirkt. Es empfiehlt sich daher, um gegebenenfalls einen Rechtsnachteil zu vermeiden, die entsprechenden Erklärungen und Angaben bereits zusammen mit dem Patenterteilungsantrag einzureichen.

b) Die Priorität einer inländischen früheren Anmeldung (**innere Priorität**).

34 - Nach § 40 PatG kann ein Anmelder für die Anmeldung **derselben Erfindung** zum Patent jetzt auch innerhalb einer Frist von zwölf Monaten das Prioritätsrecht einer beim Deutschen Patentamt eingereichten früheren Patent- oder Gebrauchsmusteranmeldung in Anspruch nehmen. Dies ist jedoch ausgeschlossen, wenn für die frühere Anmeldung schon eine inländische oder ausländische Priorität in Anspruch genommen worden ist.

35 - Für die Anmeldung kann die Priorität mehrerer beim Patentamt eingereichter Patent- oder Gebrauchsmusteranmeldungen in Anspruch genommen werden.

36 - Die Priorität kann nur für solche Merkmale der Anmeldung in Anspruch genommen werden, die in der Gesamtheit der Anmeldungsunterlagen der früheren Anmeldung deutlich offenbart sind.

37 - Für eine wirksame Prioritätserklärung sind erforderlich:

- Angabe des Aktenzeichens der früheren Anmeldung
- Abschrift der früheren Anmeldung.

Diese sind innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Anmeldetag der späteren Anmeldung **un- aufgefördert** beim Deutschen Patentamt abzugeben, bzw. einzureichen. Die Prioritätserklärung gilt als nicht abgegeben, wenn dies nicht innerhalb der Frist erfolgt.

38 - Liegt eine wirksame Prioritätserklärung vor, so gilt die frühere Anmeldung, sofern sie noch beim Deutschen Patentamt anhängig ist, als zurückgenommen.

c) die Priorität nach § 7 Abs. 2 PatG bei Anmeldung nach widerrechtlicher Entnahme durch einen Dritten (**Entnahmepriorität**).

d) Die frühere Möglichkeit, für Erfindungen eine **Ausstellungspriorität** zu erwerben, besteht nicht mehr. An die Stelle der Regelung des Ausstellungsgesetzes ist für Patente die Bestimmung des § 3 Abs. 4 Nr. 2 PatG getreten.

4. Zusatzanmeldung

39 - In manchen Fällen bezweckt eine Erfindung die Verbesserung oder weitere Ausbildung des Gegenstandes einer älteren Anmeldung oder eines bereits erteilten Patents. Eine solche Anmeldung kann als **Zusatzanmeldung** zu dieser älteren Anmeldung eingereicht werden; zu beachten ist dabei, daß die Einreichung einer Zusatzanmeldung nur bis zum Ablauf von achtzehn Monaten nach dem Anmeldetag oder dem Prioritätstag der älteren Anmeldung (Hauptanmeldung) erfolgen kann. Diese Einschränkung gilt auch für Anträge auf Umwandlung einer selbständigen jüngeren Anmeldung in eine Zusatzanmeldung.

40 - Voraussetzung für die Anerkennung des Zusatzverhältnisses sind Personenidentität der Anmelder in Haupt- und Zusatzanmeldung (die Identität kann im Wege der Umschreibung auch nachträglich hergestellt werden) und ein hinreichender technologischer Zusammenhang der Erfindungen. Für eine Zusatzanmeldung sind keine Jahresgebühren zu entrichten (siehe 8).

5. Gebrauchsmuster–Hilfsanmeldung

41 - Sofern die Erfindung auch Gegenstand eines Gebrauchsmusters sein kann (vgl. das Merkblatt für Gebrauchsmusteranmelder), ist es möglich, für den **gleichen Gegenstand** sowohl die Erteilung eines Patents als auch die Eintragung eines Gebrauchsmusters zu beantragen. Der Anmelder kann nach § 2 Abs. 6 des Gebrauchsmustergesetzes außerdem beantragen, daß die Eintragung in die Gebrauchsmusterrolle erst vorgenommen wird, wenn die Patentanmeldung erledigt ist (Gebrauchsmuster–Hilfsanmeldung). Für die Gebrauchsmuster–Hilfsanmeldung sind ein weiteres Stück des

Patenterteilungsantrags und je ein viertes Stück der Patentansprüche, der Beschreibung sowie der Zeichnungen der Patentanmeldung einzureichen. Hierbei ist zu beachten, daß für die Gebrauchsmuster-Hilfsanmeldung in jedem Falle eine Zeichnung oder ein Modell einzureichen ist, auch wenn zur Patentanmeldung eine Zeichnung nicht eingereicht worden ist. Für die Gebrauchsmuster-Hilfsanmeldung ist nur die Hälfte der Gebrauchsmuster-Anmeldegebühr (= 25,--- DM) zu entrichten.

6. Weitere Formerfordernisse

42 - Die Anmeldung und die dazugehörige Zusammenfassung sind schriftlich und in deutscher Sprache unter Beachtung der Regeln der deutschen Rechtschreibung abzufassen.

43 - Die Patentansprüche, die Beschreibung, die Zeichnungen sowie der Text und die Zeichnung der Zusammenfassung sind auf gesonderten Blättern und jeweils in **drei** Stücken einzureichen. Es ist hierfür biegsames, festes, weißes, glattes, mattes, widerstandsfähiges und nicht durchscheinendes Papier im Format A4 nach DIN 476 (DIN A4) zu verwenden. Die Blätter dürfen nur einseitig in Maschinenschrift beschriftet oder bedruckt sein. Sie müssen so miteinander verbunden sein, daß sie leicht voneinander getrennt und wieder zusammengefügt werden können. Als Mindestränder sind folgende Flächen unbeschriftet zu lassen: Oberer Rand = 2 cm, linker Seitenrand = 2,5 cm; rechter Seitenrand = 2 cm; unterer Rand = 2 cm. Der Zeilenabstand des Textes hat 1 1/2-zeilig zu sein. Auf jedem Blatt der Patentansprüche und der Beschreibung soll jede 5. geschriebene Zeile auf der linken Seite numeriert sein. Die Texte müssen mit Schriftzeichen, deren Großbuchstaben eine Mindesthöhe von 0,21 cm besitzen, und mit dunkler, am besten schwarzen unauslöschlicher Farbe geschrieben sein. Das Schriftbild muß scharfe Konturen aufweisen und kontrastreich sein. Graphische Symbole und Schriftzeichen wie eckige Klammern, griechische Buchstaben oder dgl., und chemische oder mathematische Formeln können handgeschrieben oder gezeichnet sein, wenn sie in Tastaturen von Schreibmaschinen nicht vorkommen.

44 - Nur in Ausnahmefällen wird es zwingend notwendig sein, in der **Erfindungsbezeichnung** chemische Strukturformeln anzugeben. Diese Angaben ebenso wie Schriftzeichen, die nicht in Tastaturen von Schreibmaschinen vorkommen, sollten bereits bei der Einreichung der Anmeldung ausgeschrieben werden, damit mögliche Übertragungsfehler vermieden werden können.

45 - Die Anwendungsunterlagen sind in einer Form einzureichen, die eine unmittelbare Vervielfältigung durch Fotografie, elektrostatisches Verfahren, Foto-Offsetdruck (zum Drucken einer Offenlegungsschrift) und Mikroverfilmung einschließlich der Herstellung konturenscharfer Rückvergrößerungen in einer unbeschränkten Anzahl von Exemplaren gestattet.

46 - Die bei der Einreichung einer Patentanmeldung und der beizufügenden Zusammenfassung weiter einzuhaltenden Formvorschriften sind im einzelnen in den §§ 2, 3 (Erteilungsantrag), 4 (Patentansprüche), 5 (Beschreibung), 6 (Zeichnungen), 7 (Zusammenfassung) und 8 (Allgemeine Erfordernisse) der Patentanmeldeverordnung aufgeführt.

47 - Werden diese Erfordernisse durch den Anmelder nicht eingehalten, so muß das Patentamt dies beanstanden; dadurch entstehen vermeidbare zusätzliche Arbeiten, die das Verfahren verzögern.

6.1. Vertreter, Vertretervollmacht, auswärtige Anmelder, Zustellungsbevollmächtigte

48 - Ein Anmelder, der nicht genügend Erfahrung in der Behandlung von Patentanmeldungen hat, sollte nicht die Schwierigkeiten verkennen, die das sachgemäße Ausarbeiten einer Patentanmeldung und das weitere Verfahren beim Patentamt mit sich bringen. Er kann sich der Hilfe eines auf diesem Gebiete erfahrenen Beraters bedienen. Verzeichnisse der deutschen Patentanwälte, Rechtsanwälte und Erlaubnisscheininhaber können beim Deutschen Patentamt kostenlos angefordert werden.

49 - Falls ein Vertreter bestellt ist, ist für diesen eine Vollmacht einzureichen, die den Namen und die Anschrift des Vertreters sowie den Umfang der Bevollmächtigung enthält und vom Anmelder unterschrieben sein muß.

50 - Ein Anmelder, der im Inland weder Wohnsitz noch Niederlassung hat (auswärtiger Anmelder), kann ein Patent nur erwirken und Rechte aus dem Patent nur geltend machen, wenn er im Inland einen Patentanwalt oder einen Rechtsanwalt als Vertreter bestellt hat.

51 - Reichen mehrere Personen eine Anmeldung ein (Anmeldergemeinschaft), so haben sie anzugeben, wer als Zustellungsbevollmächtigter zum Empfang amtlicher Bescheide befugt ist. Diese Erklärung ist von allen Anmeldern zu unterschreiben. Gleiches gilt, wenn mehrere Vertreter mit verschiedenen Anschriften bestellt sind.

52 - Anmelder, denen bereits vom Patentamt eine Anmelder- und Zustelladressnummer mitgeteilt wurde, werden gebeten, diese auf dem Erteilungsantrag mit anzugeben.

6.2. Empfangsbescheinigung

53 - Für eingehende Patentanmeldungen übersendet das Patentamt eine Empfangsbescheinigung. Für sonstige Eingaben werden Empfangsbescheinigungen nur erteilt, wenn eine vorbereitete Bescheinigung beigelegt ist. Diese darf nicht zugleich eine Zahlungsbestätigung enthalten.

7. Durchführung des Patenterteilungsverfahrens

7.1. Prüfung auf offensichtliche Patentierungshindernisse; Offenlegung

54 - Die Anmeldung wird nach ihrem Eingang aufgrund der Bestimmungen des Patentgesetzes und der Patentanmeldeverordnung auf Einhaltung der Formvorschriften (§§ 35 bis 38 PatG) und auf Vorliegen offensichtlicher Patentierungshindernisse (§ 42 PatG) überprüft. Dabei wird u.a. geprüft, ob der Gegenstand der Anmeldung offensichtlich

- gewerblich anwendbar ist,
- seinem Wesen nach eine Erfindung ist,
- nur eine einzige Erfindung betrifft (siehe 2.8.),
- nach § 2 PatG von der Patenterteilung nicht ausgeschlossen ist (siehe 1.) und ob
- ein geltend gemachtes Zusatzverhältnis zu einer anderen Patentanmeldung sachlich zutrifft (siehe 4.).

55 - Dem Anmelder werden Formmängel und offensichtliche Patentierungshindernisse mitgeteilt, und er wird zur Beseitigung dieser Mängel oder zur Zurücknahme der Anmeldung innerhalb einer bestimmten Frist aufgefordert. Werden die Mängel nicht behoben, oder wird die Anmeldung nicht zurückgenommen, so ist bereits in diesem Verfahrensabschnitt mit der Zurückweisung der Anmeldung zu rechnen.

56 - Unabhängig vom Verfahrensstand wird der Akteninhalt der Anmeldung nach Ablauf von achtzehn Monaten, gerechnet vom Anmelde- bzw. Prioritätstag, für jedermann zur Einsicht freigegeben. Es erfolgt ein Hinweis darauf im Patentblatt, und die Anmeldungsunterlagen werden als „**Offenlegungsschrift**“ veröffentlicht. Auf ausdrücklichen Antrag des Anmelders kann dies auch schon zu einem früheren Zeitpunkt erfolgen.

57 - Vom Zeitpunkt der Offenlegung an kann jedermann den Akteninhalt im Patentamt einsehen oder sich in Form von Mikrofilmunterlagen liefern lassen.

7.2. Antrag auf Druckschriftenermittlung

(*Recherchantrag gemäß § 43 PatG*)

58 - Auf gebührenpflichtigen Antrag (200,- DM), der von jedermann gestellt werden kann, ermittelt das Patentamt die öffentlichen Druckschriften, die für die Beurteilung der Patentfähigkeit der angemeldeten Erfindung in Betracht zu ziehen sind.

Die Liste der ermittelten Druckschriften wird dem Antragsteller mitgeteilt, jedoch ohne sachliche Bewertung des Inhalts der Druckschriften im Verhältnis zum Anwendungsgegenstand. Die ermittelten Schriften können als Ablichtung vom Deutschen Patentamt oder über Firmen bezogen werden.

7.3. Prüfungsverfahren

59 - Eine Prüfung des Gegenstandes einer Patentanmeldung auf Patentfähigkeit wird nur auf besonderen Antrag vorgenommen. Der Antrag kann vom Patentsucher und von jedem Dritten bis zum Ablauf von **sieben Jahren** nach Einreichung der Anmeldung gestellt werden; **wird ein Antrag nicht innerhalb dieser Frist gestellt, so gilt die Anmeldung als zurückgenommen**. Auch dieser Antrag ist gebührenpflichtig (400,- oder 250,- DM, wenn bereits Recherchantrag gestellt war); bei Nichtzahlung der Gebühr innerhalb der Frist von sieben Jahren gilt der Antrag als nicht gestellt und die Anmeldung als zurückgenommen.

60 - Das Patentamt teilt dem Anmelder das Ergebnis der Prüfung unter Fristsetzung zur Äußerung schriftlich mit (Prüfungsbescheid). Es empfiehlt sich, jeden Bescheid möglichst rasch und vollständig zu beantworten. Mit einer Verlängerung der Frist kann nur in besonders begründeten Fällen gerechnet werden. Wird der Bescheid nicht rechtzeitig oder nicht vollständig beantwortet oder wird die Anmeldung trotz fehlender Patentfähigkeit aufrechterhalten, so muß mit der Zurückweisung der Anmeldung gerechnet werden. Ist vor Stellung des Prüfungsantrags ein Recherchantrag gestellt worden, so werden erst die Druckschriften ermittelt und mitgeteilt, anschließend wird mit dem Prüfungsverfahren begonnen.

7.4. Erteilung des Patents

61 - Genügt die Anmeldung den vorgeschriebenen Anforderungen, sind gerügte Mängel beseitigt und ist der Gegenstand der Anmeldung patentfähig, so wird die Erteilung des Patents beschlossen. Mit der Veröffentlichung der Erteilung im Patentblatt treten die gesetzlichen Wirkungen des Patents ein. Gleichzeitig wird die Patentschrift veröffentlicht. Sie enthält die Patentansprüche, die Beschreibung und die Zeichnungen, auf Grund deren das Patent erteilt worden ist. Außerdem werden auf der Patentschrift die Nummern sämtlicher Druckschriften angegeben, die der angemeldeten Erfindung im Erteilungsverfahren entgegengehalten worden sind; auf die übrigen Druckschriften, die im Fall eines vorangegangenen Recherchenantrages ermittelt und dem Anmelder bereits mitgeteilt worden sind wird hingewiesen. Die Zusammenfassung wird in die Patentschrift nur aufgenommen, wenn sie nicht schon in die Offenlegungsschrift aufgenommen worden war. Vor der Erteilung des Patents ist eine Gebühr zu zahlen (150,— DM). Werden Gebühr und Zuschlag nach Benachrichtigung nicht rechtzeitig gezahlt, so gilt das Patent als nicht erteilt und die Anmeldung als zurückgenommen.

62 - Auf Antrag des Anmelders kann die Erteilung des Patents bis zum Ablauf einer Frist von fünfzehn Monaten ab Anmelde- bzw. Prioritätstag ausgesetzt werden.

63 - Das Patent kann von jedem innerhalb von drei Monaten nach der Veröffentlichung der Erteilung durch Einspruch angegriffen werden (§ 59 PatG). Ist ein zulässiger Einspruch eingelegt, so wird das Patent insgesamt dahingehend überprüft, ob es zu Recht erteilt worden und aufrechterhalten oder zu widerrufen ist.

8. Gebühren und Auslagen (Kosten)

8.1. Gebühren

64 - Die Gebühren für eine Patentanmeldung ergeben sich aus dem Gesetz über die Gebühren des Patentamts und des Patentgerichts vom 18. August 1976 (BGBl. 1976 I S. 2188, Bl.f.PMZ 1976 S. 257). Ein Kostenmerkblatt ist kostenlos beim Patentamt erhältlich. Gebühren werden in folgender Höhe erhoben:

1. Für jede Patentanmeldung ist eine Anmeldegebühr in Höhe von 100,— DM zu entrichten. (Gebührencode 111 100)
2. Gebühr für den Recherchenantrag (siehe 7.2.) (Gebührencode 111 201) 200,— DM
3. Gebühr für den Prüfungsantrag (siehe 7.3.),
wenn Antrag auf Recherche bereits gestellt war 250,— DM
(Gebührencode 111 301)
(Es ist dabei gleichgültig, ob der Recherchenantrag vom Anmelder oder einem Dritten gestellt worden ist)
wenn Antrag auf Recherche nicht gestellt worden ist 400,— DM
(Gebührencode 111 302)
4. Erteilungsgebühr (siehe 7.4.) 150,— DM
(Gebührencode 111 500)
(bei verspäteter Zahlung muß ein Zuschlag von 10 v.H. = 15,— DM entrichtet werden)
5. Jahresgebühren für das 3. bis 20. Jahr, gerechnet vom Anmeldetag an,
steigend von 100,— DM
(Gebührencode 112 103 bis 112 120) bis 3.300,— DM
(bei verspäteter Zahlung muß ein Zuschlag von 10 v.H. entrichtet werden).
Zuschläge sollen unter dem gleichen Gebührencode wie die fällige Gebühr einbezahlt werden.

65 - Die Jahresgebühren sind unabhängig vom Verfahrensstand jeweils im voraus für das kommende Jahr zu zahlen. Die erste Zahlung (3. Jahresgebühr) ist nach Ablauf von zwei Jahren seit dem letzten Tag des Monats vorzunehmen, in dem die Anmeldung eingereicht worden ist. Eine Aufforderung zur Zahlung ergeht nicht. Wenn die Zahlung nicht innerhalb von zwei Monaten nach diesem Tag erfolgt, muß ein Zuschlag von 10 v.H. der jeweiligen Jahresgebühr entrichtet werden. Nach Ablauf der Zweimonatsfrist kündigt das Patentamt an, daß die Anmeldung als zurückgenommen gilt oder das Patent erlischt, wenn die Gebühr und der Zuschlag nicht innerhalb von vier Monaten nach Ablauf des Monats gezahlt werden, in dem die Nachricht zugestellt worden ist.

66 - Neben diesen Gebühren können dem Anmelder unter Umständen Kosten für die Tätigkeit eines bestellten Vertreters, für Beweismittel, Gutachten und Modelle, für von der Prüfungsstelle verlangte Vorführungen, für die Wahrnehmung einer Anhörung vor der Prüfungsstelle oder Patentabteilung sowie Auslagen für Ablichtungen u.dgl. entstehen.

8.2. Zahlung der Gebühren

67 - Die Zahlung der Gebühren bestimmt sich nach der Verordnung über die Zahlung der Gebühren des Deutschen Patentamts und des Bundespatentgerichts (Bundesgesetzbl. 1968, I S. 1000; Bl.f. PMZ 1968, S. 280 f). Danach können Gebühren außer durch Barzahlung entrichtet werden

1. durch Übergabe oder Übersendung von
 - a) Gebührenmarken des Deutschen Patentamts,
 - b) Schecks und Postschecks, sofern die Einlösung bei Vorlage erfolgt,
 - c) Postüberweisungsaufträgen;
2. durch Überweisung
3. mit Zahlkarte oder Postanweisung.

68 - Gebührenmarken sind bei der Zahlstelle des Deutschen Patentamts, Zweibrückenstr. 12, 8000 München 2, und bei der Zahlstelle des Deutschen Patentamts, Dienststelle Berlin, Gitschiner Str. 97-103, 1000 Berlin 61, erhältlich.

Bankschecks sind mit dem Vermerk „*Nur zur Verrechnung*“ zu versehen.

Bei allen Zahlungen sind der Verwendungszweck unter Angabe des vollständigen Aktenzeichens und der Name des Einzahlers sowie desjenigen anzugeben, für den der Betrag gezahlt wird. Durch Zahlungen ohne Angabe des vollständigen Aktenzeichens wird erfahrungsgemäß die Bearbeitung der Anmeldung verzögert, so daß es sich empfiehlt, mit der Zahlung bis zur Mitteilung des Aktenzeichens zu warten, falls die Zahlung nicht mit Gebührenmarken erfolgt. Anträge oder sonstige Mitteilungen sollen auf den Postabschnitten nicht vermerkt sein.

Bargeld sollte nicht als Anlage zu Schriftstücken beigelegt werden.

8.3. Verfahrenskostenhilfe

69 - Ein Anmelder, der nachweist, daß er nach seinen persönlichen und wirtschaftlichen Verhältnissen die Kosten des Verfahrens nicht, nur zum Teil oder nur in Raten aufbringen kann, erhält auf Antrag Verfahrenskostenhilfe, wenn eine hinreichende Aussicht auf Erteilung eines Patents besteht.

Ein Merkblatt über Verfahrenskostenhilfe vor dem Deutschen Patentamt wird vom Patentamt auf Antrag kostenlos übersandt.

8.4. Stundung der Erteilungsgebühr und von Jahresgebühren

70 - Wenn ein Anmelder oder Patentinhaber nachweist, daß ihm die Zahlung dieser Gebühren nach Lage seiner Mittel zur Zeit nicht zuzumuten ist, werden ihm auf Antrag neben der Erteilungsgebühr die Jahresgebühren für das 3. bis 12. Jahr bis zum Beginn des 13. Jahres gestundet. Die gestundeten Gebühren werden erlassen, wenn die Anmeldung zurückgenommen wird oder das Patent innerhalb der ersten dreizehn Jahre erlischt. Der Anmelder oder Patentinhaber hat eine Veränderung der für die Stundung maßgebenden persönlichen und wirtschaftlichen Voraussetzungen unverzüglich dem Patentamt anzuzeigen. Die Stundung der Jahresgebühren ist für jede Jahresgebühr gesondert zu beantragen.

8.5. Lizenzbereitschaft

71 - Erklärt sich der Anmelder gegenüber dem Patentamt schriftlich bereit, jedermann die Benutzung der Erfindung gegen angemessene Vergütung zu gestatten, so ermäßigen sich die für die Patentanmeldung oder das Patent nach Eingang der Erklärung fällig werdenden Jahresgebühren auf die Hälfte (§ 23 Abs. 1 und 6 PatG). Die Erklärung ist unwiderruflich.

9. Anhörungen

72 - Die Prüfungsstelle und die Patentabteilung können die Beteiligten von Amts wegen laden und hören (§ 46 Abs. 1 und § 59 Abs. 3 PatG). Der Anmelder kann auch auf seinen schriftlichen Antrag hin gehört werden, wenn die Anhörung sachdienlich ist. Eine Anhörung ist nur nach vorheriger Vereinbarung möglich.

10. Wahrheitspflicht

73 Die Beteiligten haben im Verfahren vor dem Patentamt ihre Erklärungen über tatsächliche Umstände vollständig und der Wahrheit gemäß abzugeben (§ 124 PatG).

11. Verwertung von Patenten

74 Die Begutachtung und Verwertung von Erfindungen sowie die Verfolgung von Patentverletzungen gehören nicht zum Aufgabengebiet des Patentamts. Bei der Anbahnung von geschäftlichen Verbindungen mit Patentverwertern oder -verwertungsgesellschaften empfiehlt es sich, Auskünfte über diese einzuholen oder um Angabe von Referenzen zu bitten. Das Patentamt vermag diese Auskünfte nicht zu geben, da Personen oder Firmen, die sich mit der Verwertung von Erfindungen befassen, nicht seiner Aufsicht unterstehen.

12. Patentschriften—Auslegestellen

75 Beim Deutschen Patentamt in München, bei der Dienststelle Berlin des Deutschen Patentamts und bei den Patentschriften-Auslegestellen liegen die deutschen patentamtlichen Veröffentlichungen (Offenlegungs- Auslege- und Patentschriften) zur Einsicht aus. Der Anmelder sollte vor Einreichung seiner Anmeldung in jedem Fall die Druckschriften durchsehen, die in dem technischen Gebiet vorliegen. Ein Verzeichnis der Auslegestellen, in dem Anschrift, Öffnungszeiten sowie der Umfang der vorhandenen Druckschriften aufgeführt sind, ist kostenlos beim Patentamt erhältlich.

76 Außerdem besteht die Möglichkeit der Erfinderberatung, die die Patentanwaltskammer beim Deutschen Patentamt, bei der Dienststelle Berlin, bei einigen Auslegestellen und Industrie- und Handelskammern in Form einer kostenlosen Erstberatung durchführt.

Beispiel für Patentansprüche und Beschreibung

(Die auf der linken Seite angegebenen Begriffe sind zum Verständnis des Beispiels angegeben; sie müssen in der Anmeldung nicht verwendet werden)

Patentansprüche:

Oberbegriff:

1. Streuscheibe für eine Signallaterne mit vorgegebener Lichtstärkeverteilung in der Umgebung der optischen Achse insbesondere für Eisenbahn- und/oder Straßenverkehrs-Lichtsignale,

Kennzeichnender Teil:

dadurch gekennzeichnet, daß die Streuscheibe aus einem Halterahmen und mehreren Scheibenausschnitten, die je für sich hergestellt sind und jeweils einen bestimmten Teil der Lichtstreuung hervorrufen, zusammengesetzt ist.

Oberbegriff des Unteranspruchs:

2. Streuscheibe nach Anspruch 1,

Kennzeichnender Teil des Unteranspruchs:

dadurch gekennzeichnet, daß die Streuscheibenausschnitte und der zugehörige Halterahmen mit Paßstücken zum unverwechselbaren Aneinanderfügen der Scheibenausschnitte versehen sind.

Beschreibung

Titel:

Streuscheibe für Signallaternen.

(technische Bezeichnung wie im Erteilungsantrag angegeben)

Gattung des Anmeldungsgegenstandes:

Die Erfindung betrifft eine Streuscheibe für eine Signallaterne mit vorgegebener Lichtstärkeverteilung in der Umgebung der optischen Achse, insbesondere für Eisenbahn und/oder Straßenverkehrs-Lichtsignale.

(Wiedergabe des Oberbegriffs oder Hinweis auf den Oberbegriff des Patentanspruchs 1)

oder:

Die Erfindung betrifft eine Streuscheibe für eine Signallaterne nach dem Oberbegriff des Anspruchs 1.

Angaben zur Gattung:

Die vorgegebene Lichtstärkeverteilung soll einerseits einem noch weit entfernten Fahrzeugführer auch bei hellem Tageslicht das Erkennen der Signalanzeige bei geraden und bei gekrümmten Strecken ermöglichen und andererseits genügend Seitenstreuung aufweisen, damit der Führer eines unmittelbar seitlich vor dem Signal haltenden Fahrzeugs ebenfalls das Signal erkennen kann. Die Erkennbarkeit der Signalanzeige muß auf der gesamten Strecke zwischen Fern- und Naherkennungspunkt sichergestellt sein.

Stand der Technik mit Fundstellen:

Es ist bekannt, zur Erfüllung dieser Erfordernisse Streuscheiben vor der Signallaternenoptik anzuordnen, die aus dem nach Höhe und Seite scharf begrenzten Lichtbündel ausreichend viel Licht zum Erzeugen der Seitenstreuung abzweigen (deutsche Patentschrift Nr. . . .). Um insbesondere bei Eisenbahn-Lichtsignalen die Verteilung des Fernlichtbündels ohne Beeinträchtigung der Nahlicht-Seitenstreuung abwandeln zu können, je nachdem ob die vor dem Signal befindliche Strecke gerade oder gekrümmt verläuft, ist es ferner bekannt, in die einzelnen Typen von Signallaternen unterschiedliche Streuscheiben mit jeweils anderer Fernlichtstreuung einzusetzen (Zeitschrift „Signal und Draht“ Jahrgang 1965, Heft . . . , Seiten . . . bis . . .).

Kritik des Standes der Technik:

Dabei ist es allerdings nötig, eine Vielzahl von Streuscheibenarten bereitzustellen, die sich jeweils nach mehreren Streuungsgraden des Fernlichts und des Nahlichts unterscheiden.

Aufgabe:

Der Erfindung liegt die Aufgabe zugrunde, die Vielzahl von Streuscheibenarten zu vermindern und die Lagerhaltung der Streuscheiben zu vereinfachen.

Lösung:

(Wiedergabe des kennzeichnenden Teils des Patentanspruchs 1 oder Hinweis auf den Patentanspruch 1)

Diese Aufgabe wird erfindungsmäßig dadurch gelöst, daß die Streuscheibe aus einem Halterahmen und mehreren Scheibenausschnitten, die je für sich hergestellt sind und jeweils einen bestimmten Teil der Lichtstreuung hervorrufen, zusammengesetzt ist.

oder:

Diese Aufgabe wird bei einer gattungsgemäßen Einrichtung durch die kennzeichnenden Merkmale des Anspruchs 1 gelöst.

Weitere Ausgestaltung der Erfindung:

(Wiedergabe des kennzeichnenden Teils des Unteranspruchs)

Um eine solche Streuscheibe, die jeweils für eine bestimmte Signallaterne zusammengesetzt wird, auf einfache Weise durch Hilfskräfte zusammenbauen zu können, sind nach einer weiteren Ausbildung der Erfindung die Streuscheibenausschnitte und der zugehörige Halterahmen mit Paßstücken zum unverwechselbaren Aneinanderfügen der Scheibenausschnitte versehen.

Erzielbare Vorteile:

Die mit der Erfindung erzielten Vorteile bestehen insbesondere darin, daß statt einer Vielzahl von unterschiedlichen kompletten Streuscheiben für die verschiedenen Anwendungen nur ein Halterahmen und einige wenige unterschied-

*Beschreibung eines oder
mehrerer Ausführungsbeispiele:*

liche Scheibenausschnitte hergestellt und auf Lager gehalten werden müssen. Die jeweils günstigste Zusammensetzung der Scheibenausschnitte braucht gegebenenfalls erst am Ort der Anwendung mit wenigen Handgriffen durch Einsetzen der passenden Scheibenausschnitte gebildet zu werden; sie kann dort sogleich ausprobiert und erforderlichenfalls verändert werden.

Ein Ausführungsbeispiel der Erfindung ist in der Zeichnung dargestellt und wird im folgenden näher beschrieben.

Es zeigen

Fig. 1 . . .

Fig. 2 . . .

Es folgt die Erläuterung der Erfindung anhand der Zeichnungen nach Aufbau und ggf. auch nach Wirkungsweise der dargestellten Erfindung.

Beispiel für die Zusammenfassung

Streuscheibe für eine Signallaterne

Zur Verminderung der bei insb. in Eisenbahn- und/oder Straßenverkehrs—Lichtsignalen in Signallaternen verwendeten Streuscheiben mit vorgegebener Lichtstärkeverteilung in der Umgebung der optischen Achse für die Erzielung der verschiedenen erforderlichen Streuungsgrade des Fern- und Nahlichts bisher notwendigen Vielzahl von Streuscheibenarten wird die Streuscheibe aus einem Halterahmen und mehreren Scheibenausschnitten gebildet, die je für sich hergestellt und in den Halterahmen einsetzbar sind und jeweils einen bestimmten Teil der Lichtstreuung hervorrufen. Zur Erleichterung des Zusammenbaus können die Streuscheibenausschnitte und der dazugehörige Halterahmen mit Paßstücken zum unverwechselbaren Aneinanderfügen der Scheibenausschnitte versehen sein.

DEUTSCHES PATENTAMT

Zweibrückenstraße 12
8000 München 2

Fernruf: (0 89) 21 95 - 0; Fernschreiber: 5 23 534

Konten der Zahlstelle:

Postscheckamt München 791 91-803 (BLZ 700 100 80)

Landeszentralbank München 700 010 54 (BLZ 700 000 00)

Deutsches Patentamt

Dienststelle Berlin

Gitschiner Straße 97-103

1000 Berlin 61

Fernruf: (0 30) 25 94 - 1; Fernschreiber: 1 83 604

Konten der Zahlstelle:

Postscheckamt Berlin West 75 00-100 (BLZ 100 100 10)

Landeszentralbank Berlin 100 010 10 (BLZ 100 000 00)

Verordnung über die Anmeldung von Patenten (Patentanmeldeverordnung – PatAnmVO)

Vom 29. Mai 1981

Auf Grund des § 35 Abs. 4 des Patentgesetzes in der Fassung der Bekanntmachung vom 16. Dezember 1980 (BGBl. 1981 I S. 1) in Verbindung mit § 20 der Verordnung über das Deutsche Patentamt vom 5. September 1968 (BGBl. I S. 997) wird verordnet:

§ 1

Anwendungsbereich

(1) Für die Anmeldung einer Erfindung zur Erteilung eines Patents gelten ergänzend zu den Bestimmungen des Patentgesetzes die nachfolgenden Vorschriften.

(2) Für die Anmeldung einer Erfindung zur Eintragung als Gebrauchsmuster nach Erledigung der für den gleichen Gegenstand eingereichten Patentanmeldung (Gebrauchsmuster-Hilfsanmeldung) gelten die Anmeldebestimmungen für Gebrauchsmuster.

§ 2

Einreichung

Die Anmeldung (§ 35 Abs. 1 des Patentgesetzes) und die Zusammenfassung (§ 36 des Patentgesetzes) sind beim Patentamt schriftlich und in deutscher Sprache einzureichen.

§ 3

Erteilungsantrag

(1) Der Antrag auf Erteilung des Patents (§ 35 Abs. 1 Satz 3 Nr. 1 des Patentgesetzes) ist auf dem vom Patentamt vorgeschriebenen Vordruck einzureichen.

(2) Der Antrag muß enthalten:

- 1 den Vor- und Zunamen, die Firma oder die sonstige Bezeichnung des Anmelders, den Wohnsitz oder Sitz und die Anschrift (Straße und Hausnummer, Postleitzahl, Ort, gegebenenfalls Postzustellbezirk). Bei ausländischen Orten sind auch Staat und Bezirk anzugeben; ausländische Ortsnamen sind zu unterstreichen. Es muß klar ersichtlich sein, ob das Patent für eine oder mehrere Personen oder Gesellschaften, für den Anmelder unter seiner Firma oder unter seinem bürgerlichen Namen nachgesucht wird. Firmen sind so zu bezeichnen, wie sie im Handelsregister (Spalte 2 a) eingetragen sind. Spätere Änderungen des Namens, der Firma oder sonstigen Bezeichnung, des Wohnsitzes oder Sitzes und der Anschrift sind dem Amt unverzüglich mitzuteilen; bei Änderungen des

Namens, der Firma oder sonstigen Bezeichnung sind Beweismittel beizufügen;

- 2 eine kurze und genaue Bezeichnung der Erfindung;
- 3 die Erklärung, daß für die Erfindung die Erteilung eines Patents beantragt wird. Wird die Erteilung eines Zusatzpatents beantragt, so ist dies zu erklären und das Aktenzeichen der Hauptanmeldung oder die Nummer des Hauptpatents anzugeben,
- 4 falls ein Vertreter bestellt worden ist, seinen Namen mit Anschrift. Die Vollmacht ist als Anlage beizufügen. Auf eine beim Patentamt hinterlegte Vollmacht ist unter Angabe der Hinterlegungsnummer hinzuweisen. Die Bestellung mehrerer Vertreter ist zulässig;
- 5 falls mehrere Personen ohne einen gemeinsamen Vertreter anmelden oder mehrere Vertreter mit verschiedener Anschrift bestellt sind, die Angabe, wer als Zustellungsbevollmächtigter zum Empfang amtlicher Schriftstücke befugt ist;
- 6 die Unterschrift des Anmelders, der Anmelder oder des Vertreters. Unterzeichnet ein Angestellter für seinen anmeldenden Arbeitgeber, so ist die Zeichnungsbefugnis nachzuweisen; auf eine beim Patentamt für den Unterzeichner hinterlegte Angestelltenvollmacht ist unter Angabe der Hinterlegungsnummer hinzuweisen.

§ 4

Patentansprüche

(1) Jeder Patentanspruch muß das, was als patentfähig unter Schutz gestellt werden soll (§ 35 Abs. 1 Satz 3 Nr. 2 des Patentgesetzes), regelmäßig in folgender Fassung enthalten:

- 1 einen Oberbegriff, der die Merkmale des Gegenstandes enthält, von dem die Erfindung ausgeht, soweit dieser Gegenstand Stand der Technik (§ 3 des Patentgesetzes) ist oder der Schutzbereich des Patents (§ 14 des Patentgesetzes) sich nicht auf eines oder mehrere dieser Merkmale für sich genommen erstrecken soll;
- 2 einen kennzeichnenden Teil, in dem die übrigen Merkmale der Erfindung angegeben werden, für die in Verbindung mit dem Oberbegriff Schutz begehrt wird. Der kennzeichnende Teil ist mit den Worten „dadurch gekennzeichnet, daß“ oder „gekennzeichnet durch“ oder einer sinngemäßen Wendung einzuleiten.

Eine andere Fassung der Patentansprüche ist zulässig, wenn sie sachdienlich ist. Die Merkmalsaufzählung im

Oberbegriff kann ersetzt werden durch die Bezugnahme auf einen aus den gleichen Merkmalen bestehenden anderen vorangehenden Patentanspruch oder Oberbegriff. Werden Patentansprüche nach Merkmalen oder Merkmalsgruppen gegliedert, so ist die Gliederung dadurch äußerlich hervorzuheben, daß jedes Merkmal oder jede Merkmalsgruppe mit einer neuen Zeile beginnt. Den Merkmalen oder Merkmalsgruppen sind deutlich vom Text abzusetzende Gliederungszeichen voranzustellen.

(2) Im ersten Patentanspruch (Hauptanspruch) sind die wesentlichen Merkmale der Erfindung anzugeben.

(3) Eine Anmeldung kann mehrere unabhängige Patentansprüche enthalten (Nebenansprüche), soweit der Grundsatz der Einheitlichkeit gewahrt ist (§ 35 Abs. 1 Satz 2 des Patentgesetzes). Absatz 2 ist entsprechend anzuwenden.

(4) Zu jedem Haupt- bzw. Nebenanspruch können ein oder mehrere Patentansprüche (Unteransprüche) aufgestellt werden, die sich auf besondere Ausführungsarten der Erfindung beziehen. Unteransprüche müssen eine Bezugnahme auf mindestens einen der vorangehenden Patentansprüche enthalten. Sie sind soweit wie möglich und auf die zweckmäßigste Weise zusammenzufassen.

(5) Werden mehrere Patentansprüche aufgestellt, so sind sie fortlaufend mit arabischen Ziffern zu numerieren.

(6) Die Patentansprüche dürfen sich, wenn dies nicht unbedingt erforderlich ist, im Hinblick auf die technischen Merkmale der Erfindung nicht auf Bezugnahmen auf die Beschreibung oder die Zeichnungen stützen. Sie dürfen sich insbesondere nicht auf Hinweise stützen wie: „wie beschrieben in Teil... der Beschreibung“ oder „wie in Abbildung... der Zeichnung dargestellt“.

(7) Enthält die Anmeldung Zeichnungen, so sollen die in den Patentansprüchen angegebenen Merkmale mit Bezugszeichen versehen sein, wenn dies das Verständnis des Patentanspruchs erleichtert.

§ 5

Beschreibung

(1) Am Anfang der Beschreibung nach § 35 Abs. 1 Satz 3 Nr. 3 des Patentgesetzes ist als Titel die im Antrag angegebene Bezeichnung der Erfindung anzugeben.

(2) In der Beschreibung sind ferner anzugeben:

1. das technische Gebiet, in das die Erfindung gehört, soweit es sich nicht aus den Ansprüchen oder den Angaben zum Stand der Technik ergibt;
2. der Stand der Technik, von dem die Erfindung ausgeht, und die Fundstellen, aus denen sich dieser Stand der Technik ergibt, soweit sie dem Anmelder bekannt sind;
3. die Aufgabe, die durch die Erfindung gelöst werden soll, gegebenenfalls an Hand der technischen Wirkungen, die mit der Erfindung erzielbar sind;
4. in welcher Weise der Gegenstand der Erfindung gewerblich anwendbar ist, wenn es sich aus der Be-

schreibung oder der Art der Erfindung nicht offensichtlich ergibt;

5. gegebenenfalls vorteilhafte Wirkungen der Erfindung unter Bezugnahme auf den bisherigen Stand der Technik;
6. wenigstens ein Weg zur Ausführung der beanspruchten Erfindung im einzelnen, gegebenenfalls erläutert durch Beispiele und an Hand der Zeichnungen unter Verwendung der entsprechenden Bezugszeichen.

(3) In die Beschreibung sind keine Angaben aufzunehmen, die zur Erläuterung der Erfindung offensichtlich nicht notwendig sind. Wiederholungen von Ansprüchen oder Anspruchsteilen können durch Bezugnahme auf diese ersetzt werden.

§ 6

Zeichnungen

(1) Die Zeichnungen sind auf Blättern mit folgenden Mindesträndern auszuführen:

Oberer Rand:	2,5 cm
linker Seitenrand:	2,5 cm
rechter Seitenrand:	1,5 cm
unterer Rand:	1 cm

Die für die Abbildungen benutzte Fläche darf 26,2 cm x 17 cm nicht überschreiten; bei der Zeichnung der Zusammenfassung kann sie auch 8,1 cm x 9,4 cm im Hochformat oder 17,4 cm x 4,5 cm im Querformat betragen.

(2) Die Zeichnungen sind in dauerhaften, schwarzen, ausreichend festen und dunklen, in sich gleichmäßigen und scharf begrenzten Linien und Strichen ohne Farben oder Tönungen auszuführen.

(3) Zur Darstellung der Erfindung können neben Ansichten und Schnittzeichnungen auch perspektivische Ansichten oder Explosionsdarstellungen verwendet werden. Querschnitte sind durch Schraffierungen kenntlich zu machen, die die Erkennbarkeit der Bezugszeichen und Führungslinien nicht beeinträchtigen dürfen.

(4) Der Maßstab der Zeichnungen und die Klarheit der zeichnerischen Ausführung müssen gewährleisten, daß eine fotografische Wiedergabe auch bei Verkleinerungen auf zwei Drittel alle Einzelheiten noch ohne Schwierigkeiten erkennen läßt. Wird der Maßstab in Ausnahmefällen auf der Zeichnung angegeben, so ist er zeichnerisch darzustellen.

(5) Die Linien der Zeichnungen sollen nicht freihändig, sondern mit Zeichengeräten gezogen werden. Die für die Zeichnungen verwendeten Ziffern und Buchstaben müssen mindestens 0,32 cm hoch sein. Für die Beschriftung der Zeichnungen sind lateinische und, soweit üblich, griechische Buchstaben zu verwenden.

(6) Ein Zeichnungsblatt kann mehrere Abbildungen enthalten. Die einzelnen Abbildungen sind ohne Platzverschwendung, aber eindeutig voneinander getrennt und vorzugsweise im Hochformat anzuordnen und mit arabischen Ziffern fortlaufend zu numerieren. Bilden Abbildungen auf zwei oder mehr Blättern eine zusammenhängende Figur, so sind die Abbildungen auf den einzel-

nen Blättern so anzuordnen, daß die vollständige Figur ohne Verdeckung einzelner Teile zusammengesetzt werden kann. Alle Teile einer Figur sind im gleichen Maßstab darzustellen, sofern nicht die Verwendung unterschiedlicher Maßstäbe für die Übersichtlichkeit der Figur unerlässlich ist.

(7) Bezugszeichen dürfen in den Zeichnungen nur insoweit verwendet werden, als sie in der Beschreibung und gegebenenfalls in den Patentansprüchen aufgeführt sind und umgekehrt. Entsprechendes gilt für die Zusammenfassung und deren Zeichnung.

(8) Die Zeichnungen dürfen keine Erläuterungen enthalten; ausgenommen sind kurze unentbehrliche Angaben wie „Wasser“, „Dampf“, „offen“, „zu“, „Schnitt nach A-B“ sowie in elektrischen Schaltplänen und Blockschaltbildern oder Flußdiagrammen kurze Stichworte, die für das Verständnis unentbehrlich sind.

§ 7

Zusammenfassung

(1) Die Zusammenfassung nach § 36 des Patentgesetzes soll aus nicht mehr als 150 Worten bestehen.

(2) In der Zusammenfassung kann auch die chemische Formel angegeben werden, die die Erfindung am deutlichsten kennzeichnet.

(3) § 4 Abs. 6 Satz 2 ist sinngemäß anzuwenden.

§ 8

Allgemeine Erfordernisse der Anmeldungsunterlagen

(1) Die Patentansprüche, die Beschreibung, die Zeichnungen sowie der Text und die Zeichnung der Zusammenfassung sind auf gesonderten Blättern und in drei Stücken einzureichen. Die Blätter müssen das Format A 4 nach DIN 476 haben und im Hochformat verwendet werden. Für die Zeichnungen können die Blätter auch im Querformat verwendet werden, wenn dies sachdienlich ist; in diesem Fall ist der Kopf der Abbildungen auf der linken Seite des Blattes anzuordnen. Entsprechendes gilt für die Darstellung chemischer und mathematischer Formeln sowie für Tabellen. Alle Blätter müssen frei von Knicken und Rissen und dürfen nicht gefaltet oder gefalzt sein. Sie müssen aus nicht durchscheinendem, biegsamem, festem, weißem, glattem, mattem und widerstandsfähigem Papier sein.

(2) Die Anmeldungsunterlagen sind in einer Form einzureichen, die eine unmittelbare Vervielfältigung durch Fotografie, elektrostatisches Verfahren, Foto-Offsetdruck und Mikroverfilmung einschließlich der Herstellung konturenscharfer Rückvergrößerungen in einer unbeschränkten Anzahl von Exemplaren gestattet.

(3) Die Blätter dürfen nur einseitig beschriftet oder mit Zeichnungen versehen sein. Sie müssen so miteinander verbunden sein, daß sie leicht voneinander getrennt und wieder zusammengefügt werden können. Jeder Bestandteil (Antrag, Patentansprüche, Beschreibung, Zeichnungen) der Anmeldung und der Zusammenfassung (Text, Zeichnung) muß auf einem neuen Blatt beginnen. Die Blätter der Beschreibung sind in arabischen Ziffern mit einer fortlaufenden Numerierung zu versehen. Die Blattnummern sind oben in der Mitte, aber nicht auf

dem oberen Rand anzubringen. Auf jedem Blatt der Patentansprüche und der Beschreibung soll jede fünfte Zeile numeriert sein. Die Zahlen sind an der linken Seite, rechts vom Rand anzubringen.

(4) Als Mindestränder sind auf den Blättern des Antrags, der Patentansprüche, der Beschreibung und der Zusammenfassung folgende Flächen unbeschriftet zu lassen:

Oberer Rand:	2 cm
linker Seitenrand:	2,5 cm
rechter Seitenrand:	2 cm
unterer Rand:	2 cm

Die Mindestränder können den Namen, die Firma oder die sonstige Bezeichnung des Anmelders und das Aktenzeichen der Anmeldung enthalten.

(5) Der Antrag, die Patentansprüche, die Beschreibung und die Zusammenfassung müssen mit Maschine geschrieben oder gedruckt sein, vorzugsweise in der Schriftart OCR-B nach DIN 66009. Graphische Symbole und Schriftzeichen, chemische oder mathematische Formeln können handgeschrieben oder gezeichnet sein, wenn dies notwendig ist. Der Zeilenabstand hat 1 ½zeilig zu sein. Die Texte müssen mit Schriftzeichen, deren Großbuchstaben eine Mindesthöhe von 0,21 cm besitzen, und mit dunkler, unauslöschlicher Farbe geschrieben sein. Das Schriftbild muß scharfe Konturen aufweisen und kontrastreich sein. Jedes Blatt muß weitgehend frei von Radierstellen, Änderungen, Überschreibungen und Zwischenbeschriftungen sein. Von diesem Erfordernis kann abgesehen werden, wenn es sachdienlich ist.

(6) Die Anmeldungsunterlagen sollen deutlich erkennen lassen, zu welcher Anmeldung sie gehören. Auf allen nach Mitteilung des amtlichen Aktenzeichens eingereichten Schriftstücken ist dieses vollständig anzubringen.

(7) Die Anmeldungsunterlagen und die Zusammenfassung dürfen im Text keine bildlichen Darstellungen enthalten. Ausgenommen sind chemische und mathematische Formeln sowie Tabellen. Phantasiezeichnungen, Warenzeichen oder andere Bezeichnungen, die zur eindeutigen Angabe der Beschaffenheit eines Gegenstandes nicht geeignet sind, dürfen nicht verwendet werden. Kann eine Angabe ausnahmsweise nur durch Verwendung eines Warenzeichens eindeutig bezeichnet werden, so ist die Bezeichnung als 'Warenzeichen' kenntlich zu machen.

(8) Einheiten im Meßwesen sind in Übereinstimmung mit dem Gesetz über Einheiten im Meßwesen und der hierzu erlassenen Ausführungsverordnung in den jeweils geltenden Fassungen anzugeben. Bei chemischen Formeln sind die auf dem Fachgebiet national oder international anerkannten Zeichen und Symbole zu verwenden.

(9) Technische Begriffe und Bezeichnungen sowie Bezugszeichen sind in der gesamten Anmeldung einheitlich zu verwenden, sofern nicht die Verwendung verschiedener Ausdrücke sachdienlich ist. Hinsichtlich der technischen Begriffe und Bezeichnungen gilt dies auch für Zusatzanmeldungen im Verhältnis zur Hauptanmeldung.

(10) Werden die Anmeldungsunterlagen im Laufe des Verfahrens geändert, so hat der Anmelder, sofern die Änderungen nicht vom Patentamt vorgeschlagen sind, im einzelnen anzugeben, an welcher Stelle die in den neuen Unterlagen beschriebenen Erfindungsmerkmale in den ursprünglichen Unterlagen offenbart sind. Auf Verlangen des Patentamts sind solche fehlenden Angaben nachzuholen und Reinschriften, die die Änderungen berücksichtigen, einzureichen. Neue Teile der Unterlagen sind jeweils auf gesonderten Blättern vorzulegen.

§ 9

Modelle und Proben

(1) Modelle und Proben sind nur auf Anforderung des Patentamts einzureichen. Sie sind mit einer dauerhaften Beschriftung zu versehen, aus der Inhalt und Zugehörigkeit zu der entsprechenden Anmeldung hervorgehen. Dabei ist gegebenenfalls der Bezug zum Patentanspruch und der Beschreibung genau anzugeben.

(2) Modelle und Proben, die leicht beschädigt werden können, sind unter Hinweis hierauf in festen Hüllen einzureichen. Kleine Gegenstände sind auf steifem Papier zu befestigen.

(3) Proben chemischer Stoffe sind in widerstandsfähigen, zuverlässig geschlossenen Behältern einzureichen. Sofern sie giftig, ätzend oder leicht entzündlich sind oder in sonstiger Weise gefährliche Eigenschaften aufweisen, sind sie mit einem entsprechenden Hinweis zu versehen.

(4) Ausfärbungen, Gerbproben und andere flächige Proben müssen auf steifem Papier (Format A 4 nach DIN 476) dauerhaft befestigt sein. Sie sind durch eine genaue Beschreibung des angewandten Herstellungs- oder Verwendungsverfahrens zu erläutern.

§ 10

Übersetzungen

(1) Werden Schriftstücke für deutsche Patentanmeldungen nicht in deutscher Sprache eingereicht, so ist ihnen auf Anforderung eine deutsche Übersetzung beizufügen, die von einem öffentlich bestellten Übersetzer angefertigt ist. Die Unterschrift des Übersetzers ist auf Verlangen öffentlich beglaubigen zu lassen (§ 129 des Bürgerlichen Gesetzbuchs), ebenso die Tatsache, daß der Übersetzer für derartige Zwecke öffentlich bestellt ist.

(2) Absatz 1 gilt nicht für Prioritätsbelege, die gemäß der revidierten Pariser Verbandsübereinkunft zum Schutz des gewerblichen Eigentums vorgelegt werden, wenn sie in französischer oder englischer Sprache eingereicht werden. Ist eine Übersetzung erforderlich, so fordert die für die Bearbeitung der Anmeldung oder des Patents zuständige Stelle diese im Einzelfall an.

§ 11

Berlin-Klausel

Diese Verordnung gilt nach § 14 des Dritten Überleitungsgesetzes in Verbindung mit Artikel 16 des Gemeinschaftspatentgesetzes vom 26. Juli 1979 (BGBl. I S. 1269) auch im Land Berlin.

§ 12

Inkrafttreten; abgelöste Vorschriften

Diese Verordnung tritt am Tage nach der Verkündung in Kraft. Gleichzeitig treten die Anmeldebestimmungen für Patente vom 30. Juli 1968 (BGBl. I S. 1004), zuletzt geändert durch Verordnung vom 28. April 1978 (BGBl. I S. 629) außer Kraft.

München, den 29. Mai 1981

Der Präsident des Deutschen Patentamts
Dr. Häußler

DEUTSCHES PATENTAMT

Zweibrückenstraße 12
8000 München 2

Fernruf: (0 89) 21 95 - 0; Fernschreiber: 5 23 534

Konten der Zahlstelle:

Postgiroamt München 791 91-803 (BLZ 700 100 80)

Landeszentralbank München 700 010 54 (BLZ 700 000 00)

Deutsches Patentamt

Dienststelle Berlin

Gitschiner Straße 97-103

1000 Berlin 61

Fernruf: (0 30) 25 94 - 1; Fernschreiber: 1 83 604

Konten der Zahlstelle:

Postgiroamt Berlin West 75 00-100 (BLZ 100 100 10)

Landeszentralbank Berlin 100 010 10 (BLZ 100 000 00)

Verordnung über die Benennung des Erfinders (Erfinderbenennungsverordnung – ErfBenVO)

Vom 29. Mai 1981

Auf Grund des § 35 Abs. 4 und des § 63 Abs. 4 des Patentgesetzes in der Fassung der Bekanntmachung vom 16. Dezember 1980 (BGBl. 1981 I S. 1) in Verbindung mit § 20 der Verordnung über das Deutsche Patentamt vom 5. September 1968 (BGBl. I S. 997) wird verordnet:

§ 1

Der Anmelder hat dem Patentamt den Erfinder schriftlich zu benennen. Die Benennung ist auf einem gesonderten Schriftstück einzureichen.

§ 2

Die Benennung muß enthalten:

1. den Vor- und Zunamen, Wohnsitz und die Anschrift (Straße und Hausnummer, Postleitzahl, Ort, gegebenenfalls Postzustellbezirk) des Erfinders;
2. die Versicherung des Anmelders, daß weitere Personen seines Wissens an der Erfindung nicht beteiligt sind (§ 37 Abs. 1 des Patentgesetzes);
3. falls der Anmelder nicht oder nicht allein der Erfinder ist, die Erklärung darüber, wie das Recht auf das Patent an ihn gelangt ist (§ 37 Abs. 1 Satz 2 des Patentgesetzes);
4. die Bezeichnung der Erfindung und soweit bereits bekannt das amtliche Aktenzeichen;
5. die Unterschrift des Anmelders oder seines Vertreters. Ist das Patent von mehreren Personen beantragt, so hat jede von ihnen oder ihr Vertreter die Benennung zu unterzeichnen.

§ 3

Wird die Benennung nicht in deutscher Sprache erklärt, so ist eine von einem öffentlich bestellten Übersetzer angefertigte deutsche Übersetzung auf Anforderung beizufügen; die Unterschrift des Übersetzers ist auf Ver-

langen öffentlich beglaubigen zu lassen (§ 129 des Bürgerlichen Gesetzbuchs) ebenso wie die Tatsache, daß der Übersetzer für derartige Zwecke öffentlich bestellt ist.

§ 4

(1) Der Antrag des Erfinders, ihn nicht als Erfinder zu nennen, und der Widerruf dieses Antrags (§ 63 Abs. 1 Satz 3 und 4 des Patentgesetzes) sind dem Patentamt schriftlich einzureichen, ebenso Anträge auf Berichtigung oder Nachholung der Nennung (§ 63 Abs. 2 des Patentgesetzes).

(2) Die Schriftstücke müssen vom Erfinder unterzeichnet sein und die Bezeichnung der Erfindung sowie das amtliche Aktenzeichen enthalten.

(3) Die dem Patentamt gegenüber zu erklärende Zustimmung des Anmelders oder Patentinhabers sowie des zu Unrecht Benannten zur Berichtigung oder Nachholung der Nennung (§ 63 Abs. 2 des Patentgesetzes) hat schriftlich zu erfolgen.

(4) Auf Verlangen sind die Unterschriften öffentlich beglaubigen zu lassen (§ 129 des Bürgerlichen Gesetzbuchs).

§ 5

Diese Verordnung gilt nach § 14 des Dritten Überleitungsgesetzes in Verbindung mit Artikel 16 des Gemeinschaftspatentgesetzes vom 26. Juli 1979 (BGBl. I S. 1269) auch im Land Berlin.

§ 6

Diese Verordnung tritt am Tage nach der Verkündung in Kraft. Gleichzeitig treten die Bestimmungen über die Nennung des Erfinders vom 16. Oktober 1954 (BAnz. 1954 Nr. 217), geändert durch die Verordnung vom 28. April 1978 (BGBl. I S. 630), außer Kraft.

München, den 29. Mai 1981

Der Präsident des Deutschen Patentamts
Dr. Häußner

DEUTSCHES PATENTAMT

Zweibrückenstraße 12
8000 München 2

Konten der Zahlstelle:

Postgirokonto: München 791 91-803
BLZ 700 100 80

Girokonto: Landeszentralbank München 700 010 54
BLZ 700 000 00

Deutsches Patentamt

Dienststelle Berlin

Gitschiner Straße 97-103
1000 Berlin 61

Konten der Nebenzahlstelle:

Postgirokonto: Berlin West 75 00-100
BLZ 100 100 10

Girokonto: Landeszentralbank Berlin 100 010 10
BLZ 100 000 00

Merkblatt für Gebrauchsmusteranmelder

(Ausgabe 1977)

Die gesetzlichen Erfordernisse einer Gebrauchsmusteranmeldung ergeben sich aus

- a) dem Gebrauchsmustergesetz in der Fassung vom 2. Januar 1968 (Bundesgesetzbl. I S. 24); Blatt für Patent-, Muster- und Zeichenwesen [Bl.f.PMZ] 1968, 29 ff.);
- b) den Anmeldebestimmungen für Gebrauchsmuster vom 30. Juli 1968 (Bundesgesetzbl. I S. 1008; Bl.f.PMZ 1968, 292 ff.).

Das Merkblatt gibt dem Anmelder Hinweise zum Vorbereiten und Einreichen einer Gebrauchsmusteranmeldung sowie für das Eintragungsverfahren.

1. Der Gebrauchsmustergegenstand

1.1. Dem Gebrauchsmusterschutz zugänglich sind technische Erfindungen, die sich in einer Raumform (Gestaltung, Anordnung oder Vorrichtung) eines Arbeitsgerätes oder Gebrauchsgegenstandes verkörpern. Diese als neu beanspruchte Gestaltung, Anordnung oder Vorrichtung (Raumform) muß den Arbeits- oder Gebrauchszweck fördern.

1.2. Keine technischen Erfindungen sind z. B.

wissenschaftliche Erkenntnisse, die lediglich auf der Entdeckung naturgesetzlicher Zusammenhänge beruhen;

„Anweisungen an den menschlichen Geist“, wie etwa Lehrmethoden für Menschen und Tiere, Spielregeln, Rechenmethoden, Schnittmuster, Buchführungssysteme, Noten und Kurzschriften, Baupläne u. dgl.;

Konstruktionen, die den Naturgesetzen widersprechen z. B. ein „perpetuum mobile“

1.3. Keine neue Gestaltung, Anordnung oder Vorrichtung (Raumform) liegt z. B. bei Verfahren vor, oder wenn die erfindungswesentlichen Merkmale rein elektrisch funktioneller Art (Schaltschema) sind und als solche nur mittelbar auf räumlich-körperliche Merkmale hinweisen

1.4. Kein Arbeitsgerät bzw. Gebrauchsgegenstand im Sinne des Gesetzes sind z. B. unbewegliche Sachen (Bauwerke), Anlagen, die aus mehreren Teilen bestehen, die miteinander weder eine technisch-funktionelle noch konstruktive Einheit bilden.

1.5. Ausgenommen vom Gebrauchsmusterschutz sind ferner Erfindungen, deren Verwertung den Gesetzen oder guten Sitten zuwiderlaufen würde

1.6. Neben der Tatsache, daß eine schutzfähige Erfindung neu zu sein hat, muß sie den im In- und Ausland bekannten Stand der Technik wesentlich verbessern (technischer Fortschritt), die zu ihrem Auffinden nötige erfinderische Leistung muß ferner das Können des Durchschnittsfachmannes überragen (Erfindungshöhe). Es empfiehlt sich daher, sich über den bekannten Stand der Technik zu informieren, ehe eine Erfindung zur Eintragung als Gebrauchsmuster angemeldet wird.

1.7. Die Gebrauchsmusterstelle prüft bei Eintragung nur, ob die unter 1.1. bis 1.5. genannten Voraussetzungen (absolute Schutzvoraussetzungen) vorliegen, während die unter 1.6. aufgeführten Erfordernisse (relative Schutzvoraussetzungen) erst im Streitfalle (Löschungs- oder Verletzungsverfahren) geprüft werden.

2. Die Anmeldung

2.1. Wer für eine Erfindung den Schutz als Gebrauchsmuster erhalten will, hat den Gegenstand schriftlich in deutscher Sprache unter Beachtung der Regeln der deutschen Rechtschreibung beim Deutschen Patentamt anzumelden.

2.2. Die bei der Gebrauchsmusteranmeldung einzuhaltenden Formvorschriften sind im einzelnen in den §§ 2 (Antrag), 3 (Beschreibung), 3 a (Schutzansprüche), 4 (Zeichnung), 5 (Modelle) und 6 (weitere Erfordernisse der Unterlagen) der Anmeldebestimmungen für Gebrauchsmuster aufgeführt.

Für jeden Gegenstand ist eine besondere Anmeldung erforderlich (§ 1 der Anmeldebestimmungen). Vorläufige Anmeldungen kennt das Gebrauchsmustergesetz nicht, sie sind wirkungslos. Ebenso wirkungslos ist eine Eingabe, aus der nicht eindeutig zu entnehmen ist, welches Schutzrecht angestrebt wird.

Für Beschreibung und Schutzansprüche ist dauerhaftes kräftiges weißes Papier im Format DIN A 4 zu verwenden. Die Blätter sind einseitig in Maschinenschrift beschrieben oder bedruckt einzureichen; die Schrift muß leicht lesbar in schwarzer oder in einer anderen dunklen Farbe, konturenscharf ausgeführt, unverwischbar und unveränderlich (dokumentenecht) sein. Sie müssen sich zur Mikroverfilmung eignen.

Geeignet sind auch Unterlagen, die mittels Carbon-Ümdruck, Xerographie u. ä. hergestellt worden sind, wenn für Konturenschärfe der Buchstaben und Zahlen sowie für hinreichend dunkle Schrift gesorgt ist. Die Vorschrift, daß die Blätter maschinenschriftlich zu beschreiben sind, schließt jedoch nicht aus, daß handschriftliche Einfügungen im Text vorgenommen werden können.

2.3. Für eine Gebrauchsmusteranmeldung sind folgende Unterlagen nötig:

- 1) der Antrag auf Eintragung in die Gebrauchsmusterrolle auf dem vom Patentamt vorgeschriebenen Vordruck in zwei übereinstimmenden Stücken
- 2) die Beschreibung (einfach),
- 3) die Schutzansprüche (einfach), gesondert von der Beschreibung,
- 4) die erforderlichen Zeichnungen (einfach) oder anstelle von Zeichnungen Modelle in zwei übereinstimmenden Stücken.

Der Anmelder kann zu einer Anmeldung entweder nur Zeichnungen oder nur Modelle einreichen. An die durch die Einreichung getroffene Wahl (Zeichnung oder Modelle) ist er gebunden.

Außerdem ist die Anmeldegebühr in Höhe von 50,- DM zu entrichten.

2.4. Ein Anmelder, der nicht genügend Erfahrung in der Behandlung von Gebrauchsmusterangelegenheiten hat, sollte nicht die Schwierigkeiten verkennen, die das sachgemäße Ausarbeiten einer Gebrauchsmusteranmeldung und das weitere Verfahren beim Patentamt mit sich bringen. Er sollte sich deshalb möglichst der Hilfe eines auf diesem Gebiete erfahrenen Beraters bedienen. Verzeichnisse der deutschen Patentanwälte und der Erlaubnisscheininhaber können beim Deutschen Patentamt angefordert werden.

Der Anmelder kann sich im patentamtlichen Verfahren auch vertreten lassen. Falls ein Vertreter bestellt ist, ist für diesen eine Vollmacht einzureichen, die den Namen und die Anschrift des Vertreters sowie den Umfang der Bevollmächtigung enthält und vom Anmelder unterschrieben sein muß.

Ein Anmelder, der im Inland weder Wohnsitz noch Niederlassung hat (ausländischer Anmelder), kann ein Gebrauchsmuster nur erwirken und Rechte aus dem Gebrauchsmuster nur geltend machen, wenn er im Inland einen Patentanwalt oder einen Rechtsanwalt als Vertreter bestellt hat.

3. Antrag

(§ 2 der Anmeldebestimmungen für Gebrauchsmuster)

3.1. Beim Ausfüllen des Antragsvordrucks ist folgendes zu beachten:

3.1.1. Das eigene Zeichen ist nur anzugeben, wenn es der normale Geschäftsbetrieb des Anmelders oder seines Vertreters erfordert. Diktatzeichen sind nicht als eigene Zeichen aufzuführen.

3.1.2. Eine Anmeldung wird für eine Firma nur eingetragen, falls diese im Handelsregister eingetragen ist, was auf Anforderung des Deutschen Patentamts durch Auszug aus dem Handelsregister nachzuweisen ist. Eintragungen im Gewereregister oder in der Handwerksrolle genügen für diesen Nachweis nicht.

3.1.3. Die Spalten 2 und 3 (Vertreter und Zustellungsbevollmächtigter) sind nur auszufüllen, wenn tatsächlich andere Personen mit diesen Aufgaben betraut worden sind.

3.1.4. Die Bezeichnung ist im Eintragungsantrag, im Kopf der Beschreibung als Titel und im Oberbegriff des Schutzanspruchs aufzuführen. Sie darf keine Phantasiebezeichnung sein, sondern soll den Gegenstand, auf den sich die Erfindung bezieht, möglichst genau nach seiner technischen Eigenart bezeichnen. Verkehrsübliche Begriffe sind Hilfsbegriffen wie Einrichtung, Vorrichtung, Anordnung usw. vorzuziehen (z. B. „Blumentopf“ statt „topfförmige Einrichtung zur Aufnahme von Pflanzen und Erde“). Falls der Anmelder eine Phantasiebezeichnung oder ein besonderes Zeichen zur Unterscheidung seiner Waren von den Waren anderer als Warenzeichen geschützt haben will, so muß er dieses zur Eintragung in die Zeichenrolle besonders anmelden (§ 1 des Warenzeichengesetzes).

3.1.5. Aussetzung (höchstens bis zum Ablauf von fünfzehn Monaten nach dem Anmelde- oder Prioritätstag) sollte nur beantragt werden, wenn der Anmelder Auslandsanmeldungen in Staaten, die der Pariser Verbandsübereinkunft nicht angehören, beabsichtigt oder Vorbereitungen für die wirtschaftliche Auswertung treffen will. Wenn zwingende Gründe nicht vorliegen, wird durch einen Antrag auf Aussetzung der Eintragung und Bekanntmachung das weitere Verfahren unnötig verzögert.

3.2. Der *Altersrang* einer Anmeldung (Priorität) wird grundsätzlich durch den Zeitpunkt ihres Eingangs beim Deutschen Patentamt bestimmt. Als ältere Prioritäten können in Anspruch genommen werden:

3.2.1. Die Ausstellungspriorität nach dem Gesetz betreffend den Schutz von Erfindungen, Mustern und Warenzeichen auf Ausstellungen vom 18. März 1904 (Reichsgesetzbl. S. 141; Bl.f.PMZ 1904, 181 f.).

Ist ein Gegenstand auf einer Ausstellung, die den zeitweiligen Schutz auf Grund des Gesetzes vom 18. März 1904 durch eine Bekanntmachung im Bundesgesetzblatt gewährt, zur Schau gestellt worden, so kann für die dem Ge-

genstand entsprechende Anmeldung die Priorität des Tages der Schaustellung jederzeit beansprucht werden, wenn die Anmeldung innerhalb einer Frist von sechs Monaten seit Beginn der Ausstellung beim Patentamt eingereicht worden ist. Maßgebend für die obengenannte Frist ist der Tag der Eröffnung der Ausstellung, nicht der Tag der Schaustellung des Gegenstandes.

3.2.2. Die Auslandspriorität nach Art. 4 der Pariser Verbandsübereinkunft zum Schutz des gewerblichen Eigentums in der Lissaboner Fassung vom 31. Oktober 1958 (Bundesgesetzbl. 1961 II S. 273, 274; Bl.f.PMZ 1961 217 ff.).

Hat der Anmelder denselben Gegenstand als Gebrauchsmuster oder Patent bereits in einem Land angemeldet, das der Pariser Verbandsübereinkunft angehört, und will er das in der Pariser Verbandsübereinkunft vorgesehene Prioritätsrecht geltend machen, so muß er die Anmeldung in Deutschland innerhalb von zwölf Monaten, gerechnet vom Tage der Einreichung der Erstanmeldung an, einreichen. Die Prioritätserklärung muß er binnen einer Frist von zwei Monaten, die mit dem Tage nach der Anmeldung beim Deutschen Patentamt beginnt, abgeben haben. In ihr sind Zeit und Land der Erstanmeldung genau anzugeben. Nach Eingang der Prioritätserklärung fordert das Patentamt den Anmelder auf, innerhalb einer Frist von zwei Monaten nach Zustellung der Aufforderung das Aktenzeichen der Voranmeldung zu nennen und eine Abschrift der Voranmeldung einzureichen, soweit dies nicht bereits geschehen ist. Werden diese Angaben nicht rechtzeitig gemacht, so wird der Prioritätsanspruch für die Anmeldung verwirkt (§ 27 PatG). Es empfiehlt sich daher, um gegebenenfalls einen Rechtsnachteil zu vermeiden, die entsprechenden Erklärungen und Angaben bereits *zusammen mit dem Eintragungsantrag* einzureichen. Die unter 3.2.2. genannten Fristen sind Ausschlussfristen, in die der Anmelder im Falle der Versäumung nicht wieder eingesetzt werden kann (§ 43 Abs. 1 Satz 2 PatG).

3.2.3. Die Priorität nach § 4 Abs. 3 PatG bei Anmeldung nach widerechtlicher Entnahme durch einen Dritten.

4. Beschreibung

(§ 3 der Anmeldebestimmungen für Gebrauchsmuster)

4.1. Die Beschreibung hat die Erfindung klar und vollständig zu offenbaren. Sie ist sorgfältig abzufassen. Maßgebend für den Darstellungsumfang ist indessen der Wissensstand eines durchschnittlichen Fachmannes; es kann deshalb in der Beschreibung auf nebensächliche Details verzichtet werden. Alles Erfindungswesentliche muß aber angegeben werden.

Beim Abfassen der Beschreibung und beim Anfertigen der Zeichnung, sofern statt deren kein Modell eingereicht wird, muß sich der Anmelder stets vor Augen halten, daß nur der in den Unterlagen offenbarte Inhalt die Grundlage für das Gebrauchsmuster bilden kann. Durch unzureichende Offenbarung der Erfindung setzt sich der Anmelder der Gefahr aus, daß sein Gebrauchsmuster später gelöscht wird.

4.2. Im Kopf der Beschreibung ist der Name, die Firma oder die sonstige Bezeichnung des Anmelders sowie als Titel die technische Bezeichnung des Anmeldegegenstands anzugeben.

4.3. Die Beschreibung beginnt am besten mit der Angabe des Zwecks der Erfindung. Ihr soll die Angabe des Standes der Technik folgen, soweit er dem Anmelder bekannt ist, und die Darstellung der Mängel der bisher bekannten Ausführungen. Nunmehr ist darzulegen, welche technische Aufgabe er sich gestellt hat und mit welchen räumlichen oder mechanisch-konstruktiven Mitteln (Raumform, siehe 1.1.) er diese Aufgabe gelöst hat.

Im Anschluß hieran wird meist die Erfindung anhand mindestens eines Ausführungsbeispiels zu erläutern sein; in diesem sind auch Einzelheiten zur Ausgestaltung der Erfindung, die in den weiteren Schutzansprüchen aufgeführt sind, wiederzugeben. In diesem Teil der Beschreibung sind Bezugszeichen zu verwenden, wenn auf die Zeichnungen Bezug genommen wird. Die Beschreibung

wird zweckmäßig mit der Darstellung der durch die Neuerung erzielten Vorteile abgeschlossen.

4.4. Für einen technischen Begriff ist stets dieselbe technische Bezeichnung zu verwenden. Einheiten im Meßwesen sind in Übereinstimmung mit dem Gesetz über Einheiten im Meßwesen vom 2. Juli 1969 (BGBl. I S. 709), zuletzt geändert durch Artikel 287 Nr. 48 des Einführungsgesetzes zum Strafgesetzbuch vom 2. März 1974 (BGBl. I S. 469), und der zu § 5 Abs. 1 des Gesetzes erlassenen Ausführungsverordnung vom 26. Juni 1970 (BGBl. I S. 981), geändert durch die Verordnung vom 27. November 1973 (BGBl. I S. 1761), anzugeben. Bei chemischen Formeln sind die in Deutschland üblichen Zeichen zu benutzen.

4.5. Fundstellen müssen so vollständig angegeben werden, daß sie nachprüfbar sind, z. B.: Patentschriften mit Land und Nummer; Hinweise auf nichtveröffentlichte Anmeldungen sind jedoch zu unterlassen; Bücher mit Verfasser, Titel, Verlag, Auflage, Erscheinungsort und -jahr sowie Seitenangabe; Zeitschriften mit Titel, Jahrgang oder Erscheinungsjahr, Heft- und Seitennummer.

4.6. Phantasiebezeichnungen, Warenzeichen oder andere Bezeichnungen, die zur eindeutigen Angabe der Beschaffenheit eines Gegenstandes nicht geeignet sind, dürfen weder als Titel noch in der Beschreibung verwendet werden; mit Ausnahme chemischer und mathematischer Formeln darf die Beschreibung keine bildlichen Darstellungen enthalten.

5. Schutzansprüche

(§ 3 a der Anmeldebestimmungen für Gebrauchsmuster)

In den Schutzansprüchen ist anzugeben, was unter Schutz gestellt werden soll. Dabei soll jeder selbständige Schutzanspruch, sofern nicht eine andere Fassung sachdienlich ist, Oberbegriff und kennzeichnenden Teil enthalten. Letzterer wird mit den Worten „... dadurch gekennzeichnet“ oder „... gekennzeichnet durch“ eingeleitet (siehe das dem Merkblatt beigefügte Beispiel). Der Oberbegriff enthält die technische Bezeichnung des Anmeldegegenstandes, die mit der technischen Bezeichnung im Eintragungsantrag und dem Titel der Beschreibung übereinstimmen soll, und die technischen Merkmale, auf welche sich die Erfindung bezieht, soweit diese bekannt und für die Erfindung notwendig sind. Im kennzeichnenden Teil sind zusammengefaßt die räumlich-körperlichen bzw. mechanisch-konstruktiven Merkmale anzugeben, die der Anmelder als neu beansprucht.

Alle Merkmale, die zur Lösung der gestellten Aufgabe gemäß der Erfindung notwendig sind, sind im ersten Anspruch, dem *Hauptanspruch*, aufzuführen. Für weitere Ausgestaltungen der Erfindung kann der Anmelder Schutz in *Unteransprüchen* beanspruchen. Diese müssen eine Bezugnahme auf den Hauptanspruch bzw. einen oder mehrere vorangehende Ansprüche enthalten. Der Oberbegriff des Unteranspruchs kann durch eine vollständige oder teilweise Bezugnahme auf einen vorangehenden Anspruch ersetzt werden, soweit dies für eine Klarstellung des Schutzbegehrens ausreicht (siehe das erwähnte Beispiel).

Werden mehrere Ansprüche aufgestellt, so sind sie fortlaufend mit arabischen Ziffern zu nummerieren. Alle Ansprüche müssen ohne Bezugnahme auf Beschreibung oder auf Zeichnungen klar kennzeichnen, was unter Schutz gestellt werden soll; ihr Inhalt muß somit eine vollständige Lehre für technisches Handeln geben. Sind Zeichnungen eingereicht, so sind in den kennzeichnenden Teilen der Ansprüche Bezugszeichen in Klammern einzufügen, die auf die Abbildungen hinweisen. Allgemeine Hinweise auf Beschreibung und Zeichnungen (z. B. „wie beschrieben“ oder „wie gezeichnet“) sind nicht zulässig.

6. Zeichnungen

(§ 4 der Anmeldebestimmungen für Gebrauchsmuster)

In den Zeichnungen sind nur die wesentlichen Merkmale der Erfindung anzugeben. Es ist jedoch darauf zu

achten, daß die körperliche Raumform zeichnerisch dargestellt wird. Die Zeichnungen sollen weiter das Zusammenwirken der Merkmale klar erkennen lassen und das Wesentliche hervorheben. Auf eine Darstellung unwesentlicher Details kann verzichtet werden. Für die einzelnen Teile der Zeichnungen sind Bezugszeichen (Zahlen in arabischen Ziffern) zu verwenden, wenn ein Hinweis auf die Darstellung des betreffenden Teils in der Beschreibung das Verständnis der Erfindung erleichtert. Gleiche Teile müssen in allen Abbildungen gleiche Bezugszeichen erhalten, die mit den Bezugszeichen der Beschreibung übereinstimmen müssen. Für verschiedene Teile dürfen keine gleichen Bezugszeichen verwendet werden, auch wenn die Abbildungen auf verschiedenen Blättern stehen. Werkstattzeichnungen sind nicht einzureichen; Detailzeichnungen werden nur in Ausnahmefällen zur Erläuterung der Erfindung erforderlich sein. Es ist zweckmäßigerweise Papier im Format DIN A 4 zu verwenden. Fotografien sind unzulässig.

Schriftliche Erläuterungen sind in die Zeichnungen nicht aufzunehmen, es sei denn, daß kurze Stichworte zum Verständnis notwendig sind. Für alle wörtlichen Angaben ist die deutsche Sprache erforderlich. Sind Maßangaben für die Erfindung wesentlich, so sind sie in die Beschreibung aufzunehmen.

7. Modelle

(§ 5 der Anmeldebestimmungen für Gebrauchsmuster)

Werden Modelle eingereicht, so soll schon bei ihrer Einreichung angegeben werden, ob der Anmelder sie nach Abschluß des Verfahrens zurückzuerhalten wünscht. Wird ihre Rückgabe nicht beantragt, so verfügt das Deutsche Patentamt nach Ablauf der Aufbewahrungsfrist über das Modell.

Auf einen besonderen Wert der Modelle hat der Anmelder hinzuweisen. Können sie schon durch unvorsichtiges Auspacken beschädigt oder durch das Einwirken von Licht, Feuchtigkeit o. dgl. verdorben werden, so ist die Umhüllung mit der deutlichen Aufschrift „Ungeöffnet in den Geschäftsgang geben“ zu versehen.

Für die Erhaltung überreichter Modelle in unversehrtem Zustand übernimmt das Patentamt keine Haftung.

8. Zusatzanmeldung

Zusatzanmeldungen kennt das Gebrauchsmustergesetz nicht.

9. Hilfsanmeldung

(§ 1 Abs. 4 der Anmeldebestimmungen für Gebrauchsmuster)

Sofern der Anmelder für den Gegenstand der Anmeldung gleichzeitig um ein Patent nachsucht oder schon nachgesucht hat, so kann er beantragen, daß die Eintragung in die Gebrauchsmusterrolle erst vorgenommen wird, wenn die Patentanmeldung erledigt ist (Gebrauchsmuster-Hilfsanmeldung). In diesem Fall ist bei der Anmeldung nur die Hälfte der Gebühr, die andere Hälfte erst vor der Eintragung zu entrichten (§ 2 Abs. 6 GbmG). Außerdem ist der Patentanmeldung ein weiteres Stück der Anmeldeunterlagen beizufügen (siehe 2.3. dieses Merkblatts und 2.7. des Merkblatts für Patentanmelder).

Die Prüfung auf Gebrauchsmusterschutzfähigkeit und ggf. Eintragung erfolgt auf Antrag auch vor Erledigung der Patentanmeldung, und zwar ohne Änderung des Anmeldetages.

10. Empfangsbescheinigung

Für eingehende Gebrauchsmusteranmeldungen wird das Patentamt eine Empfangsbescheinigung übersenden. Diese enthält das Aktenzeichen.

Für sonstige Eingaben werden Bescheinigungen nur erteilt, wenn eine vorbereitete Bescheinigung beigefügt ist. Diese darf nicht zugleich eine Zahlungsquittung enthalten.

11. Anlagen

Bei Eingaben mit Anlagen muß aus der Eingabe die Anzahl der Anlagen und aus den Anlagen die Zugehörigkeit zu der betreffenden Eingabe erkenntlich sein.

12. Gebühren

12.1. Die Gebühren für eine Gebrauchsmusteranmeldung ergeben sich aus dem Gesetz über die Gebühren des Patentamts und des Patentgerichts vom 18. August 1976 (BGBl. I S. 2188; Bl.f.PMZ S. 257). Ein Kostenmerkblatt wird auf Verlangen kostenlos übersandt. Gebühren werden in folgender Höhe erhoben:

12.1.1. Anmeldegebühr (siehe 2.3.) 50,— DM

Wird die Gebühr nicht innerhalb eines Monats nach Zustellung der Zahlungsaufforderung entrichtet, so gilt die Anmeldung als zurückgenommen.

Wegen etwaiger Stundungsmöglichkeiten wird auf § 17 des Sechsten Gesetzes zur Änderung und Überleitung von Vorschriften auf dem Gebiet des gewerblichen Rechtsschutzes vom 23. März 1961 (Bundesgesetzbl. I S. 274, 316; Bl.f.PMZ 1961, 124 ff.) hingewiesen.

12.1.2. Verlängerungsgebühr 350,— DM

Wegen der Zahlungsfrist und etwaiger Zuschläge sowie der Stundungsmöglichkeiten wird auf § 14 Abs. 2 bis 5 GbmG und § 17 des Sechsten Gesetzes zur Änderung und Überleitung von Vorschriften auf dem Gebiet des gewerblichen Rechtsschutzes Bezug genommen.

12.2. Die Zahlung der Gebühren bestimmt sich nach der Verordnung über die Zahlung der Gebühren des Deutschen Patentamts und des Bundespatentgerichts (Bundesgesetzbl. I S. 1000; Bl.f.PMZ 1968, 280 f.). Danach können Gebühren außer durch Barzahlung entrichtet werden

- 1) durch Übergabe oder Übersendung
 - a) von Gebührenmarken des Deutschen Patentamts
 - b) von Schecks, die auf ein Kreditinstitut im Geltungsbereich dieser Verordnung gezogen und nicht mit Indossament versehen sind,
 - c) von Postschecks und Postüberweisungsaufträgen an ein Postgiroamt im Geltungsbereich dieser Verordnung,
- 2) durch Überweisung oder Postscheck,
- 3) mit Zahlkarte oder Postanweisung

Gebühren sollen möglichst durch die Verwendung von Gebührenmarken des Deutschen Patentamts entrichtet werden, da diese Zahlungsweise dem Einzahler Unkosten und Zeit erspart, die Einhaltung von Fristen erleichtert und das Verfahren beim Patentamt beschleunigt. Die Gebührenmarken sind auf die Vorderseite der Urschrift des an das Patentamt gerichteten Schriftstücks (z.B. Gebrauchsmustereintragungsantrag) aufzukleben. Gebührenmarken können gegen Bezahlung bei der Zahlstelle des Deutschen Patentamts, Zweibrückenstr. 12, 8000 München 2, und bei der Zahlstelle des Deutschen Patentamts, Dienststelle Berlin, Gitschiner Str. 97-103, 1000 Berlin 61, bezogen werden. Schriftliche Bestellungen können nur auf Beträge über mindestens 100,— DM lauten und nur an die Zahlstelle des Deutschen Patentamts in München gerichtet werden; der Gegenwert ist auf das Postgirokonto München 791 91-803 mit der Angabe "Gebührenmarken" zu überweisen.

Gebühren können auch auf das Postgirokonto des Deutschen Patentamts Nr. 791 91-803 beim Postgiroamt München oder das Postgirokonto des Deutschen Patentamts, Dienststelle Berlin, Zahlstelle Nr. 75 00-100 beim Postgiroamt Berlin-West unter Angabe des Aktenzeichens eingezahlt werden. Inhaber von Bank- oder Girokonten können Kosten auch auf das Girokonto der Zahlstelle des Deutschen Patentamts Nr. 700 010 54 bei der Landeszentralbank München überweisen. Bankschecks sind mit dem Vermerk "Nur zur Verrechnung" zu versehen.

Bei allen Zahlungen sind der Verwendungszweck des Geldes unter Angabe des Aktenzeichens und der Name des Einzahlers sowie desjenigen anzugeben, für den der Betrag gezahlt wird. Ist das Aktenzeichen ausnahmsweise nicht bekannt, so muß bei der Zahlung der Anmeldegebühr auch die Anmeldung genau bezeichnet und der Tag angegeben werden, an dem sie eingereicht

wurde. Da durch Zahlung ohne Angabe des Aktenzeichens aber erfahrungsgemäß die Bearbeitung der Anmeldung verzögert wird, empfiehlt es sich, mit der Zahlung bis zur Mitteilung des Aktenzeichens zu warten, falls die Zahlung nicht mittels Gebührenmarken erfolgt. Anträge oder sonstige Mitteilungen sollen auf den Postabschnitten nicht vermerkt sein.

Das Beifügen von Bargeld als Anlage zu Schriftstücken ist zu vermeiden.

13. Armenrecht

Einem Anmelder, der seine Bedürftigkeit nachweist, wird auf Antrag das Armenrecht bewilligt, wenn eine hinreichende Aussicht auf Eintragung eines Gebrauchsmusters besteht.

Ein Merkblatt für die Inanspruchnahme des Armenrechts wird vom Patentamt auf Verlangen kostenlos übersandt.

Von der Anmeldegebühr wird der Anmelder durch die Gewährung des Armenrechts, abgesehen vom Fall der widerrechtlichen Entnahme (§ 46 b Abs. 2 Nr. 1 PatG), nicht befreit.

14. Wahrheitspflicht

Die Beteiligten haben im Verfahren vor dem Patentamt ihre Erklärungen über tatsächliche Umstände vollständig und der Wahrheit gemäß abzugeben (vgl. §§ 12 GbmG, 44 PatG).

15. Verwertung von Gebrauchsmustern

Die Begutachtung und Verwertung von Erfindungen sowie die Verfolgung von Gebrauchsmusterverletzungen gehört nicht zum Aufgabengebiet des Patentamts. Bei der Anbahnung von geschäftlichen Verbindungen mit Patentverwertern oder -verwertungsgesellschaften empfiehlt es sich, Auskünfte über diese einzuholen oder um Angabe von Referenzen zu bitten. Das Patentamt vermag diese Auskünfte nicht zu geben, da Personen oder Firmen, die sich mit der Verwertung von Erfindungen befassen, nicht seiner Aufsicht unterstehen.

Die Einleitung von Auslandsanmeldungen gehört ebenfalls nicht zum Aufgabenbereich des Deutschen Patentamts.

16. Patentschriften-Auslegestellen

Beim Deutschen Patentamt in München, bei der Dienststelle Berlin des Deutschen Patentamts und bei den übrigen Patentschriften-Auslegestellen liegen die deutschen Auslege- und Patentschriften (teilweise auch die Offenlegungsschriften) zur Einsicht aus. Der Anmelder sollte vor Einreichung seiner Anmeldung in jedem Fall die Druckschriften durchsehen, die dem Gegenstand der Anmeldung nahekommen. Auf Wunsch teilt das Patentamt dem Anmelder Anschrift und Öffnungszeiten der Auslegestelle mit, die für seine Erfindung in Betracht kommt und seinem Wohnsitz am nächsten gelegen ist.

17. Anschrift des Deutschen Patentamts

Die Sendungen an das Patentamt müssen kostenfrei eingehen. Die Anschrift lautet:

Deutsches Patentamt, 8000 München 2, Zweibrückenstr. 12 oder
Deutsches Patentamt, Dienststelle Berlin,
1000 Berlin 61, Gitschiner Str. 97—103.

Beispiel für die Abfassung von Schutzansprüchen

1. Sonnenschutzbrille, dadurch gekennzeichnet, daß an jedem Bügel (1) je ein Band (2) zum Umschlingen um den Kopf befestigt ist.
2. Sonnenschutzbrille nach Anspruch 1, dadurch gekennzeichnet, daß die Bänder aus Gummi sind.
3. Sonnenschutzbrille nach Anspruch 1, dadurch gekennzeichnet, daß die Bandenden verstärkt sind.

DEUTSCHES PATENTAMT

Zweibrückenstraße 12
8000 München 2

Fernruf: (0 89) 21 95 - 1; Fernschreiber: 05-23 534

Konten der Zahlstelle:

Postscheckamt München 791 91-803 (BLZ 700 100 80)

Landeszentralbank München 700 010 54 (BLZ 700 000 00)

Deutsches Patentamt

Dienststelle Berlin

Gitschiner Straße 97-103

1000 Berlin 61

Fernruf: (0 30) 25 94-1; Fernschreiber: 01-83 604

Konten der Zahlstelle:

Postscheckamt Berlin West 75 00-100 (BLZ 100 100 10) ➤

Landeszentralbank Berlin 100 010 10 (BLZ 100 000 00) ➤

Merkblatt**über die Erteilung von Auskünften zum Stand der Technik**

(Ausgabe 1981)

1 Allgemeines

1 – Der Gesetzgeber hat die gesetzlichen Voraussetzungen (§ 29 Abs. 3 Patentgesetz - BGBl. I 1981 S. 1 ff.)¹ dafür geschaffen, daß das Patentamt ohne Gewähr für Vollständigkeit Auskünfte zum Stand der Technik erteilen kann, auch wenn eine Patentanmeldung nicht eingereicht worden ist. Das Deutsche Patentamt nimmt diese zusätzliche gesetzliche Aufgabe wahr, um damit seine technische Dokumentation für die Öffentlichkeit nutzbar zu machen.

2 – Prioritätsrechte und sonstige aus einer Patentanmeldung fließende Rechte können mit der Einreichung eines Antrags auf Erteilung von Auskünften zum Stand der Technik nicht begründet werden. Hierzu müßte eine Patentanmeldung eingereicht werden.

2 Umfang der Auskunfterteilung

1 – Auskünfte zum Stand der Technik werden auf allen Gebieten der Technik erteilt und erfolgen durch Mitteilung öffentlicher Druckschriften. Die Anfrage kann dabei gerichtet sein

- auf die Angabe des für einen genau beschriebenen Sachverhalt in Frage kommenden Standes der Technik, das bedeutet, auf Mitteilung derjenigen Druckschriften, denen ein entsprechender oder ähnlicher Sachverhalt zu entnehmen ist,
- oder auf die Angabe bekannter Lösungen zu einer genau geschilderten technischen Aufgabenstellung, wobei hierunter keine allgemeinen Fragen nach Anwendungs- oder Einsatzgebieten zu verstehen sind.

2 – Auskünfte können nicht erteilt werden über

- Entdeckungen sowie wissenschaftliche Theorien und mathematische Methoden,
- ästhetische Formschöpfungen,
- Pläne, Regeln und Verfahren für gedankliche Tätigkeiten, für Spiele oder für geschäftliche Tätigkeiten sowie Programme für Datenverarbeitungsanlagen.

3 – Der Recherche liegen insbesondere Patentdokumente aus der Bundesrepublik Deutschland und dem ehemaligen Deutschen Reich, der DDR, Österreich, der Schweiz, Frankreich, Großbritannien, den USA und des Europäischen Patentamts sowie die Veröffentlichungen internationaler Anmeldungen zugrunde. Dazu kommt die vorhandene Fachliteratur. Die Zuordnung einer Anfrage zu einem bestimmten technischen Gebiet erfolgt nach der Internationalen Patentklassifikation (IPC).

3 Antrag

1 – Auskünfte zum Stand der Technik werden auf Antrag erteilt. Der Antrag muß enthalten:

1. Die Erklärung, daß eine Auskunft zum Stand der Technik gemäß der Verordnung über die Erteilung von Auskünften zum Stand der Technik vom 25. Februar 1982 begehrt wird. Dabei kann ein Zeitraum angegeben werden, auf den die Ermittlung der öffentlichen Druckschriften beschränkt werden soll;
2. die genaue Beschreibung des technischen Sachverhalts, der Gegenstand des Antrags ist, gegebenenfalls sind Zeichnungen beizufügen und, falls erforderlich, eine kurze Zusammenfassung der Merkmale;
3. den Vor- und Zunamen, die Firma oder die sonstige Bezeichnung des Antragstellers, den Wohnsitz oder Sitz und die Anschrift, (Straße, Hausnummer, Postleitzahl, Ort, gegebenenfalls Postzustellbereich). Bei ausländischen Orten sind auch Staat und Bezirk anzugeben; ausländische Ortsnamen sind zu unterstreichen;

4. falls ein Vertreter bestellt worden ist, seinen Namen mit Anschrift; die Vollmacht ist dem Antrag als Anlage beizufügen. Auf eine beim Patentamt hinterlegte Vollmacht ist unter Angabe der Hinterlegungsnummer hinzuweisen. Ein Antragsteller, der im Inland weder Wohnsitz noch Niederlassung hat, kann die Auskunft zum Stand der Technik nur erhalten, wenn er im Inland einen Patentanwalt oder einen Rechtsanwalt als Vertreter bestellt hat;
5. falls mehrere Personen ohne einen gemeinsamen Vertreter den Antrag stellen oder mehrere Vertreter mit verschiedener Anschrift bestellt sind, die Angabe, wer als Zustellungsbevollmächtigter zum Empfang amtlicher Bescheide befugt ist;
6. die Unterschrift des Antragstellers oder des Vertreters.

Soweit dem Antragsteller oder dem Vertreter seine Anmelder- oder Vertreternummer aus anderen Verfahren vor dem Patentamt bekannt ist, soll diese mitangegeben werden.

2 — Der Antrag ist in deutscher Sprache schriftlich in zwei übereinstimmenden Stücken an das Deutsche Patentamt, Zweibrückenstr. 12, 8000 München 2, zu richten. Der Antrag sollte auf dem dafür vorgesehenen Formblatt eingereicht werden. Er kann auch formlos gestellt werden.

4 Gebühren

1 — Für jeden Antrag auf Erteilung einer Auskunft zum Stand der Technik ist eine Gebühr von 850,— DM zu entrichten. Die Gebühren können bar oder wie folgt entrichtet werden:

1. durch Übergabe oder Übersendung von
 - a) Gebührenmarken des Deutschen Patentamts,
 - b) Schecks und Postschecks, sofern die Einlösung bei Vorlage erfolgt,
 - c) Postüberweisungsaufträgen;
2. durch Überweisung;
3. mit Zahlkarte oder Postanweisung.

2 — Bei allen Zahlungen sind der Verwendungszweck unter Angabe des Gebührencodes (101420) nach der Verwaltungskostenverordnung, das Aktenzeichen, der Name des Einzahlers und der Name desjenigen, für den der Betrag gezahlt wird, anzugeben. Anträge oder sonstige Mitteilungen dürfen auf den Postabschnitten nicht vermerkt sein. Bargeld sollte nicht als Anlage zu Schriftstücken beigefügt werden.

3 — Das Patentamt kann ausnahmsweise für diese Gebühr Stundung oder Ratenzahlungen bewilligen, oder diese Gebühr ermäßigen oder von der Erhebung absehen, wenn dies mit Rücksicht auf die wirtschaftlichen Verhältnisse des Zahlungspflichtigen geboten erscheint.

4 — Wird die Gebühr nicht entrichtet, gilt der Antrag als nicht gestellt.

5 — Ist die Erteilung der Auskunft nicht möglich, weil eine Recherche nicht durchgeführt werden kann, so wird dem Antragsteller dies mitgeteilt; bereits gezahlte Gebühren werden erstattet.

5 Behandlung von Anträgen, die sich auf mehrere technische Gebiete beziehen

1 — Nach Eingang des Antrags und der Gebühr prüft das Deutsche Patentamt, auf welchem Gebiet die Recherche durchzuführen ist. Stellt sich dabei heraus, daß sich die Auskunft auf mehrere technische Gebiete erstreckt, wird dem Antragsteller mitgeteilt, auf welchem Gebiet nach Auffassung des Amtes das Schwergewicht des Auskunftersuchens liegt. Gleichzeitig wird darauf hingewiesen, daß für die anderen festgestellten Gebiete Aufkünfte nur erteilt werden, sofern die erforderlichen Gebühren entrichtet werden. Erst nach Eingang einer eindeutigen Erklärung des Antragstellers, welche Auskunft bzw. Aufkünfte er wünscht, und nach Zahlung der damit möglicherweise verbundenen zusätzlichen Gebühren wird dem Auskunftersuchen nachgekommen.

2 — Geht innerhalb von 3 Monaten nach Mitteilung dieser amtlichen Feststellung kein eindeutiger Antrag des Antragstellers ein oder werden die zusätzlich fällig gewordenen Gebühren nicht vollständig entrichtet, so gilt der Antrag als nicht gestellt. Bereits gezahlte Gebühren werden erstattet.

6 Mitteilung des Recherchenergebnisses

1 — Die Mitteilung des Recherchenergebnisses enthält eine Auflistung der ermittelten öffentlichen Druckschriften. Eine Bewertung des Inhalts der ermittelten Druckschriften findet nicht statt.

2 — Ablichtungen der ermittelten Druckschriften werden der Mitteilung beigefügt.

Internationale Ausstellungen nach Artikel 55 EPÜ

Die folgende Liste enthält für die Zwecke von Artikel 55 (1) b) EPÜ die internationalen Ausstellungen im Sinne des am 22. November 1928 in Paris unterzeichneten und zuletzt am 30. November 1972 revidierten Übereinkommens über internationale Ausstellungen, die bislang für die Jahre 1984 bis 1986 vom Internationalen Ausstellungsbüro registriert worden sind. Es handelt sich in allen Fällen um Fachausstellungen. Die nachstehende Liste ersetzt das im ABl. 1/1983, S. 37 veröffentlichte Verzeichnis.

International exhibitions as referred to in Article 55 EPC

The following list enumerates, for purposes of the application of Article 55(1)b) EPC, those international exhibitions falling within the terms of the Convention on international exhibitions signed at Paris on 22 November 1928 and last revised on 30 November 1972 which have been registered so far by the International Exhibition Bureau for the period 1984-1986. In all cases they are specialised exhibitions. The list below supersedes that published in OJ 1/1983, p. 37.

Expositions internationales visées à l'article 55 de la CBE

La liste suivante énumère, aux fins de l'application de l'article 55(1)b) de la CBE, les expositions internationales au sens de la Convention concernant les expositions internationales, signée à Paris le 22 novembre 1928 et révisée en dernier lieu le 30 novembre 1972, qui ont été enregistrées jusqu'à présent par le Bureau international des expositions, pour la période 1984-1986. Il s'agit, dans tous les cas, d'expositions spécialisées. La liste ci-après remplace celle publiée dans le JO n° 1/1983, p. 37.

Zeitraum / Period / Période	Ort / Place / Lieu	Thema ¹ / Theme ¹ / Thème ¹
02.05.-21.10.1984	LIVERPOOL (GB)	Internationale Gartenbauausstellung Liverpool 1984 International Garden Festival — Liverpool 1984 Exposition Internationale d'Horticulture de Liverpool 1984
12.05.-11.11.1984	NEW ORLEANS, Louisiana (US)	Die Welt der Flüsse — Süßwasser, Quelle des Lebens The World of Rivers — Freshwater, the fount of life Le monde des fleuves — L'eau douce, source de vie
17.03.-16.09.1985	TSUKUBA (JP)	Das Haus und sein Umfeld — Wissenschaft und Technik im Dienste der Menschen zu Hause Home and the Environment — Science and technology in the service of man in his home La maison et son environnement — Science et technologie au service de l'Homme chez lui
02.05.-13.10.1986 ...	VANCOUVER (CA)	Transportwesen — Mensch und Verkehr Transport — Man on the Move Les transports — L'Homme en mouvement

Die Offenbarung einer Erfindung auf einer dieser Ausstellungen durch den Anmelder oder seinen Rechtsvorgänger kann einer europäischen Patentanmeldung nicht entgegengehalten werden, wenn sie nicht früher als sechs Monate vor Einreichung der Anmeldung erfolgt ist und sofern der Anmelder bei Einreichung der Anmeldung erklärt, daß die Erfindung tatsächlich zur Schau gestellt worden ist, und er innerhalb von vier Monaten nach Einreichung der Anmeldung die in Regel 23 EPÜ vorgesehene Ausstellungsbescheinigung einreicht.

The disclosure of an invention at one of these exhibitions by the applicant or his legal predecessor is not prejudicial to a European patent application if it occurred no earlier than six months preceding the filing of the application and provided the applicant states, when filing the application, that the invention has been so displayed and submits, within four months of the filing of the application, the certificate of exhibition referred to in Rule 23 EPC.

La divulgation d'une invention à l'une de ces expositions, par le demandeur ou son prédécesseur en droit, n'est pas opposable à une demande de brevet européen lorsqu'elle n'est pas intervenue plus tôt que six mois avant le dépôt de la demande et pour autant que le demandeur déclare, lors du dépôt de la demande, que l'invention a été réellement exposée et qu'il produise, dans un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande, l'attestation d'exposition visée à la règle 23 de la CBE.

¹ Nur die französische Bezeichnung der Ausstellungsthemen ist die offizielle Bezeichnung.

¹ Only the French version of the exhibition themes is the official version.

¹ Seule la version française des thèmes des expositions est la version officielle.

OUVRAGES DIFFUSES PAR LE CENTRE DE DROIT DE L'ENTREPRISE

DANS LA COLLECTION

● Actualités de Droit de l'Entreprise :

- Les ordonnances de septembre 1967 et le droit commercial (1969)	39,00 franco
2 - Actualités de droit de l'entreprise 1968 (1970)	47,00 franco
3 - Nouvelles techniques contractuelles (1971)	épuisé
4 - Nouvelles techniques de concentration (1972)	épuisé
5 - Les services communs de l'entreprise (1974)	91,00 franco
6 - L'exercice en groupe des professions libérales (1975)	91,00 franco
7 - Le know-how (1976)	91,00 franco
8 - L'avenir de la publicité et le droit (1977)	91,00 franco
9 - Garanties de résultat et transfert des techniques (1978)	110,00 franco
10 - Droit social et modifications des structures de l'entreprise (1979)	100,00 franco
11 - Les inventions d'employés (1981)	100,00 franco
12 - La clause de réserve de propriété (1981)	195,00 franco
13 - Le nouveau droit du crédit immobilier (1981)	132,00 franco
14 - Concurrence et distribution (janvier 1982)	171,00 franco

● Bibliothèque du Droit de l'Entreprise

- Le groupement d'intérêt économique, par Ch. Lavabre (1972)	épuisé
- La responsabilité du banquier en droit privé français, par J. Vézian (1977 2 ^e éd.)	épuisé
- Un nouveau statut de la profession libérale : la société civile professionnelle, par A. Lamboley (1973)	épuisé
Le droit de la distribution par J.M. Mousseron, J.J. Burst, N. Chollet, C. Lavabre, J.M. Leloup et A. Seube	en réédition
Le contrôle de la gestion des sociétés anonymes, par R. Contin (1976)	158,00 franco
Les réserves latentes, par R. Abelard (1977)	140,00 franco
Dix ans de droit de l'entreprise (44 études - 1076 pages) publié avec le concours du CNRS (1976)	238,00 franco
Le contrat de sous-traitance, par G. Valentin (1978)	172,00 franco
L'entente prohibée (1953 - 1967 - 1977) à travers les avis de la Commission des ententes, par V. Selinsky (1979)	160,00 franco
Les causes d'extinction du cautionnement, par C. Mouly (1980)	160,00 franco
L'entreprise et le contrat, par D. Ledouble (1981)	160,00 franco
Le régime fiscal des transferts indirects de bénéfices à l'étranger, par J.L. Bilon (1981)	160,00 franco
Les techniques de renflouement des entreprises en difficulté, par J.P. Haehl (1981)	162,00 franco
Les prêts et avances entre sociétés d'un même groupe, par D. Ohl (1982)	168,00 franco
La profession libérale en droit fiscal, par F. Alcade (1984)	208,00 franco
Les pratiques discriminatoires, par A. Benard (1984)	208,00 franco

● Bibliothèque de Propriété Industrielle (C.E.I.P.I.)

- L'invention protégée après la loi du 2 janvier 1968, par J. Schmidt (1970)	épuisé
L'épuisement du droit du breveté (1971)	62,00 franco
- La copropriété des brevets d'invention (1973)	62,00 franco
- Le know-how : sa réservation en droit commun, par R. Fabre (1976)	110,00 franco
- L'acte de contrefaçon, par Ch. Le Stanc (1977)	112,00 franco
- Juge et loi du brevet, par M. Vivant (1977)	148,00 franco
- Le Droit français nouveau des brevets d'invention, par J.M. Mousseron et A. Sonnier (1978)	épuisé
- Les contrats de recherche par Y. Reboul (1978)	178,00 franco
- Traité des brevets : régime nationaux, européen, communautaire, international (tome 1 : l'obtention du brevet) par J.M. Mousseron, avec le concours de J. Schmidt et P. Vigand, 1200 p. (1983)	550,00 franco

● Bibliothèque L.G.D.J.

- Les groupes de contrats, par B. Teyssié (1975)	148,00 franco
- L'affrètement aérien, par J.P. Tosi (1977)	88,00 franco

● Dossiers Brevets

- Six livraisons par an, regroupant études, documents et dossiers de jurisprudence (Décisions, Brevets, Guides de lecture)	600,00 franco
--	---------------

● La lettre de la Distribution

- Chaque mois les informations les plus récentes. (ADH à Droit et Distribution)	350,00 franco
---	---------------

● Cahiers de Droit de l'Entreprise

- Supplément bimestriel à la Semaine Juridique (Editions E.I.)	
--	--